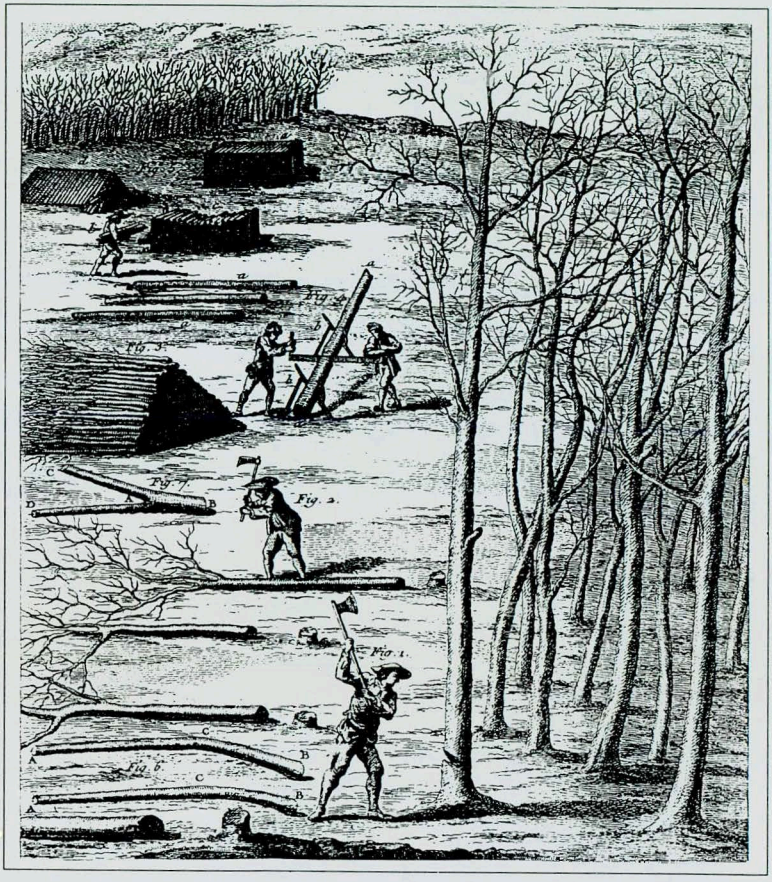
ESSONNE ET HUREPOIX

97ème ANNÉE (1991)



BULLETIN
de la Société historique et archéologique
de Corbeil, de l'Essonne et du Hurepoix

CORBEIL–ESSONNES

1992

TABLE DES MATIÈRES

Vie de la Société (conseil d'administration, nouveaux membres, assemblée générale à Vauhallan) 3

POCHON (Josiane). – La forêt de Verrières de 1669 à 1790 9

MORICEAU (Jean–Marc). – Rage et loups au XVII[ème] siècle : angoisse et insécurité dans les campagnes au sud de Paris 61

GÉLIS (Jacques). – Une épidémie à Champmotteux en 1778 79

CURTAT (Philippe). – Marché de fonte de la cloche de l'église Saint–Médard de Brunoy 87

BINVEL (Bernard). – Sauvegarde des plaques de cheminées du château de Méréville 91

BENARD (Alain). – Une note de folklore : deux exemples de roches à glissade en Essonne 93

BENARD (Alain). – Le polissoir des Plaquières à Janville–sur–Juine . 95

TABORIN (Y.), PIGEOT (N.) et OLIVE (M.). – Le site magdalénien d'Etiolles 97

AMAURY (Gérard). – Site gallo–romain et médiéval à Longjumeau . 107

Notes archéologiques (Abbéville–la–Rivière, Auvers–Saint–Georges, Ballancourt, Boigneville, Boissy–le–Cutté, Boissy–sous–Saint–Yon, Bouville, Brunoy, D'Huison–Longueville, Lardy, Maisse, Marcoussis, Milly, Oncy, Ormoy–la–Rivière, Saclas, Saint–Cheron, Saint–Maurice–Montcouronne, Saint–Pierre–du–Perray, Souzy–la–Briche, Villeneuve–sur–Auvers) 111

BIBLIOGRAPHIE 117

CHRONIQUE 151

NECROLOGIE 165

TABLE DES PLANCHES

Pl. I – Le buisson de Verrières en 1660.
Pl. II–III – Livret d'arpentage, XVII[ème] siècle.
Pl. IV – Le buisson de Verrières en 1755.
Pl. V – Le buisson de Verrières, 1717–1727.
Pl. VI – Le buisson de Verrières en 1730.
Pl. VII – Le buisson de Verrières en 1761.
Pl. VIII – Le buisson de Verrières en 1934.
Pl. IX – Méréville. – cheminée du petit salon en 1989.
Pl. X – Méréville. – armoiries de Jean Delpech.
Pl. XI – Ballancourt–sur–Essonne. – roche à glissade du Mont.
Pl. XII – Moigny–sur–Ecole. – roche à glissade de la Roche au Violon.
Pl. XIII – Janville–sur–Juine. – polissoir des Plaquières (vues).
Pl. XIV – Janville–sur–Juine. – polissoir des Plaquières (dessins).
Pl. XV – Carte des sites magdaléniens du Bassin parisien.
Pl. XVI – Etiolles. – circulation des supports entre habitations.

BULLETIN

DE LA SOCIÉTÉ

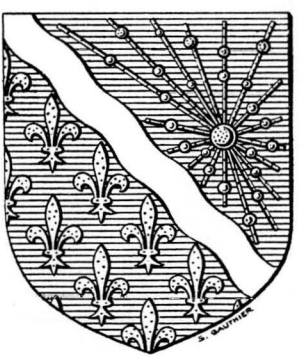
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DE CORBEIL

DE L'ESSONNE ET DU HUREPOIX

97ème ANNÉE (1991)

Ouvrage publié avec le concours
du Ministère de la Culture et du département de l'Essonne.



CORBEIL-ESSONNES

1992

Société historique et archéologique
de Corbeil, de l'Essonne et du Hurepoix (1991)

Archives départementales, 9 rue Lafayette, 91100 Corbeil–Essonnes

1154 – ISSN – 368 X

Vie de la Société

Conseil d'administration

Président :
M. l'abbé Jean MERMINOD.

Vice–Présidents :
M. Roger BAILLY,
M. Jean JACQUART.

Vice–Président d'Honneur :
M. le Marquis de GANAY,

Secrétaire générale :
M^me^ Paulette CAVAILLER.

Trésorier :
M. Bernard LESUEUR.

Membres du Conseil :
M. Gérard AMAURY,
M^me^ B. d'ANDURAIN,
M. Serge BIANCHI,
M. Jean CAUSSANEL,
M^me^ Marie–Anne CHABIN,
M^me^ Nicole DUCHON,
M^me^ Hélène FUSTIER,
M. Jacques GELIS,
M. Jean–Jacques IMMEL,
M. Denys KLEIN,
M. Jean–Marc MORICEAU,
M. Nicolas PAYEN,
M^lle^ Yvette TABORIN.

Nouveaux membres inscrits en 1991

ANDRÉ (Guy), 5, Résidence Rochebrune, 91220 Brétigny-sur-Orge.

BARBOT-FEHREMBACH (M.), 19, rue Guillaume Appolinaire, 94800 Villejuif.

BENAMMAR (Annie), 16, rue de la Sablonnière, 91410 Les Granges-le-Roi.

BERTRAND (Christiane), 3, rue Jean Moulin, 91220 Brétigny-sur-Orge.

BOINIER (M^me^ Marie-Louise), 5, chemin de Farcheville, 91590 Cerny.

CARRÉ (M^me^ Michèle), 35, rue des Réservoirs, 91250 Saintry-sur-Seine.

CHEVRY (Jacques), quartier Goujar, Le Trignon, 84190 Gigondas.

CHOL (Pascal), 27, rue Foucher de Careil, 91200 Athis-Mons.

COUDRAY (Hervé), 1, rue Georges Lebeuf, 91600 Courcouronnes.

DAMOISEAU (Vincent), 4, rue de la Mairie, 91250 Saint-Germain-lès-Corbeil.

DEFRANCE (Pascal), 24 bis, rue de Dhuilet, 91150 Ormoy-la-Rivière.

DESMETTRE (M^lle^ Florie), 9, rue du Puits, 91830 Le Coudray-Montceaux.

DUCHON (Nicole), 16, chemin aux Chèvres, 91540 Mennecy.

GENET (Pascal), 21, rue de l'Egalité, 91590 Cerny.

GERMAIN (M^me^ Christiane), 44, rue Cluseret, 92150 Suresnes.

HEBERT-ROUX (M^me^ Françoise), 9, allée des Mélites, 91150 Etampes.

LETESSIER (M^me^ Geneviève), 68, rue de Paris, 91310 Longpont-sur-Orge.

MALASSE (Claude), 2, rue P. et M. Curie, 91400 Orsay.

MARCILLE (M^me^ Nicole), 22, rue de Gaulle, 91070 Bondoufle.

MARTIN (Yves), 19, rue Saint-Firmin, 91590 La Ferté-Alais.

MOLLET (M^lle^ Eliane), 12, rue P. Valéry, 91250 Saint-Germain-lès-Corbeil.

MÜLLER (Hans-Walter), aérodrome, 91590 Cerny.

PICHON (M^me^ Marie-Brigitte), 43, villa du Parc, 91080 Courcouronnes.

POUILLART (D^r^ Pierre), 8, rue Courteline, 91250 Saint-Germain-lès-Corbeil.

ROBINOT (Claude), 10, avenue de la Libération, 91150 Etampes.

RUELLE (M^me^ Marie-France), 26, rue de Longjumeau, 91300 Massy.

VAISSEYRE (Françoise), 7 bis, boulevard A. Croizat, 91100 Corbeil-Essonnes.

VERMEULIN (M^me^ Micheline), 20, rue d'Angoulème, 91100 Corbeil-Essonnes.

Assemblée générale à Vauhallan

Notre assemblée générale pour 1991 s'est tenue le dimanche 29 septembre à Vauhallan.

La séance est ouverte à 15 h 00, à l'abbaye de Limon, par le président Merminod, en présence de plus de quatre-vingts personnes. Il remercie M^me^ l'abbesse qui veut bien nous accueillir dans sa maison, sœur Marie-Christine qui nous en présentera les richesses et M^me^ Delattre, présidente du Syndicat d'Initiatives qui a bien voulu préparer la promenade.

Après quelques mots d'accueil de sœur Marie-Christine, le président présente les excuses des absents et donne la parole à la secrétaire générale pour son rapport moral.

M^me^ Cavailler présente les activités de la société depuis la dernière assemblée générale tenue le 30 septembre 1990 à Dourdan :

– "Le conseil d'administration s'est réuni le 13 avril. Il a approuvé le manuscrit du bulletin 1990 ; il a retenu les dates et lieux de nos réunions ; il a élu vice-président M. Roger Bailly, nommé vice-président d'honneur M. le Marquis de Ganay et a choisi deux candidats pour compléter le conseil. Enfin, il a adressé à M. le Préfet une lettre de protestation contre le projet de lotissement du parc de Grandbourg à Evry.

– Le nombre des membres est passé de 625 à 624.

– Le bulletin 1989 a été distribué à la fin de 1990.

– Le bulletin 1990 est sous presse ; il comprendra quatre articles historiques : la fin de l'étude sur le château de Courances par Sylvie de GASPÉRI, L'abbaye de Villiers à Cerny aux XVII et XVIII^èmes^ siècles par Hervé COUDRAY, Une dalle de la chapelle de l'Hôtel-Dieu de Dourdan par Joseph DELIVRÉ et Les cartes postales de la région de La Ferté-Alais par Roger BAILLY ; trois articles d'archéologie par Alain BÉNARD, Daniel GIGANON et Yvette TABORIN ; des notules archéologiques et, bien entendu, bibliographie, chronique et nécrologie.

– Pour le bulletin 1991, nous attendons trois articles de Josiane POCHON, Foulques JOSSEAUME et Roger BAILLY.

– Quant au Mémoire XVI, nous disposons déjà du manuscrit de Simone LEFÈVRE sur "Les communautés religieuses et la modification du paysage au Sud de Paris du XI^{ème} au XIII^{ème} siècle".

– La promenade de printemps a eu lieu le 8 juin à Sceaux et à L'Haÿ–les–Roses. Elle a eu peu de succès à cause, semble–t–il, du parcours en proche banlieue de Paris qui a effrayé bien des conducteurs !

– Pour l'assemblée générale, nous avons choisi Vauhallan où nous venons pour la première fois, car l'abbaye est peu connue malgré l'intérêt de son histoire et ses collections. Connaissant M^{me} Delattre, je savais trouver ici beaucoup d'aide ; je lui renouvelle mes remerciements ainsi qu'à sœur Marie–Christine et à sœur Henriette qui nous ouvrira l'église qu'elle entretient avec zèle et dévouement.

– Pour terminer, je rappelle que nous continuons à gérer financièrement le Centre de recherche archéologique d'Etiolles ; que nous avons participé, comme les années passées, aux travaux du Comité du Bicentenaire de la Révolution ; que nous poursuivons notre collaboration avec la Fédération des Sociétés d'Ile–de–France ; que nous sommes membres du Comité du Patrimoine et avons fait partie du jury du prix départemental d'histoire locale ; que nous sommes représentés au Congrès national des Sociétés savantes et qu'en mars nous avons fait acte de présence lors de la Semaine du Tourisme et des loisirs aux Ulis.

Voici très brièvement résumée l'activité de la société pour 1990–1991. Je vous remercie de votre attention."

Le rapport moral est approuvé à l'unanimité.

M. Bernard Lesueur rend compte de la gestion financière : "L'avoir de la société à ce jour est de 107 744,76 F. Il y a lieu de souligner le don de 5 000 F que nous a fait le général Delivré, lauréat du prix départemental d'histoire locale qui a partagé son prix entre quatre sociétés du département ; ainsi que le don d'une collection complète de nos bulletins depuis 1944 par M. Videau.

Après recouvrement des cotisations encore dûes et de la subvention départementale, nous disposerons d'environ 150 000 F, ce qui nous permettra de payer les bulletins 1990 et 1991 mais ne nous laissera qu'à peine 10 000 F pour la publication du Mémoire XVI envisagée en 1992 ou 1993.

Comme nos cotisations n'ont pas été modifiées depuis trois ans et que l'érosion monétaire est d'au moins 10%, nous vous proposons de porter les cotisations de 65 à 70 F pour les membres actifs et de 100 à 110 F pour les membres bienfaiteurs."

Quitus est donné au trésorier pour sa gestion financière 1990–1991 et l'augmentation des cotisations est votée à l'unanimité.

Ensuite a lieu la réélection des six membres sortants du conseil d'administration : M^mes^ Chabin et Fustier et MM. Amaury, Bailly, Jacquart et Lesueur. Puis sont présentés les deux nouveaux candidats : Nicole Duchon, active présidente de "Mennecy et son histoire" et Jacques Gélis, président d'"Etampes Histoire". Tous sont élus ou réélus à l'unanimité.

Jean Jacquart fait part des activités de la Fédération : publication des tomes XLII (sur la Révolution) et XLIII sous presse et préparation du 8^ème^ colloque dont le thème sera "le fleuve et les voies d'eau" qui se tiendra à Conflans–Sainte–Honorine les 5 et 6 décembre 1992.

Serge Bianchi rappelle que le Comité du Bicentenaire a publié récemment le "Guide des sources imprimées de la Révolution en Essonne", qu'il vient de distribuer le tome XII, dernier de la série "89 en Essonne" et que les actes du colloque de Mennecy sortiront en décembre.

Nicole Duchon annonce la manifestation en mémoire du grand savant menneçois Auguste Behal qui se tiendra à Mennecy le 19 octobre.

La séance est levée à 15 h 30, après quoi, sœur Marie–Christine raconte l'histoire mouvementée de l'abbaye Saint–Louis du Temple de Limon et nous invite à visiter le musée des souvenirs de la famille royale au Temple ainsi que le musée consacré à Mère Geneviève Gallois et enfin la chapelle.

Après un coup d'œil à la ferme des Arpentis, ancien manoir seigneurial de la fin du XVI^ème^ siècle qui a conservé une porte à bossages et un très bel escalier à rampe de bois, nous nous rendons à l'église dont M^me^ Cavailler rappelle l'histoire et dirige la visite.

Nous nous séparons à 18 h 00, ravis d'avoir profité d'une journée ensoleillée pour admirer un intéressant village du Hurepoix qui mériterait d'être mieux connu.

La forêt de Verrières de 1669 à 1790

Cet article s'inscrit dans le cadre défini par le groupe d'"Histoire des forêts" et se propose d'être une illustration de la notion de *rendement soutenu*[1] présentée par R. Blais dans son introduction au colloque : l'homme, la forêt, le bois.

Nous avons choisi d'interroger la vénérable et puissante abbaye de Saint-Germain-des-Prés, propriétaire d'un domaine forestier très morcelé mais dont la superficie demeure stable du XIV^ème^ à la Révolution[2]. La plus belle pièce en est le Buisson de Verrières. Plus que par sa superficie somme toute assez médiocre : 957 arpents 53 perches, sa situation près de la résidence royale et des zones de chasse, l'importance de son propriétaire, l'attention que lui a portée la maîtrise des Eaux et Forêts, l'abondance de la documentation, lui donnent une importance que la modestie de son nom dissimule.

Nous avons adopté un cadre chronologique large de cent-cinquante ans, cent cinquante années d'une crise pluriséculaire engendrée par la crainte du manque de bois à une époque où il était présent dans tous les aspects de la vie économique. Cent-cinquante années que nous devrons cependant faire éclater, tant il est vrai que la forêt est un lieu où sont mêlés le passé, le présent et l'avenir[3] et qu'elle se moque bien de notre stricte périodisation.

---

1. BLAIS (R.), *Histoire forestière française, son actualité, ses histoires*, in : *Revue du Palais de la découverte*, n° 130 – L'homme, la forêt, le bois.

2. *Arch. Nat.*, S 2888 (2 844 arpents en 1384) ; S 1976 (2 847 arpents en 1522) ; S 2891 (2 670 arpents en 1693) ; S 2858 (2 865 arpents 58 perches en 1790).

3. PLAISANCE (G.), *La forêt française*, Paris, 1979, p. 110.

En 1669, paraît la *Grande Ordonnance sur le faict des Eaux et Forêts.* A côté du propriétaire, il y a les usagers légaux et délictueux, les marchands, le Roi–chasseur et maintenant le Roi–législateur représenté par sa cohorte d'officiers, en possession d'un outil efficace et bien décidés à l'utiliser. Ce qu'ils font jusqu'en 1790, date finale de cette étude. Temps long qui nous permet de saisir, au travers des objectifs poursuivis par l'abbaye, l'évolution du domaine forestier et de mesurer les effets d'une législation très stricte appliquée avec opiniâtreté par les représentants du pouvoir central.

Toute gestion se mesure à son bilan. Ici, le bilan économique se double d'un bilan forestier. Les utilisateurs, nous avons vu qu'ils étaient nombreux, modèlent la forêt, créent un espace où se révèle toute une hiérarchie de biens antagonistes, mais dont les effets vont s'additionner pour en révéler les potentialités et les limites et dont le paysage n'est que la transcription.

Les séries S, L, LL des Archives Nationales nous ont fourni une documentation abondante. Elles nous ont permis de suivre l'évolution du Buisson et les différents aménagements auxquels il fut assujetti. La section des Cartes et Plans nous en a révélé les lentes transformations. La série Z^2 nous a laissé entrevoir l'exploitation frauduleuse. Quant au bilan économique, la série H^5 très complète et très scrupuleuse, jusqu'en 1700, est de plus en plus discontinue et s'interrompt en 1756. Des registres de la série S nous ont permis d'y remédier tandis que les registres capitulaires de la Bibliothèque Nationale nous ont donné une connaissance plus précise et plus vivante de l'administration monacale.

I. – LE BUISSON DE VERRIÈRES ET SES ADMINISTRATEURS

A. LE BUISSON

Au sud de la capitale, le Buisson de Verrières occupe la partie orientale du plateau de Vélizy et domine la vallée de la Bièvre, région pittoresque et boisée où l'abbaye possède un vaste territoire. Il lui fut cédé par Jean de Macy en 1298. Des donations et des acquisitions ultérieures en augmentèrent considérablement l'importance.

400 arpents en 1384, 700 arpents en 1693 auxquels il faut ajouter les 138 arpents de bois de la seigneurie d'Amblainvilliers, acquise en 1645, en échange de la vente de leurs biens de Nogent-l'Arthaud à la baronne de La Vieuville. D'après dom Anger, un cartulaire de 1176 signale parmi les possessions des religieux : Migneaux et Amblainvilliers, deux écarts de Verrières, dont ils ne jouissent plus au XIII[ème] siècle[4]. Il faudrait donc voir dans cet achat la volonté de reconstituer le domaine primitif. Il faut encore compter 90 arpents 43 perches de bois, non compris 40 arpents de friches plantées en châtaigniers en 1733[5] et, pour mémoire, 74 arpents 23 perches divisées en 71 parcelles accensées, situées sur les terrains de La Sablonnière, du Trou à l'Ane, de La Chaudière et Vaumorand[6].

Au total, le Buisson représente 34% du domaine boisé et 68,7% de la forêt monastique. Et pourtant, en 1678, il avait été enclos, avec les bois de Montéclin et d'Amblainvilliers, dans le parc de Versailles pour étendre les Plaisirs du Roi. Colbert avait proposé à l'abbaye, pour le seul Buisson, 265 000 livres, soit 312 livres l'arpent. L'estimation du fonds forestier est, alors, basée sur la valeur marchande de la production d'un arpent pendant deux années consécutives. A cette époque, les 723 arpents de Verrières sont affermés 62 livres l'arpent[7]. Les religieux touchent 100 000 livres d'acompte, mais ils sont tenus de verser 268 675 livres pour l'achat de Berny adjugé 405 000 livres à l'abbaye qui est en économat. Le siège d'abbé est réservé au jeune comte de Vexin, fils légitimé de Louis XIV et de M[me] de Montespan. Le 10 janvier 1683, César de Bourbon meurt à l'âge de dix ans et demi. Colbert décède en septembre. Le 22 novembre, Louvois les somme de

4. Dom ANGER, *Les dépendances de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés*, Paris, H. Champion, 1906-1909, 3 t., in-4°, t. I, p. 246.

5. *Arch. Nat.*, S 2891 et Z[1e] 283.

6. *Arch. Nat.*, S 3072 : Cueilloir 1783-1785. Sur ces 71 parcelles, 4 lots regroupent 60 à 80 perches dont 28 totalisant 66 perches à Charles-Félix Desjobert, grand maître des Eaux et Forêts au département de Vallois. Les 13 arpents 43 perches restants sont répartis entre 67 personnes. Le rapport est négligeable : 15 deniers l'arpent.

7. *Arch. Nat.*, H[5] 4279 et LL 1048, fol. 94.

reprendre Verrières et de réstituer les 100 000 livres[8]. En guise de dédommagement, il leur accorde la pousse de cinq feuilles, c'est-à-dire la production de cinq années[9].

Survenant en pleine réorganisation forestière, cette affaire devait peser lourd sur l'orientation de la politique conventuelle, d'autant plus qu'en 1689, les moines doivent verser 68 000 livres de taxe d'amortissement pour l'acquisition de Berny et d'Amblainvilliers. A ce prélèvement s'ajoute le poids croissant des dons gratuits et subventions diverses, sans compter que pour régler leur quote-part les religieux avaient dû céder à la mense abbatiale leurs droits sur les eaux et les fossés du faubourg Saint-Germain[10].

En 1749, M^lle^ de Sens obtient la jouissance de la seigneurie d'Amblainvilliers, mais les religieux se réservent les bois[11] et, en 1764, ils repoussent les offres de M. de Sénozan qui désirait échanger ses terres de Magny contre le bois de Verrières.

B. LES ADMINISTRATEURS

Depuis 829, les biens de l'abbaye sont séparés en deux menses[12]. Ce premier partage fut suivi de beaucoup d'autres. C'est en 1516 que 591 arpents des bois de Verrières échurent à la mense conventuelle. S'y ajoutèrent en 1537 : 148 arpents et, en 1533, ce qui en restait, le tout grossi, au XVII^ème^ siècle, des 130 arpents d'Amblainvilliers et des 45 arpents des bois de Lyonne, dépendant de la seigneurie de Berny, que les religieux exploitent en totalité moyennant 350 livres[13].

L'assemblée, capitulairement réunie, au son de la cloche, examine et décide de toutes les affaires qui intéressent la communauté. Face aux surenchères, ces administrateurs attentifs privilégient toujours le fermier honnête et laborieux.

---

8. *B.N., Man. Fr.*, 16857, fol. 183.

9. Dom BOUILLART, *Histoire de l'Abbaye Royale de Saint-Germain-des-Prés*, Paris, 1724, t. III, p. 726.

10. *B.N., Man. Fr.*, 16864, fol. 59-75.

11. *B.N., Man. Fr.*, 16864, fol. 99.

12. Dom BOUILLART, *ouv. cit.*, p. 25.

13. *B.N., Man. Fr.*, 16864, fol. 45.

C'est sur le célerier que repose l'exécution de leurs décisions. Il assume l'intendance de la communauté. Dans ce cadre, il exploite quelques arpents pour assurer le chauffage. Il assiste aux arpentages, aux coupes, choisit les gardes, les surveille. Mais il doit rendre compte de sa gestion. A ce titre, il exerce les fonctions de comptable et tient les livres[14].

La forêt est un capital qui doit assurer une rente perpétuelle mais c'est un capital vivant qui impose ses propres lois.

II. – CONTRAINTES ET SERVITUDES : LES PARTENAIRES DE LA GESTION

A. LE ROI–LEGISLATEUR

D'après un cahier des charges de 1644[15], le couvent administre le Buisson de Verrières selon l'esprit du temps. Les coutumes leur reconnaissent le droit de disposer des biens meubles : le taillis. Elles leur interdisent la libre jouissance des biens immeubles : la futaie. Elles recommandent de laisser 8 baliveaux par arpent dans le taillis pour en assurer la régénération. Les religieux en réservent 12. Les biens d'églises étant en usufruit, ils n'avaient point le droit de couper les futaies. Au XVI^{ème} siècle, pour s'attribuer le droit de contrôler cette défense, le roi invoque sa qualité de protecteur de l'Eglise.

En 1626, les moines sont autorisés à effectuer une coupe de baliveaux[16]. Le célerier, sur le terrain, désigne les baliveaux à exploiter et fait marquer les réserves[16]. Aussi lorsque paraît, le 29 août 1669, la *Grande Ordonnance sur le faict des Eaux et Forêts,* le titre XXVI, intitulé des *Bois des Ecclésiastiques* fit–il l'effet d'un coup de tonnerre.

---

14. *Arch. Nat.,* H^5 4274–4288.
15. *Arch. Nat.,* S 2893.
16. *Id.,* livret d'arpentages (1626–1635).

Colbert préoccupé par une meilleure exploitation économique de l'arbre et pour satisfaire aux besoins de sa politique imposait un contrôle rigoureux du régime, de l'aménagement et de l'exploitation :

Art. 3 : Le régime est celui du taillis sous futaie qui tient compte des intérêts des communautés ecclésiastiques et de la royauté.

"Aucune forêt n'est aussi malléable, aussi souple. Aucune ne convient mieux à un propriétaire"[17]. Ce faisant, Colbert privilégie les baliveaux. Il en porte le nombre à 16, outre les modernes réservés à la coupe précédente et les anciens destinés à fructifier. Soit 48 réserves par arpent au terme de trois révolutions.

Art. 2 : Il exige la mise de la quatrième partie en réserve aux endroits où "le fonds pourra mieux en porter".

2. L'aménagement

La forêt étant le patrimoine de toutes les générations successives, "il appartient au bon père de famille de préparer pour ses enfants une situation meilleure en augmentant le domaine de la cité, en perfectionnant son organisation"[18]. Le ministre impose :

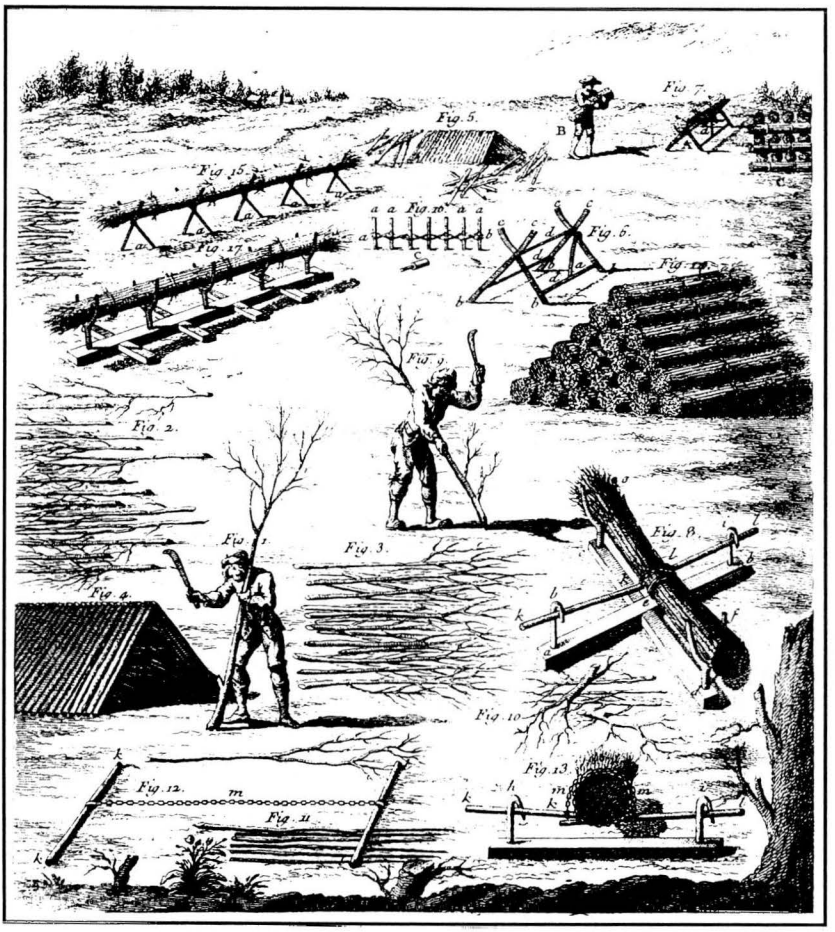
Art. 1 : Un arpentage méticuleux et un bornage contradictoire dans les six mois et la remise des plans dans les quinze jours aux greffes des maîtrises.

Art. 3 : La coupe de taillis est réglée à dix ans. La surface divisée en dix parcelles est exploitée à "tire et à aire"[19] ce qui permet un contrôle très simple sur le terrain.

3. Les ventes extraordinaires

Le régime choisi suppose une exploitation mixte. Le taillis est abandonné au propriétaire. Les arbres de réserve livrés à la maîtrise qui contrôle du commencement à la fin l'exploitation de ces ventes. Dorénavant toute exploitation est soumise à l'obtention de lettres patentes. Au contrôle des maîtrises s'ajoute celui du

17. HUFFEL (G.), *Dendrométrie*, Paris, 1919, t. II, p. 368.
18. HUFFEL (G.), *Economie forestière*, Paris, 1926, t. III, p. 7.
19. Coupe par contenance et de proche en proche.



Exploitation du taillis
d'après DUHAMEL DU MONCEAU (H.-L.), *De l'exploitation des bois*, Paris, 1764, Planche IV, p. 250.

Parlement. Le grand maître ou le maître particulier décide de l'importance des coupes, désigne les réserves, procède aux adjudications et remet le produit de la vente entre les mains d'un notable chargé de le verser à l'entrepreneur après adjudication des travaux. La mise en tutelle est d'autant plus complète que désormais les officiers peuvent effectuer "quand bon leur semblera, sans aucuns fraicts, ny droicts la visite des biens des ecclésiastiques pour y dresser procès–verbaux de tous les manquements possibles" (XXIV, 12).

Désormais, le couvent doit compter avec un personnel administratif dont les attributions ont été parfaitement définies.

B. LES GARDES PRIVES

A côté du personnel de la maîtrise, au dernier échelon de la hiérarchie, les sergents et les garde–bois. De leur action dépend le sort de la forêt. Leur présence est obligatoire, faute de quoi, la maîtrise y pourvoierait avec retenue sur les revenus du temporel pour le paiement des salaires.

Jamais les moines n'ont contrevenu à cette obligation. Mieux même, alors que le port de l'uniforme n'est imposé qu'aux gardes généraux à cheval des maîtrises royales, le 28 juillet 1623, "Monsieur Henry de Daillon, comte de Lude, gouverneur et capitaine de Saint–Germain–en–Laye, Versailles et autres lieux en dépendant, a permis aux religieux de nommer telle personne qui leur semblera pour garder les bois scis à Verrières, Anthony et autres lieux et de lui faire porter la casaque bleue sans qu'il puisse porter armes à feu et ce tant qu'il plaira audit seigneur de Lude"[20]. Au mois de décembre, 8 livres sont dépensées pour acheter une casaque[21]. C'est le seul achat de cet ordre. Par contre, les moines se montrent très attachés "au port de la bandolière à leurs armes", manière de s'affirmer face au personnel royal. En 1740, ils fournissent même un cheval au garde de Verrières qui l'assimile au garde à cheval des chasses royales[21].

---

20. *Arch. Nat.*, LL 1048, fol. 97.
21. *Arch. Nat.*, H^5 4276, non fol.

De 1654 à 1698, ils ont employé officiellement des gardes des Plaisirs du Roi. Vers 1730–1740, ils recourent encore à leurs bons services moyennant 200 fagots. Mais ces moyens doivent s'avérer insuffisants. A partir de 1730, ils font appel à d'autres partenaires : la maréchaussée de Bourg–la–Reine dont ils remercient les membres en leur donnant de 400 à 600 fagots à 2 sols, soit 60 livres à 90 livres[22]. Pour le salaire d'un garde à pied, les religieux bénéficient d'une brigade de cavaliers, qui sortent tous les jours, surveillent les routes et dont la présence même intermittente ne peut être que dissuasive.

Notons que bien souvent, comme à cette époque, le garde cumule plusieurs fonctions. Ce système, avantageux sur le plan personnel, a l'inconvénient de détourner le garde de ce qui devrait être l'essentiel : la surveillance de la forêt. Un cas limite, en 1671, Alexis Rispal, bourgeois de Paris, habite rue du Four. Il est expert–priseur de biens dans le ressort d'Antony–Verrières, mais c'est un homme de confiance[23]. En 1725, l'un d'eux est même chirurgien à Sceaux ![24].

C. LE ROI–CHASSEUR

Seigneurs hauts justiciers, les moines bénéficient du droit de chasse, quoique le droit canon leur interdise de l'exercer. Aussi, jusqu'en 1627, le cèdent–ils au fermier du bois qui peut l'utiliser, si bon lui semble, mais en aucun cas le concéder. Ce privilège, purement honorifique, devient servitude lorsque Louis XIII fit ouvrir deux routes en 1630 ! Dès lors, l'utilisation à leur profit du personnel royal contre les délinquants n'empêcha point la multiplication d'un autre type de délinquant, très protégé, celui–là : le gibier. A partir de 1674, le célerier ou les maîtres des Eaux et Forêts ne cessent de se plaindre des cerfs, biches, sangliers et de la multiplication des lapins qui font périr le taillis[25].

---

22. *Arch. Nat.*, H^5 4285, id.
23. *B.N., Man. Fr.*, 16857, fol. 27.
24. *Ibid.*, fol. 591.
25. *Arch. Nat.*, LL 1047, fol. 337.

Les anciennes ordonnances recommandaient de protéger les troncs des jeunes baliveaux de la dent du lapin en les armant d'épines et de ronces. Cette obligation qui incombe aux marchands exploitants ne figure dans aucun cahier des charges. A partir de 1762, un autre procédé est recommandé : l'entreillagement[26]. Ce système de protection qui fut utilisé dans les bois de la mense abbatiale notamment à Bois-Gauthier[27] revenait à 22 livres la toise. Son coût, la dispersion et la multiplication des ventes en interdisaient l'emploi dans le Buisson de Verrières à un moment où le revenu était au plus bas. Si l'efficacité de cette protection est certaine contre les bêtes usagères et la voracité du gros gibier, elle ne gêne en rien le lapin qui fouille et peut, en toute impunité, continuer de se régaler du jeune recrû.

Domaine de la chasse à courre, Verrières s'est vu imposer ce réseau en étoile caractéristique de routes convergentes vers un carrefour qui permet aux cavaliers de se déplacer rapidement. Les religieux ne cessent de se plaindre de la quantité de routes et faux-fuyants qui percent leur bois qui est devenu de pur agrément[28]. La construction de 19,200 km de routes est venue s'ajouter à 20 km de sentiers de débardage préexistants amputant la surface des ventes de 49 arpents 76 perches 15 pieds 6 pouces.

Aujourd'hui encore, la toponymie (carrefour du chevreuil, des cerfs, mare aux cerfs) rappelle l'activité cynégétique qui entraîna aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles une plus grande parcellisation des coupes, influa sur le peuplement, contraria la régénération. La règle du bon plaisir a pris le pas sur l'intérêt général. Usagers et propriétaires doivent subir les Plaisirs du Roi : tandis que le chevreuil et le cerf sont les hôtes protégés de la forêt, les bêtes aumailles[29] se voient contester leur droit d'entrée.

---

26. Entreillagement : système de protection constitué de perches ou de forts échalas, liés six par six sur des pieux de 23,4 cm de tour et 2,40 m de haut, disposés tous les 0,96 cm et enfoncés de 16 cm. On renforce l'assemblage par des perches de 10 à 12 cm, enfoncées à la même profondeur, d'après DUHAMEL DU MONCEAU (H.-L.), *Des semis ou plantations...*, Paris, 1760, p. 308-310.

27. *Arch. dép. Seine-et-Marne,* B Maîtrise de Fontainebleau, bois ecclésiastiques, livre 2, fol. 2.

28. *Arch. Nat.,* S 2891 – Demande de coupe de 1761.

29. Le bétail.

D. LES USAGERS

Les droits d'usage concédés à une époque où les populations étaient peu nombreuses sont encore vitaux au XVII^{ème} siècle pour des ruraux qui n'ont pu s'affranchir de la tutelle des céréales.

Lorsque les religieux reçoivent les bois de Verrières, les habitants de Châtenay jouissent depuis des "temps immémoriaux" de droits d'usage et pacage. Les chanoines de Notre-Dame de Paris, seigneurs spirituels et temporels de Châtenay appuient leurs manants, plus disposés à étendre leurs droits qu'à les laisser tomber en désuétude. "Ils peuvent envoyer leurs vaches, bœufs et veaux dans les bois d'Anthony entre Igny et Châtenay, Amblainvilliers et La Bourcillière toutes les fois que les bois auront la 6ème feuille à la charge de payer un denier par chef de beste" exceptée la maison du chapître qui ne paiera qu'à partir de la treizième ! "Si une bête s'est échappée et s'est trouvée dans le taillis sans garde, les religieux ne pourront demander que quatre deniers parisis par bête sans nulle autre amende"[30].

De 1308 à 1665, une guerre larvée oppose les religieux à des paysans narquois que protège la jurisprudence. Quelques tentatives qu'exercent les moines, les usagers sont confirmés dans leurs droits et les vaches continuent de divaguer. "Or une vache qui divague en un endroit non défensable fait plus de dommages en 24 heures que le plus hardi délinquant en 3 mois." Le dernier procès dure cinq ans, de 1659 à 1664. L'ère de la licence est terminée. Il n'y a plus de circonstances atténuantes : abandonnée ou échappée, toute bête surprise sans surveillance est passible de saisie.

En 1683, les habitants de Châtenay vont même jusqu'à s'opposer au remboursement de l'indemnité de 265 000 livres dûe aux religieux. Ils réclament des compensations pour les droits de passage et pâturage qui leur ont été reconnus en 1662 et en 1664. Ils sont déboutés, mais peuvent se pourvoir devant le roi[31].

Un plan, non daté, du XVIII^{ème} siècle porte la mention "ancienne voie aux vaches, actuellement en nature de taillis contenant 9 arpents"[32].

---

30. *Arch. Nat.*, LL 1047, fol. 325.
31. *Arch. Nat.*, S 2891.
32. *Arch. Nat.*, S 2893.

A la lutte séculaire que menèrent les moines contre les manants de Châtenay s'opposent les convulsions engendrées par le refus des religieux de concéder des droits d'usage aux habitants de Verrières.

Des événements qui agitent le bois et le village de Verrières nous ne possédont que la version déformante que nous a transmise un moine scandalisé.

C'est dans le bruit et la fureur qu'en janvier 1523 la communauté de Verrières armée, grondante, menaçante se rue sur le Buisson et oblige les moines à se mettre sous la protection royale, puis à s'enfuir[33].

Après l'échec de cette stratégie, les paysans tentent d'obtenir la cession des Gastines. Un moment affermées, celles-ci furent définitivement reprises pour y planter des châtaigniers.

E. LES USAGERS DELICTUEUX

N'émergent en ce domaine que les affaires très importantes. Peu de procès verbaux ont échappé à la disparition quasi-totale des archives judiciaires.

1. Délits occasionnels

a) Les incendies

Signalons deux incendies, l'un allumé en 1603 par les vachers de Châtenay[34], l'autre, en 1693, qui a dévasté 300 arpents de bois blancs[35].

b) Les vols de bois

Nous avons ici des délits permanents. Pendant les années tragiques de la minorité de Louis XIV, la fréquence augmente. De 1645 à 1648, plus de 200 arpents auraient été "abattus, gastés et hachés par les habitants de Bièvres".

---

33. *Arch. Nat.*, LL 1047, fol. 327-329.
34. *Arch. Nat.*, LL 1047, fol. 334.
35. *Id.*, LL 1048, fol. 110.

De 1649 à 1652, les troupes campent par deux fois dans le Buisson[36]. Cette violence née du désespoir s'est poursuivie. Les contrevenants n'hésitent pas à se servir de leur serpe pour échapper aux gardes[37].

Si la brutalité cesse vers 1660, les femmes qui agissent en groupe vont se servir dans les bois. L'une d'elles est arrêtée sept fois en 3 ans. Rien n'y fait. L'amende à 5 sols fixée par l'ordonnance de 1519 n'est pas dissuasive. On a intérêt à piller les bois[38].

Ce type de délits semble connaître une recrudescence autour des années 1740 et, en 1761, lors de la visite, le maître particulier remarque que, dans les fonds avoisinant les villages, la plupart des baliveaux sont ébottés et déshonorés par les délinquants. Plus, ils sont désormais dans le mauvais usage de faire de la souche. On n'abat plus le baliveau surveillé par la maîtrise donc par le propriétaire et ses gardes. On s'attaque au taillis. La pioche est plus silencieuse que la cognée. Le travail est plus long, mais on peut effacer les traces du délit. Malheureusement, il nous est impossible de savoir si ces pratiques se sont perpétuées ? Si nous nous référons à la visite de 1745, les maraudeurs semblent exclus du bois. Mais que le verrou saute : c'est l'explosion et la ruée.

2. Les délits d'exploitation

Apparemment, rares sont les délits d'exploitation. Fermiers ou marchands semblent avoir observé honnêtement leur cahier des charges. Dans trois cas, les entrepreneurs ont agi avec l'accord des propriétaires dont deux, mettant en cause les religieux, se sont terminés devant la Table de Marbre, en 1688 et 1691 : affaires que nous avons choisi de traiter ultérieurement.

F. LES MARCHANDS EXPLOITANTS ET LA PRATIQUE DES COUPES

Pour clore cette partie consacrée aux contraintes qui obèrent la gestion du Buisson de Verrières, il nous faut étudier une dernière catégorie d'intervenants ; les marchands exploitants.

---

36. *Id.*, LL 1047, fol. 98.
37. *Id., id.*, fol. 34.
38. *Id.*, Z^2 45, non fol.

C'est à eux qu'incombe le soin de réaliser le revenu primordial de ce capital complexe : la production de bois. Entrepreneurs et marchands "ils font le lien entre les secteurs de la production et de la consommation. Sans eux pas d'approvisionnement possible mais leurs intérêts ne coïncident pas forcément avec ceux du propriétaire, du législateur et du public. Etroitement surveillés par le Bureau de Ville qui taxe les prix, ils le sont encore plus rigoureusement par la maîtrise"[39].

Contrôle pluraliste et draconien où la taxation des prix implique une surveillance d'autant plus rigoureuse de l'exploitation, mais contrôle dont l'efficacité varie en fonction du type d'exploitation et de l'autonomie laissée aux entrepreneurs pour satisfaire aux clauses que leur impose le cahier des charges qui accompagne tout acte de cession.

1. L'exploitation, c'est-à-dire l'abattage et le transport des produits façonnés, opérations délicates et dangereuses qui peuvent considérablement nuire à l'avenir de la forêt. A ce titre, leur réglementation nous est apparue faire l'unanimité des propriétaires et du législateur et, pour l'essentiel, 1669 ne marque aucune rupture.

a) Abattage

Mieux même, l'article 42 du titre XV "couper le plus près de terre que faire se pourra et abattre les taillis à la cognée à fleur de terre sans les écraser n'y éclater en sorte que les brins de cépée n'excèdent pas la superficie de la terre et que tous les anciens nœuds recouverts et causéz par les précédentes coupes ne paroissent aucunement" que M. Devèze[41] présente comme la seule nouveauté du titre se trouve dans le cahier des charges de 1597 sous une forme plus concise "coupez le plus près de terre que faire se pourra sans faire souchons éclatez n'y déracinez"[42]. Si les

---

39. Bussière (J.), *Une source de l'histoire des forêts,* in : *Paris, Ile de France,* t. XXVIII, 1977 (1978), p. 131-147.

40. Voir Duhamel du Monceau, *De l'exploitation des bois,* Pl. III, p. 250 reproduite p. 1 de la couverture.

41. Devèze (M.), *La grande Réformation des Forêts sous Colbert,* Nancy, 1962, p. 220.

42. *Arch. Nat.,* S 2893.

bourgeons dormants au-dessous de la coupe peuvent développer des racines, les jeunes rejetons peuvent s'affranchir. Dans le cas contraire, les brins de taillis sont tributaires de l'enracinement de la souche qui leur a donné naissance. Or le régime à courte révolution est épuisant. La faculté de rejeter ne se maintient en moyenne qu'une quarantaine d'années. Si le développement de nouvelles racines n'est pas favorisé à chaque coupe, les souches disparaissent et il se produit un vide dans la parcelle[43].

b) Vidange

Après l'abattage, le bois débité et façonné est empilé en tas de forme géométrique pour permettre le cubage. La production de 10 ha, soit 20 arpents, s'empile sur 2 m de haut et s'allonge sur 1 km[44]. Or, les superficies exploitées sont nettement supérieures. Les délais de vidange sont impératifs, le 31 mai au plus tard. Dès 1597, le preneur encourt la confiscation du bois resté sur place après cette date. Dix ans plus tard, le couvent exige que la vidange soit effectuée "avec des bestes de somme ou des chevaux de bois sans y pouvoir mené aucune charette ny chariot et de ne les emmener que dans les places vides"[45]. D'après Huffel, les charretiers utilisaient la souplesse du jeune recrû pour faciliter le roulage ; chaque conducteur se faisait un passage pour éviter les pistes défoncées par ses prédécesseurs. Certains préconisaient un recépage après la vidange. Aucun cahier des charges n'impose cette obligation à Verrières.

2. Les réserves

Jusqu'en 1669, la maîtrise se contente d'autoriser le couvent à effectuer une coupe extraordinaire et n'intervient pas sur le terrain. Tout change après 1669. C'est elle qui opère et applique scrupuleusement les mesures observées dans les bois du roi.

---

43. HUCHON (H.), *Connaissance de la forêt,* Paris, 1956, p. 113.
44. VINEY (R.), *L'Economie forestière,* Paris, 1972, p. 19.
45. *Arch. Nat.,* S 2893.

Par contre, les coupes ordinaires relèvent exclusivement du célerier ainsi que le choix des baliveaux de réserve. Nous avons vu que, dès 1544, ils réservaient 12 baliveaux non compris les modernes et les anciens. Ce surcroît de charge s'accompagnait de l'autorisation d'émonder et de nettoyer les baliveaux. Compensation pour le manque à gagner du fermier ? Désir de protéger le taillis aux dépens des réserves trop nombreuses ?

A partir de 1669, les réserves passent de 12 à 16 avec interdiction d'émonder. Certaines sont si faibles qu'elles ne supportent pas la marque. Les religieux ne cessent de se plaindre de l'étouffement du taillis. En 1775, le maître particulier attribue le mauvais état des baliveaux qui ont tendance dès qu'ils sont isolés après la coupe, à s'arquer, "à donner de la tête en terre". Ils se relèvent difficilement, sont toujours malvenants et dépérissants. La cause ? "Cette habitude immémoriale qu'ont les gens de main morte de s'en remettre à leur fermier pour le choix des précieuses réserves. Le sol qu'on dit de qualité assez bonne ne peut être mis en cause"[46]. "Mais combien de lisières décimées dans un hyver froid mais non excessivement rude après qu'on eut coupé d'autres lisières qui les couvroient ?"[47] Le brin réservé trop menu relativement à sa hauteur, brutalement privé de toute protection se courbe. Dans tous les cas, le brusque passage à la lumière provoque l'apparition de nombreux gourmands sur le tronc qui freinent son développement avant d'entraîner une fatidique descente de cîme. Les rescapés donneront ces arbres rabougris, tordus, branchus, faisant le pommier, sur le retour à l'âge de 30 ou 40 ans.

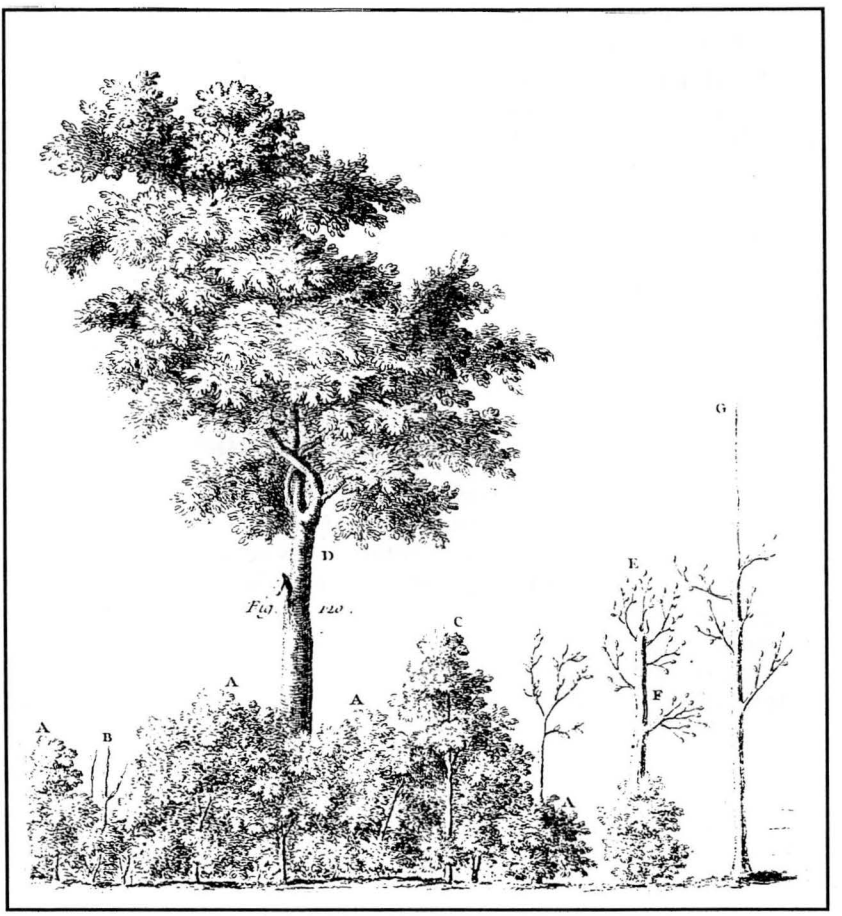
Et puis pensons aux décennies 1690–1720 avec leur succession d'hivers atroces et d'étés de canicule[48], aux hivers tristement fameux de 1740, 1754, 1776, 1779, 1788. Nous le voyons, la pratique des exploitants, si elle est un élément, n'est pas seule en cause.

---

46. *Arch. Nat.*, Z^{1e} 283. Procès-verbal de visite 17.1.1775.

47. *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers...* Paris, 1751, 32 vol. Article : Baliveau.

48. MEYER (J.), *La vie quotidienne en France, au temps de la Régence*, Paris, Hachette, 1979, in-16, 444 p., p. 309–313.



Chêne Pommier

d'après DUHAMEL DU MONCEAU (H.-L.), *Des semis ou plantations*, Planche XV, p. 376.

Si l'abbaye fut tributaire des exploitants, il nous semble qu'elle en fit en même temps les instruments de sa résistance au pouvoir. Très tôt, elle impose de bonnes règles d'exploitation du taillis, sacrifie les réserves tout en faisant allégeance à la maîtrise. Cette duplicité témoigne de sa volonté séculaire de privilégier le régime qui garantissait son indépendance.

N'oublions pas que la forêt est une association d'êtres vivants animaux et végétaux, une mosaïque diverse où nature et profondeur du sol, exposition, différent d'une coupe à l'autre et quelquefois à l'intérieur d'une même coupe. Chaque parcelle a sa physionomie propre et l'arbre n'est que le reflet de ces interférences.

Nous ne pouvons saisir que très superficiellement la production de ce monde hétérogène, complexe et perturbé par les différents types d'exploitation.

III. – "GERER, C'EST CHOISIR"

Si toute gestion suppose la liberté de choisir, les religieux ne disposent en théorie d'aucun droit. Pourtant, nous avons pu constater qu'en dépit des contraintes et des servitudes, ils avaient longtemps disposé d'une importante marge de manœuvres. Poussés par leur conception toute romaine du droit de propriété, ils ne renoncèrent jamais à en recouvrer l'entière jouissance, en grignotant sur les usages qu'ils avaient dû concéder, en ne retenant des ordonnances forestières que ce qui servait leurs intérêts et en ne s'inclinant qu'après s'être défendus pied à pied.

Dans cette lutte incessante, les années 1660 marquent une rupture. En 1664, après 350 ans d'abus, la justice royale brise l'impunité des manants de Châtenay. Un an après les religieux doivent répondre des irrégularités constatées. C'est le premier coup de semonce d'un pouvoir qui entend bien se faire respecter. Nous distinguerons dès lors trois phases.

A. LES ANNEES DE RESISTANCE : 1669–1714

L'assemblée du clergé obtient la suspension de l'ordonnance jusqu'en 1678.

1688–1691 : par deux fois, la maîtrise intervient. Des baliveaux anciens ont été coupés sans autorisation. Sur 120, puis 200 arpents, les baliveaux anciens et modernes ont été déshonorés. Les fermiers sont condamnés. Les religieux bénéficient de la clémence des juges, mais la leçon a porté ses fruits[49].

Verrières demeure réglé à 9 révolutions jusqu'en 1698.

A la mort de Louis XIV, le quart de réserve n'est toujours pas posé.

B. 1715–1723 : UN STATU-QUO APPARENT

En 1716, mis en demeure de déposer le plan de leur bois, les religieux parviennent à convaincre le grand maître des Eaux et Forêts que la mise du quart en réserve nuirait à l'intérêt général.

En 1723, la maîtrise ne relâche pas sa surveillance. Les religieux sont sommés de comparaître pour un délit d'exploitation[50].

C. 1723–1789 : POLITIQUE DU DONNANT–DONNANT

Soutenue par le Contrôle Général, la maîtrise décide de faire régler les coupes de taillis à 25 ans. En échange, les ecclésiastiques bénéficieront d'une coupe extraordinaire, dite "indemnité pour le reculement des coupes", qui doit compenser le manque à gagner, et elle les dispense de la formalité des lettres patentes, sujétion abhorée du clergé.

L'abbé, cardinal de Bissy, accepte pour ses bois de Samoreau[51] et de Saint–Germain–Laval[52]. En 1730, les religieux y consentent pour Bagneaux[53] et, en 1733, pour Cordoux[54], mais ce bois de trop modestes dimensions est dispensé de la mise du quart en réserve.

---

49. *Arch. Nat.*, Z^{1e} 283, Z^{1e} 67 fol. 9–10, Z^{1e} 70 non folioté.
50. *Arch. Nat.*, Z^{1e} 283.
51. Seine–et–Marne, arr^{t} et canton de Fontainebleau.
52. *Id.*, arr^{t} de Provins, canton de Montereau–fault–Yonne.
53. *Id.*, arr^{t} de Fontainebleau, canton de Nemours.
54. *Id.*, arr^{t} de Melun, canton de Rozay–en–Brie, c^{ne} de Courpalay.

En 1761, lassitude de part et d'autre ? Changement de tactique ? Une coupe de baliveaux, la première depuis 70 ans, est autorisée contre le règlement d'une révolution de 15 ans.

En 1776, une seconde coupe extraordinaire est accordée mais, au terme de cette seconde révolution de 15 ans, le couvent sera tenu de faire apposer le quart de réserve. Une nouvelle dérobade était-elle possible ? La Révolution éclate... Les religieux ont tenu tête à la maîtrise pendant près d'un siècle et demi.

IV. EVOLUTION DE LA FORÊT

A. LE BUISSON DE VERRIÈRES A LA VEILLE DE LA RÉFORMATION DES FORÊTS

1. Une vision formaliste

Depuis 1597, c'est un taillis aménagé selon les recommandations de l'Ordonnance de 1544. Les gestionnaires veillent scrupuleusement sur l'exploitation, vont au-delà des exigences du pouvoir en faisant réserver 12 baliveaux à chaque coupe. Par contre, ils se contentent de faire régler leur bois en 9 coupes. Apparemment, nous nous trouvons en présence d'un bois assez bien géré, selon les exigences du temps.

2. La réalité

a) La réalité d'après les propriétaires

Si les baux successifs reproduisent la même terminologie officelle, en 1665, les coupes ne "sont ni d'un seul tenant, ni prises dans un seul ou plusieurs trièges contigus". L'incendie de quelques arpents, en 1603, a contraint les religieux, pour ne pas amputer le revenu annuel de leurs fermiers et le leur, à cet aménagement peu rationnel, aménagement qui facilite par ailleurs les tentatives d'empiètement d'une coupe à l'autre.

Le magnifique plan[55] réalisé à cette époque nous montre un parcellaire désordonné. Le nom des ventes évoque la topographie (Vaux de Roux, Vallée de la Dame, Trou Morvant, Fond de la Corneille), un accident (Bois brûlés), une espèce dominante (la Châtaigneraie) ou les mares (mare à la Vieille, mare à Guyon, mare au Cerf, mare à Chalot). L'aspect décousu est encore renforcé par le réseau de laies et layons, plus dense à la périphérie et qui isole ici et là quelques arpents.

Plus qu'un espace organisé, nous avons l'impression d'un espace en voie d'organisation sur lequel le taillis est privilégié. Les religieux corrigeaient les effets pervers de trop nombreuses réserves en autorisant l'élagage et peut-être même l'étêtage (aujourd'hui remplacé par les phytocides) sur les arbres supposés les plus gênants. On évitait la descente de cîme, les arbres condamnés pouvaient encore soutenir les jeunes brins pendant quelques années. Le bois d'œuvre était sacrifié au profit du bois de chauffage.

b) La réalité d'après la maîtrise

En 1665, dès sa nomination en remplacement de M. Chamillart, Barillon d'Amoncourt ordonne aux sieurs Rostrenen et Favières, maîtres anciens et alternatifs, d'effectuer la visite de tous les bois des ecclésiastiques et des communautés régulières et séculières situées dans le département de l'Ile-de-France. Ils doivent y "connoistre et rapporter l'essence, nature et qualité desdits bois, la quantité et contenance d'iceux, le nombre et la grosseur des baliveaux anciens et modernes qui estoient et devoient avoir été retenus et réservez dans chaque arpent de bois taillis et même ceux de l'âge du taillis, à quel âge ils avoient été coupés et si lesdits bois avoient été abroutis ou mangez par les bestiaux, défrichez et dégradez par autres moyens semblables"[56].

Les deux enquêteurs se présentent à Amblainvilliers où ils sont accueillis par Pierre Lecomte et les deux gardes le 16 juin à 14 heures. Ils arpentent le Buisson de Verrières, le lendemain, de 7 heures à 20 heures. Visite rapide, mais combien instructive.

---

55. *Arch. Nat.*, N IV, Seine, 29. Plan reproduit pl. I, avec l'aimable autorisation de la Direction des Archives de France de même que les six autres documents reproduits pl. II à pl. VII.

56. *B.N., Man. Fr.*, 8575, fol. 80.

	Peuplement	Etat du taillis	Nb. d'Arpents portant les bal. des 3 derniers âges	Nb. de bal. des 3 derniers âges	Qualité	Remarque	Nb. d'arpents portant les anciens	Nb. d'anciens au-dessus de 40 ans	Grosseur
Bois d'Amblain-villiers 120 arpents	101 a. chênes coudres peu de charmes	assez belle venue	120	10	très faible mauvaise venue	non garni d'épines	20 a	6 ébranchés	20 à 30 pouces
à 20 p./ perche	19 a. peu de châtaigniers quelques bouleaux	clair, mal venu							
Verrières	763 a. chênes châtaigniers quelques bouleaux	assez belle venue					160 arpents	3 ébranchés	
900 arpents	26 a. peu de coudres peu de charmes	brouté	900	9	très faible	non armée d'épines			2 à 3 pieds de tour
à 20 p./ perche	111 a.								
	6 a. Mare à la Vieille 30 a. Blanque 10 a. Châtaigneraie 20 a. Place Chaude 5 a. Marchais 40 a. Trou à l'âne	clair, mal venu					40 : châtaigneraie	4 de 40 ans	

Peuplement et état du Buisson de Verrières d'après la visite effectuée par MM. Rostrenen et Favières les 16 et 17 juin sur l'ordre de M. Barillon d'Amoncourt d'après B.N. Man. Fr., 6575.

Nature et qualité

Nous nous trouvons en présence d'un immense taillis réglé à 9 ans. Près de 85% de l'ensemble sont d'assez belle venue, 12,75% sont clairs et 2,5% abroutis.

Les essences

Les bois d'Amblainvilliers sont peuplés de chênes et de coudres, annonciateurs d'une forêt dégradée. On y remarque aussi quelques charmes, châtaigniers et bouleaux. Par contre, dans le Buisson de Verrières dominent chênes et châtaigniers associés à quelques bouleaux. Les charmes et les coudres y sont peu nombreux.

Les réserves

Le spectacle est désolant. Les baliveaux des derniers âges sont peu nombreux, faibles ou très faibles. Nulle épine ne les protège contre les tentatives d'abroutissement. Mais dès que nous passons aux anciens, c'est encore pire. Aucun ancien sur la plupart des ventes.

Seulement	6	sur	2% de la surface totale
	4 de 40 ans	sur	4% de la surface totale
	3	sur	15,6% de la surface totale.

Au total, aucun baliveau ancien sur plus des trois quarts de la superficie et, encore, ceux qui ont été épargnés sont-ils "tous couppez et ébranchez jusqu'au haut".

Le garde est incapable ou se refuse à indiquer qui a fait abattre tous les baliveaux anciens et modernes et qui a donné l'ordre d'ébrancher les survivants. Quant aux bestiaux qui ont brouté le taillis, il sait seulement que les vaches de la paroisse de Châtenay[56], y sont continuellement[57].

Le 8 juillet, les religieux sont assignés au tribunal de la maîtrise. Ils présentent une série de justificatifs :

– Une série de 15 baux prouvant qu'ils avaient bien fait réserver le nombre de baliveaux prescrits.

– Les lettres patentes du 4 février 1624 les autorisant à couper tous les baliveaux qu'ils jugeaient nécessaire et les justificatifs de l'emploi des 7 050 livres que cette exploitation leur avait rapportées.

---

57. Voir ci-dessus : les usagers.

Un livret d'arpentage, minutieusement tenu, nous prouve, par exemple, que sur la Châtaigneraie où il ne reste que 4 baliveaux par arpent, 723, soit 12 par arpent, avaient été réservés en 1627. De la même façon, en 1631, ils avaient réservé 825 baliveaux sur les 11 arpents des Pendants de Bièvres, 543 sur les 44 arpents de la Place Chaude, 180 de 9 ans sur la coupe de la Ferme. Les baliveaux qui étaient âgés de 9 et 18 ans auraient dû avoir de 40 à 56 ans suivant les coupes[58].

Ils produisent aussi les procès-verbaux des jugements rendus en 1649 contre les habitants de Bièvres qui avaient dévasté plus de 200 arpents. Procès qui leur avait coûté "plus de dix mil fois la valeur des baliveaux !".

Pendant les dernières guerres civiles, les armées avaient campé deux fois aux environs du bois et les habitants et communes des villages voisins avaient achevé de les dégrader.

Ils fournissent aussi toutes les pièces concernant les poursuites menées contre les habitants de Châtenay ainsi que la copie collationnée d'un contrat passé avec le roi Louis XIII, le 4 janvier 1630, pour la construction de deux routes de chasse pour lesquelles on leur avait promis 3 600 livres.

Le jugement rendu le 28 août les met hors de cause.

A la veille de la grande réformation, le Buisson de Verrières a autant souffert des abus des usagers, des exactions commises pendant les guerres civiles que de la gestion de ses propriétaires. Ce bois déshonoré et dégradé a bien besoin d'être protégé et d'être remis en état.

B. LE BUISSON DE VERRIÈRES EN 1694 – 1695

En 1671, aux lieu et place des charges en nature, les religieux proposent à Cl. Ansoult de replanter les vides. Le fermier refuse cette proposition.

Les deux décennies suivantes sont jalonnées d'affaires extraordinaires qui occultent la gestion courante. Le célerier semble avoir renoncé à la tenue de ses livres. Aussi les deux

---

58. *Arch. Nat.*, S 2893 : Registre des arpentages des biens d'Antony et Verrières. Voir pl. II et III.

assignations de 1688 et 1691 éclairent-elles de façon inquiétante l'exploitation que subit le Buisson après son retour forcé dans le giron de la mense monastique. Le terrible incendie de 1693 en obligeant le cardinal de Fürstemberg à réclamer le bénéfice d'une coupe extraordinaire permet une nouvelle incursion de la maîtrise. Grâce à cette demande, à un an d'intervalle, Verrières va bénéficier de deux visites, effectuées respectivement par M. de Bruillevert en 1694 et M. de La Molère en 1695. La visite plus rapide du grand maître met en évidence la nature et la qualité des sols, alors que le maître particulier se montre plus explicite sur la répartition des essences et l'état des bois.

1. Valeur des baliveaux

Au total, des qualités très hétérogènes. Les sols limoneux du plateau ne représentent que 22% de la superficie et ne méritent, à cette époque, que les qualificatifs de bons ou assez bons[59]. Les pentes où affleurent les sables de Fontainebleau ne portent encore aujourd'hui qu'un taillis sous futaie relativement médiocre[60]. Le talus rocheux qui présente d'assez forts escarpements à l'ouest et au sud se révèle particulièrement improductif.

2. Etat des bois

Sur la zone rocheuse de 240 arpents, 30% de la superficie totale, du côté de Vauperreux et Igny s'étalent de nombreuses places vides où abonde la bruyère. Les arbres sont très dispersés. M. de La Molère estime l'ensemble à 2 écus soit 6 deniers l'arpent. Un record ! Quant au taillis brouté et abrouti par le faon qui y abonde, il est de nulle valeur. Si la situation est meilleure dans les petits vallons, les coupes présentent le même spectacle de désolation : taillis mal planté, malvenant, vides, bruyère. Sur 18 arpents de la vente des Coupeaux, les baliveaux, écorchés par les cerfs qui y ont frotté leurs bois, sont avortés[61]. Ces observations se font

59. *Arch. Nat.*, S 2893.

60. O.N.F. et I.G.N., carte n° 419 : Les forêts de l'Ouest de la région parisienne.

61. *Arch. Nat.*, LL 1048, fol. 108–114.

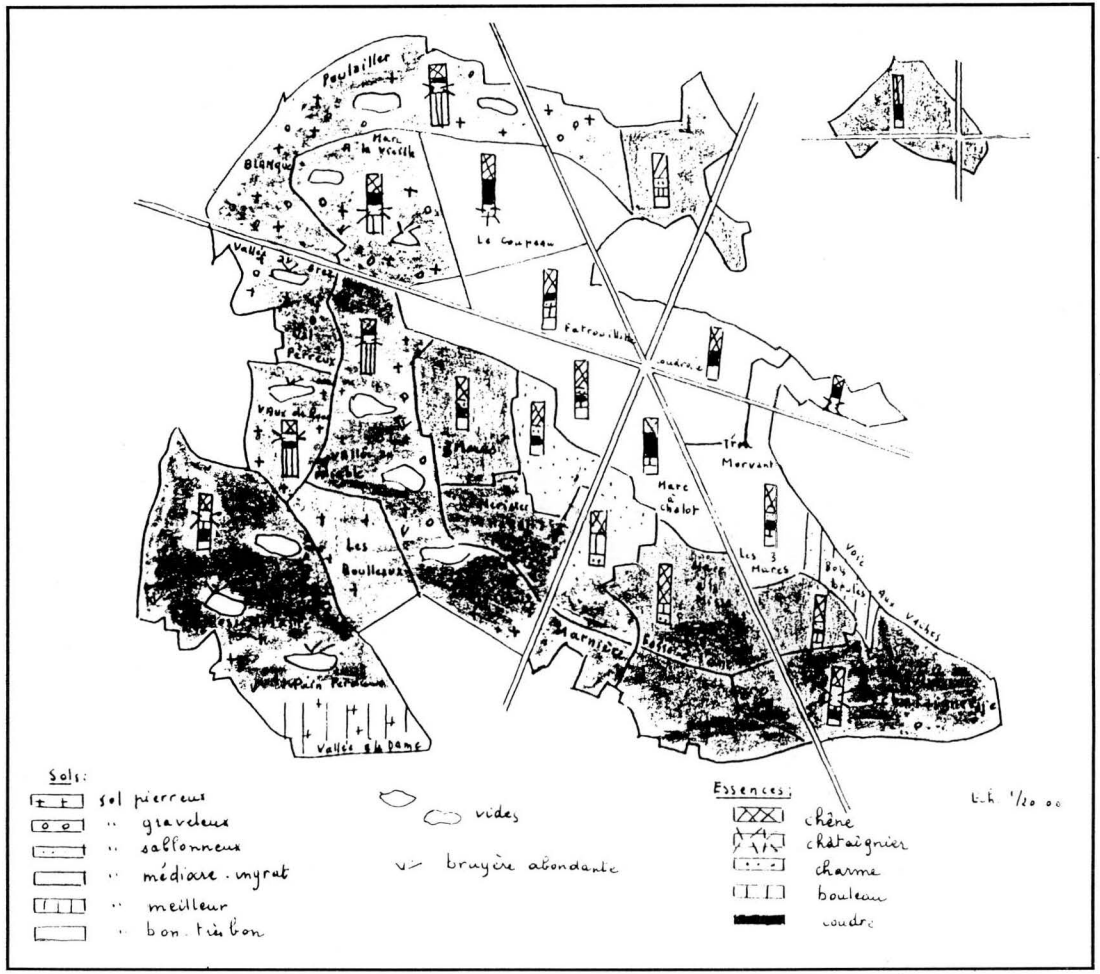
l'écho de la plainte des religieux qui, en 1693, déploraient le nombre des lapins et bêtes fauves qui écorchaient les jeunes baliveaux et rongeaient les jeunes pousses. Une autre raison est invoquée par les moines : 300 arpents auraient été brûlés et le bois de chêne aurait péri[62]. Accident ? Brûlis pour tenter de nettoyer le terrain et favoriser un reboisement assez hypothétique dans ces conditions ?

La situation n'est guère meilleure du côté de la malheureuse châtaigneraie : sur la croupe de deux montagnes, le taillis est malvenant.

Sur sol fertile, la situation n'est guère plus brillante. Lorsqu'il y a des baliveaux, ils ruinent le taillis.

Ventes	Superficie	Nature du sol	Valeur des baliveaux
Porte des Bois, Fond de la Corneille–Châtaigneraie	69 a	Graveleux, sablonneux, ingrat	7 L
Bois brûlés	20 a	Un peu meilleur	20 L
Mare à Chalot, Trou Morvant	30 a	Meilleur fond	21 L
Mare Alain, Guyon, Marnière	90 a	Ingrat	4 L 3 s
49 arpents	49 a	Sablonneux	10 L
Grande Coudraye	20 a	Meilleur	18 L
8 Points de la Table	80 a	Assez bon	2 L 1 s
Berny	45 a	Médiocre	6 L 60
Bourcilière	36 a	Médiocre	14 L 5 s
2 dernières ventes	12 a	Ingrat	6 L 60
Mare au Cerf	20 a	Assez bon	27 L
La Fatrouille	100 a	Assez bon mais méchant fond graveleux vers la mare à la Vieille	17 L
Merisier Haran	50 a	Médiocre, sablonneux	8 L 15
Les 3 Mares, Puits aux Marchais	35 a	Moindre	4 L 10
Vallée au Diable	150 a	Ingrat pierreux	13 s
Poulaillier Blanque Vauperreux	110 a	Ingrat : grès meulière	2 L 5 s
Thuillerie, Fosse à l'Astre, Aulnay	80 a	id.	3 L 15 s
Pain Perdu, Vallée à la Dame, Chêne au Cocon	70 a	Graveleux, sablonneux, ingrat, meilleur vers la Vallée à la Dame	10 L 13 s

62. *Arch. Nat.*, S 2893 : Déclaration des bois du 8 août 1693.



Nature et qualité des sols. Répartition des essences d'après les visites de M. de Bruillevert et de M. de La Molère. (*Arch. Nat.*, S 2891 et LL 1048, fol. 108 à 114.

3. Le peuplement

Contrairement à ce que nous trouvons généralement dans ce type de documents, M. de La Molère ne se contente pas de citer les espèces dominantes mais énumère scrupuleusement les espèces rencontrées sur chaque vente.

En trente ans, une silencieuse révolution végétale semble s'être installée :

Le chêne demeure l'espèce dominante, mais *les coudres* se sont multipliés et se sont lancés à l'assaut des zones les plus fertiles, cédant la place aux bouleaux qui se sont propagés sur les 240 arpents du versant occidental.

Les charmes, quoique peu nombreux, sont présents sur toutes les parties sablonneuses et sur la partie limoneuse du plateau. Leur population est plus importante sur les 30 arpents du Merisier Haran. Quant aux *châtaigniers,* nous les trouvons sur le sol rocheux.

A plusieurs reprises, le maître particulier emploie l'expression "autres bois blancs" parmi lesquels se trouvent des *trembles* cités par les religieux.

Pour M. de Bruillevert, le Buisson de Verrières n'était peuplé que de chênes, coudres et bouleaux.

4. Les baliveaux

a) Avant exploitation

Leur rareté n'est pas étonnante après les traitements subis pendant un demi–siècle. Les survivants de la précédente exploitation qui auraient dû avoir de 80 à 90 ans ont certainement été abattus en 1687–1688 et la faiblesse des modernes de 1665 répond de l'état lamentable des rescapés. Malvenants, branchus, pommiers, rabougris, noueux, le plus souvent impropres à aucun ouvrage, ils ne sont adjugés que 8 810 livres : à peine 10 livres l'arpent. La même année, le taillis s'enlève à 57 livres d'arpent.

b) Après exploitation

Nous possédons toute la série des procès–verbaux de martelage de 1696 à 1705. Le garde–marteau devait réserver tous les baliveaux de 40 ans et au–dessous. Voici l'état des réserves de 1696 à 1705.

1696 :	Grande Coudraie	30 a	200 baliveaux de 20 à 30 pouces de tour : 6 à 7 à l'arpent.
	Petite Coudraie	20 a	250 baliveaux 12 à 13/ a
	Berny	7 a	60 baliveaux 8 à 9/ a
	3 Mares	50 a	35 "de l'âge ne s'y étant trouvés ny modernes, ny anciens".
1697 :	Berny, La Bourcilière	27 a	128 baliveaux de 20 à 30 pouces de tour : 4 à 5/ a
	Poulaillier	24 a	36 baliveaux 1 à 2/ a
	Pendants de Bièvres	24 a	6 baliveaux 1 à 2/ a
1698 :	Montéclin	80 a	58 des 3 derniers âges de 18 à 30 pouces : 1 à 2/ a
	Bouleaux + Vauperreux	52 a	69 des 3 derniers âges de 18 à 30 pouces : 1 à 2/ a
	Amblainvilliers	40 a	122 de 20 à 30 pouces de 3 à 4/ a
1699 :	4 pièces : Mare Guyot, Bois Brûlés, Mare à la Misse, Mare à Chalot	60 a	307 + de 6/ a
:	Bois de Lyonne	7 a	23 de 8 à 10 pouces 3 à 4/ a
1700 :	La Marnière	60 a	160 de 15 à 20 pouces – de 3/ a
1701 :	Loge au Forestier et Fatrouillette–Coupeau	60 a	282 modernes de 15 à 20 pouces – de 5/ a
1702 :	Chêne à la Fille, Loup Pendu et Vallée du Diable	70 a	170 modernes 2 à 3/ a
:	Vente de Lyonne	7 a	40 modernes des 3 derniers âges 6 à 7/ a
1703 :	Vente d'Amblainvilliers		383
:	Pointe du Chapitre		50
1704 :	La Blanque	18 a	50 pas plus, à cause de la mauvaise usance du taillis
:	La Châtaigneraie, Porte des Bois, Fond de la Corneille	50 a	310 modernes – de 7/ a
1705 :	Merisier Haran	60 a	"217 modernes des 3 derniers âges ne s'y étant pas trouvé plus" + de 4/ a

Nous sommes loin des réserves exigées par l'Ordonnance. Trente ans après sa promulgation, la situation s'est aggravée. Le malheureux Buisson n'a même pas bénéficié de la condamnation des bonnes gens de Châtenay. Il lui a fallu subir une exploitation délictueuse et la pression croissante des Plaisirs du Roi.

C. 1692–1760 : LES ANNEES DE RESISTANCE

Après la fébrilité de ces vingt années, les révolutions succèdent aux révolutions pendant 70 ans. Les religieux sont plus prudents, la maîtrise a renoncé aux actions spectaculaires. Pourtant les tensions demeurent. Les religieux s'obstinent dans leur refus ; la maîtrise attend son heure ; la présence royale s'affirme.

1. Fin des problèmes de bornage

Après un conflit avec le fermier de madame de Montespan en 1704, les religieux, en 1734, mettent fin aux problèmes de bornage qui les opposaient aux propriétaires du fief de Migneaux depuis 1687.

2. Affirmation de la présence royale

Le percement des routes de chasse commencé sous Louis XIII, poursuivi sous Louis XIV, s'achève sous Louis XV[63].

En 1730, quatre routes se croisent au Carrefour de l'Obélisque, divisant cette masse boisée en 8 parties symétriques mais inégales. Les huit branches de l'étoile sont réunies par des faux–fuyants qui tournent autour de l'obélisque et occupent toute la largeur du plateau. La chasse en est facilitée. La rigueur de l'ordonnancement impose la dislocation des coupes et proscrit définitivement l'ancienne obligation du "tire". A Verrières, la désignation des assiettes se fait nécessairement "à aire" au XVIII^{ème} siècle. Ce qui du point de vue forestier n'est pas un inconvénient.

3. Conflits avec la maîtrise

Le 7 décembre 1716, les religieux sont sommés de déposer au greffe le plan de leur bois afin d'y faire procéder à la mise du quart en réserve. Ils jouent habilement des conclusions des derniers procès–verbaux de visite : leurs bois sont d'essence de châtaigniers, coudres, bouleaux et trembles avec très peu de chênes... sur les hauteurs ! Les baliveaux réservés à la dernière exploitation sont déjà moussus, étalés en pommiers, morts en cime.

---

63. Voir la carte de 1755 (*Arch. Nat.*, S 2893), pl. IV.

L'hiver de 1709 et les récentes canicules ont certainement accéléré le processus de dégradation. Sur un tel sol, le quart de réserve serait inutile et diminuerait leurs revenus annuels, (or c'est le moment où les coupes de taillis s'avèrent le plus rentables). M. de La Faluère s'incline.

En 1744, ils préfèrent renoncer à une coupe de baliveaux plutôt que de se soumettre à l'obligation du quart de réserve.

En 1761, nouvelle supplique. Pressé par la nécessité de satisfaire aux besoins de la consommation parisienne, le Contrôle Général se montre plus conciliant et n'exige, en contrepartie, que l'aménagement des bois à 15 ans. M. Duvaucel doit s'incliner.

Rappelons les accusations portées contre les religieux, en 1724, par le garde-marteau, P. Cotton. Les moines auraient fait exploiter 4 arpents de taillis à 9 ans. Le garde-marteau avait été débouté. Et pourtant, d'après les trop rares plans d'arpentage, les moines n'étaient pas exempts de reproches.

En effet, en 1704, "Le Coupeau" n'a pas été coupé comme en 1694 ; manquent 2 arpents. A la Vallée au grez : coupés 2 a 36 perches qui n'avaient que 9 ans.

La coupe de 1730 est parfaitement conforme à la légalité mais indique des glissements : Le Pain Perdu, La Vallée à la Dame ont été exploités en 1719. Mais Les Bouleaux ne l'ont été qu'en 1720.

La composition de la coupe de 1734 est plus troublante : elle associe La Chaudière, Le Trou à l'Ane, La Marnière exploitée en 1720, La Châtaigneraie exploitée en 1725, Les Bois Brûlés dont une partie a été exploitée en 1721 et l'autre en 1725 et Le Gros Bouleau que se sont réservés les religieux et qui avait été coupé en 1726[64].

Si nous prenons La Mare à la Vieille, exploitée en 1702[65], 1713[66], 1723[67], elle ne le sera qu'en 1740[66]. Or les moines n'ont pas l'habitude de surseoir aussi longtemps à une coupe.

---

64. *Arch. Nat.*, N II S & O 54 et N III S & O 216. Voir pl. V et VI.
65. *Arch. Nat.*, S 2893.
66. *Arch. Nat.*, N III S & O 216.
67. *Arch. Nat.*, N II S & O 54.

Nous nous trouvons en face d'un contexte mouvant. Les entorses au règlement sont d'autant plus aisées que d'une révolution à l'autre les ventes gardent la même dénomination mais changent de superficie.

Nous sommes loin de l'objectif que doit se fixer un bon gestionnaire : un parcellaire stable et bien défini qui "est le fondement, la base solide de l'aménagement, le guide incessant de la gestion, le moyen nécessaire du contrôle des opérations faites et des résultats obtenus" [68].

4. Aménagement

Nous assistons pendant toute la période à une sorte de valse–hésitation. En 1692, les religieux renoncent définitivement au fermage et portent la révolution à 10 ans, conformément aux impératifs de l'Ordonnance.

Pourtant, la série d'arpentages réalisés par François–Gaspard Rougeot révèle une révolution de 11 ans. A partir de cette série continue, nous avons tenté de reconstituer le plan d'exploitation, aussi fidèlement que possible, compte tenu que la toponymie, quand elle existe, varie d'un document à l'autre.

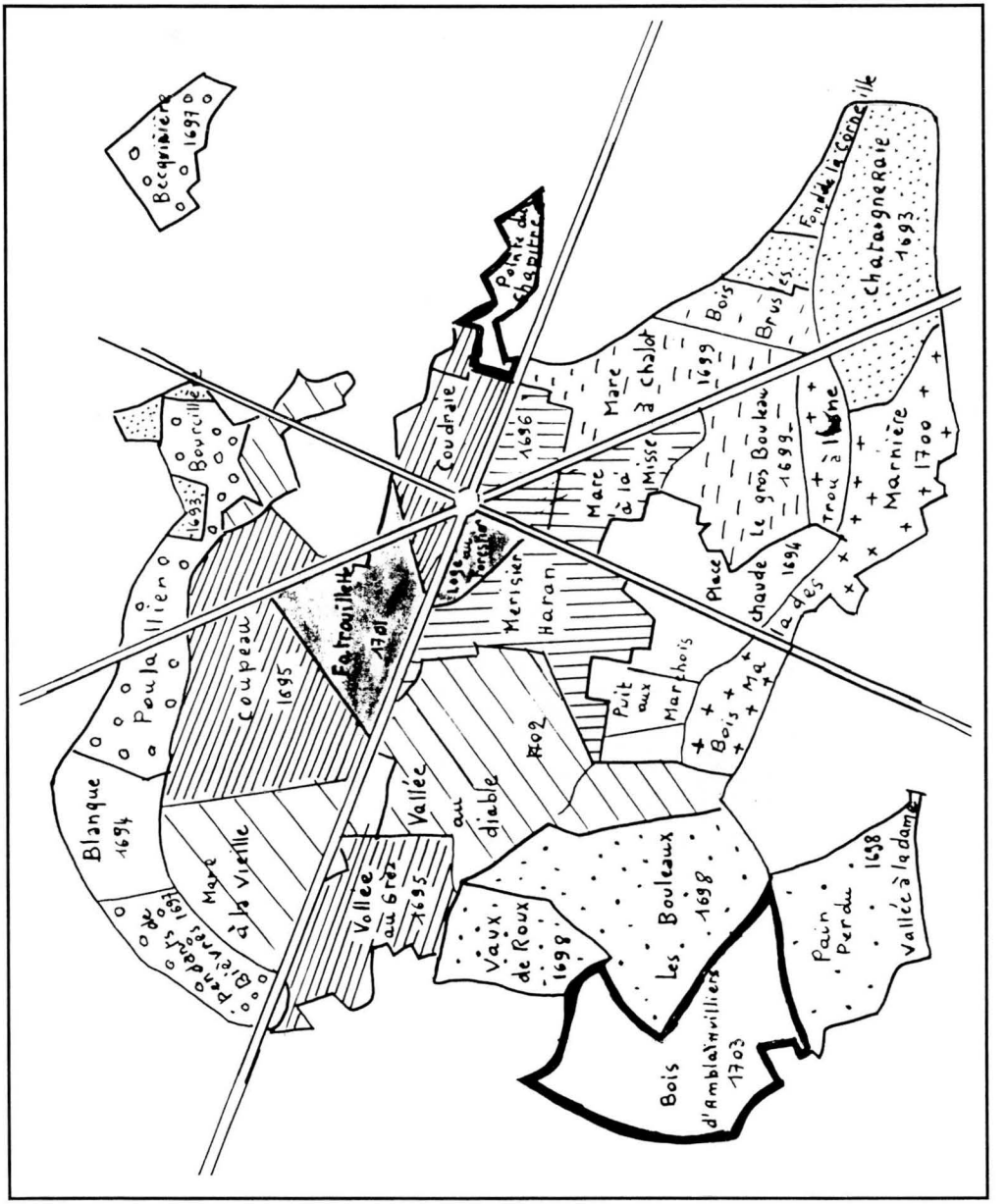
Le Buisson de Verrières intègre désormais les bois d'Amblainvilliers jusqu'alors rattachés à la ferme et les 90 arpents de Berny récemment acquis dont 45 arpents loués 350 livres à l'abbé. Si les premiers constituent à eux seuls les coupes de 1698 et 1703, expliquant peut–être le règlement à 11 ans, vers La Bourcilière les quelques arpents de Berny ont été démembrés.

En 1717, Pierre Jubin, arpenteur royal exécute un nouveau plan. Il utilise le tracé des routes pour distribuer les 11 coupes désignées par des lettres d'une manière plus rationnelle. Tout en s'appuyant sur l'ancien ordonnancement il réalise des masses plus compactes et mieux équilibrées. Il évite ainsi l'inconvénient de trop nombreuses lisières.

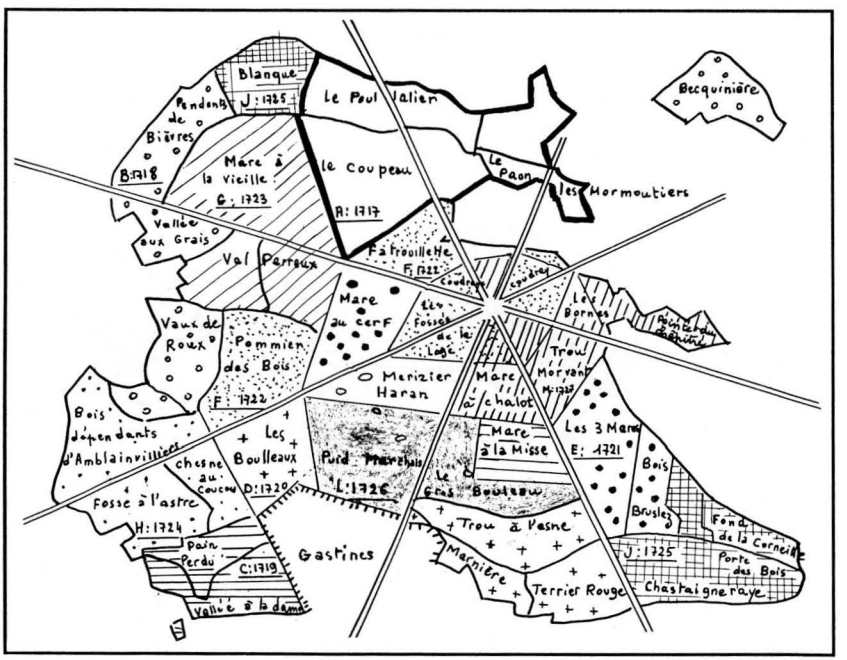
En 1728, les moines semblent revenir à une révolution de 10 ans. Voulaient–ils accélérer la rotation des coupes et augmenter leurs profits ? Quoiqu'il en soit, d'après ces deux exemples, à cette époque, un plan d'exploitation n'est que le révélateur d'une situation à un moment donné de la vie de la forêt et non l'instrument précis réclamé par Huffel.

---

68. HUFFEL, ouv. cité, p. 330.



Plan d'exploitation 1693–1703



Plan d'exploitation 1717–1728 d'après *Arch. Nat.*, N II S & O 54

En 1761, le prieur nous donne les conséquences de cette obstination à maintenir une courte révolution dans une forêt de chasse royale. "Le fauve s'est tellement multiplié et le rejet tellement brouté que cet inconvénient, joint à une multitude de chênes pommiers qui offusquent le taillis, occasionnent une quantité prodigieuse de places vaines et vagues et occasionnent aux suppliants une perte considérable sur la jouissance de ces bois, que cette perte est telle qu'au lieu de 16, 18 et 20 000 livres qu'ils en retiraient annuellement autrefois ils ne produisent plus actuellement que 5 à 6 000 livres par an"[69].

De 14 698 livres en 1715 et 16 598 en 1716[70], années exceptionnelles, le revenu de l'ordinaire 1757 était tombé à 4 500 livres[71] non compris la valeur de leur production et le bail des bouleaux. Dans ce cas, le revenu annuel s'élevait à 6 938 livres. Tandis que partout ailleurs les revenus forestiers avaient doublé ou même triplé, le produit du Buisson de Verrières avait diminué de moitié en 50 ans.

D. LE BUISSON DE VERRIÈRES DE 1761 A 1790

1. Le Buisson de Verrières en 1761

Le 11 janvier 1761, les travaux d'arpentage sont terminés. Le Buisson de Verrières est réglé. Il est divisé en 42 parcelles numérotées de A à P. Sur la périphérie, l'ancien parcellaire a été respecté dans la mesure du possible. L'éclatement autour de l'obélisque a été accentué : 8 coupes de dimensions modestes exploitées en 8 ans.

Sur son procès–verbal, le maître particulier ne manque pas de signaler l'abondance des fauves et le pullulement des lapins. Il dénonce aussi les méfaits des délinquants sur les coupes situées à proximité des villages d'Igny et de Bièvres : baliveaux ébottés et déshonorés et la propension à faire de la souche verte aussi bien que des souches mortes.

---

69. *Arch. Nat.*, S 2891 : arrêt du Conseil d'état, avril 1761.

70. *Arch. Nat.*, H5 4280, rég. cité.

71. *Arch. Nat.*, H5 4287, rég. cité.

Les baliveaux sont assez nombreux mais malvenants sauf vers l'obélisque où ils sont plus beaux.

Beaucoup plus intéressant est l'inventaire réalisé par Jean Renard, chacune des 42 parcelles y figure avec sa superficie, la composition du taillis, éventuellement la qualité du fond, un certain nombre de baliveaux, leur valeur à l'unité et celle de l'arpent de taillis[72].

a) Disparité des ventes

Les baliveaux

Voici leur valeur en 1761 d'après J. Renard :

Superficie	Pourcentage	Valeur à la pièce
135 a 81 p	14,2%	1 L
294 a 16 p	31,0%	2 L
36 a 22 p	3,8%	3 L
70 a 52 p	7,4%	4 L
22 a	2,3%	5 L
151 a	15,9%	6 L
15 a 83 p	1,6%	8 L
120 a 89 p	12,9%	10 L
49 a 76 p	5,2%	12 L
10 a 74 p	1,2%	15 L

D'après Duhamel du Monceau, à la même époque, un baliveau de 40 ans de 25 pouces ne donne que des pièces de 5 pouces d'équarrissage. Or, à Paris, le bois carré mesure 6 à 7 pouces. Celui de 5 pouces ne donne que du bois à brûler ne valant que 25 à 30 sols pièce.

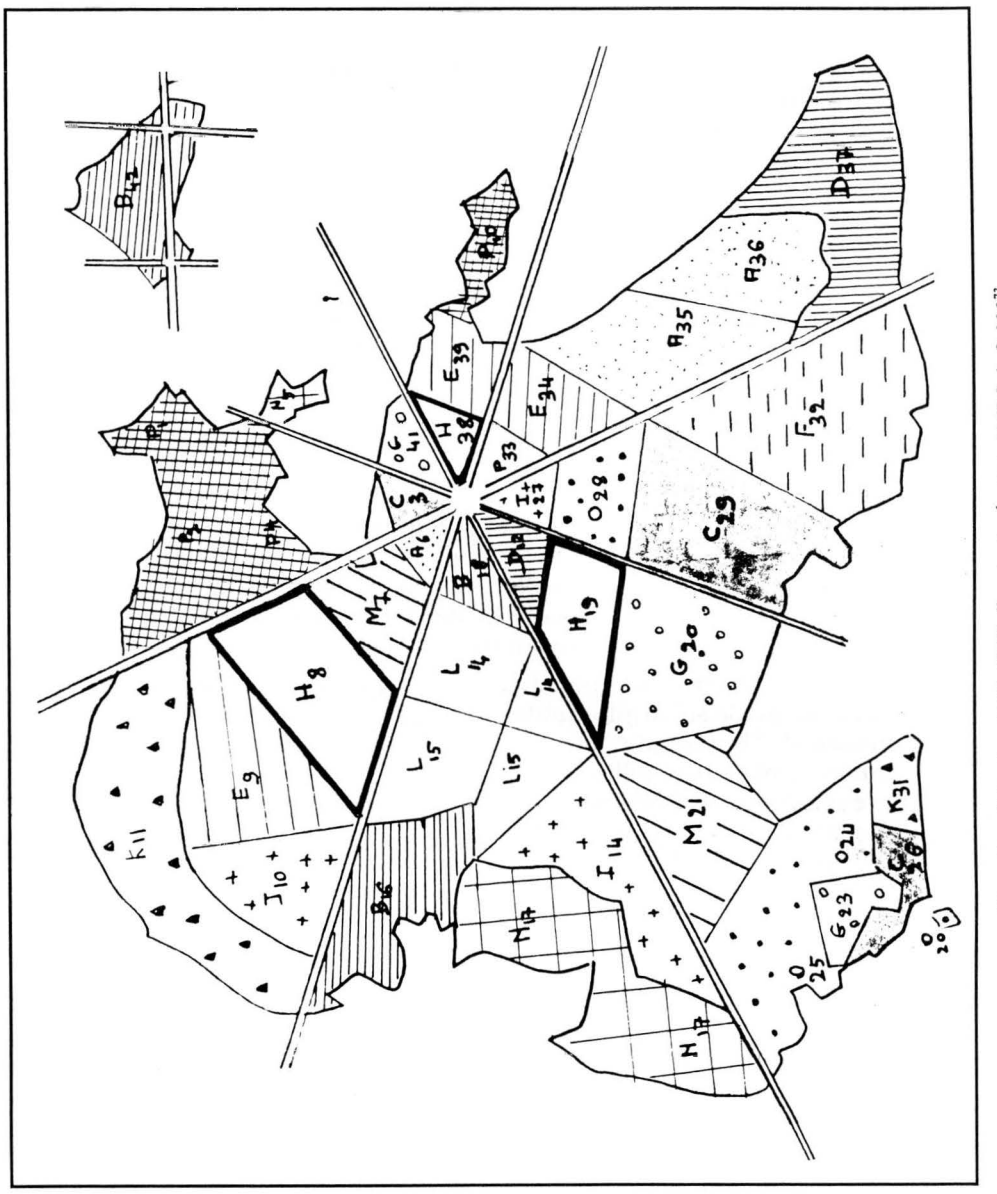
Les baliveaux de 50 ans de 30 pouces valent 3 L
60 ans de 40 pouces valent 4 L 10 s
80 ans de 55 pouces valent 8 L 10 s
90 ans de 5 pieds valent 15 L[73].

Sur 45% de la superficie, les baliveaux n'atteindraient pas 50 ans ou, noueux, tordus, seraient de très mauvaise qualité.

---

72. *Arch. Nat.*, S 2891.

73. DUHAMEL DU MONCEAU (H.-L.), *De l'exploitation des bois*, p. 176.



Plan d'exploitation 1761–1790 d'après *Arch. Nat.*, N II S & O 230[73]

73. Voir pl. VII.

Le taillis

La même disparité se rencontre dans le taillis, d'après J. Renard :

Superficie	Pourcentage	Valeur de l'arpent
53 a 65 p	6,9%	20 L
16 a 91 p	1,8%	30 L
51 a 95 p	5,6%	40 L
119 a 27 p	13,0%	50 L
92 a 06 p	10,1%	60 L
54 a 42 p	6,0%	70 L
266 a 02 p	29,1%	80 L
195 a	21,7%	100 L
53 a 23 p	5,8%	120 L

Sur le terrain, ces différences sont encore plus grandes. Sur K 11, Le Poulaillier, la valeur d'un arpent, taillis et baliveaux confondus, n'est que de 26 livres ! Sur G 23, Le Pain Perdu, il n'atteint que 35 L 10 s, mais sur Le Puits des Marchois (G 20) 294 L et 291 L sur Le Merisier Haran (H 19).

La qualité des sols ne suffit pas à expliquer ces différences, d'autant que le sol argilo-sableux, ingrat en 1695, est bien souvent qualifié de "bon fonds" par J. Renard. Nous voyons se dessiner un antagonisme entre taillis et baliveaux. Sur 69%de l'ensemble après 6 révolutions, les baliveaux ne dépassent pas 6 livres pièce, tandis que 62% du taillis dépassent 60 livres l'arpent, valeur moyenne d'après tous les documents que nous avons rencontrés pour un taillis de 10 ans[75].

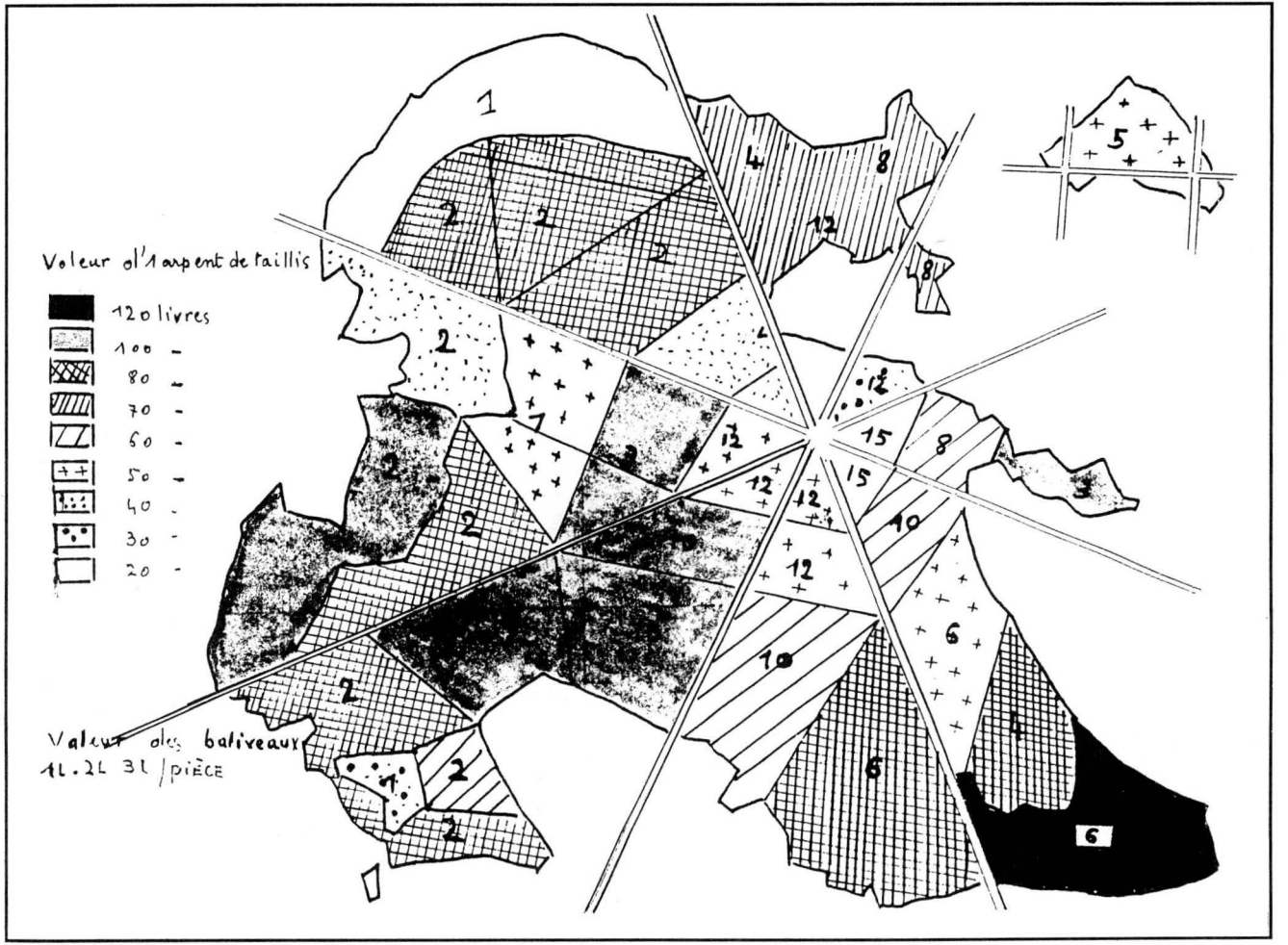
b) Les essences

La révolution amorcée 70 ans auparavant s'est poursuivie silencieusement.

Le charme, remarquable par l'abondance et la vigueur de ses rejets n'est pas parvenu à s'implanter.

---

75. DUHAMEL DU MONCEAU, *ouvr. cité* et *Arch. Nat.*, K 907-12.



Valeur comparative des coupes d'après l'inventaire de J. Renard, *Arch. Nat.*, S 2893

Le châtaignier semble avoir déserté la partie occidentale et s'être refugié aux alentours de La Châtaigneraie, ce qui expliquerait la valeur du taillis dans une zone où le terrain pierreux est encore, en 1816, considéré comme très ingrat[76], mais avec la multiplication des vignes, cet arbre procure le revenu le plus considérable[77].

Faut–il voir dans le pullulement des lapins, particulièrement friands de ces deux espèces une des causes de leur quasi–disparition ? Le châtaignier craint les hivers trop rigoureux. Suivant l'exposition des zones d'implantation, il peut y avoir là, un second facteur de régression.

Le coudre "cet arbre méprisable par son peu d'utilité et sa lenteur à croître"[77] a investi la partie la plus fertile et, en bien des points, a supplanté le chêne.

Le bouleau est partout présent, selon le maître particulier. Dans tous les cas, il est suffisamment abondant, pour que sa "tonture" qui a lieu tous les cinq ans soit affermée 175 L en 1760, 230 L en 1777, 300 L en 1786[78]. Cette augmentation de 70% en 40 ans nous inclinerait à penser que, même en tenant compte de la hausse des prix du bois, la multiplication s'en était pousuivie, favorisée par l'existence de nombreux vides que cet arbre très exigeant en lumière colonise volontiers.

Le chêne : Partout où J. Renard note "bon fonds", cette essence est dominante et le taillis atteint ses revenus les plus élevés. Il faut cependant être prudent. Pour la très médiocre "Vallée au Grez", J. Renard, en 1765, ne mentionne que le chêne. Cinquante ans plus tard, d'après M. de Moléon, il y aurait 50% de coudres et seulement 25% de chênes, ce qui sous–entend sa régression et l'importance des places vides.

c) Les vides

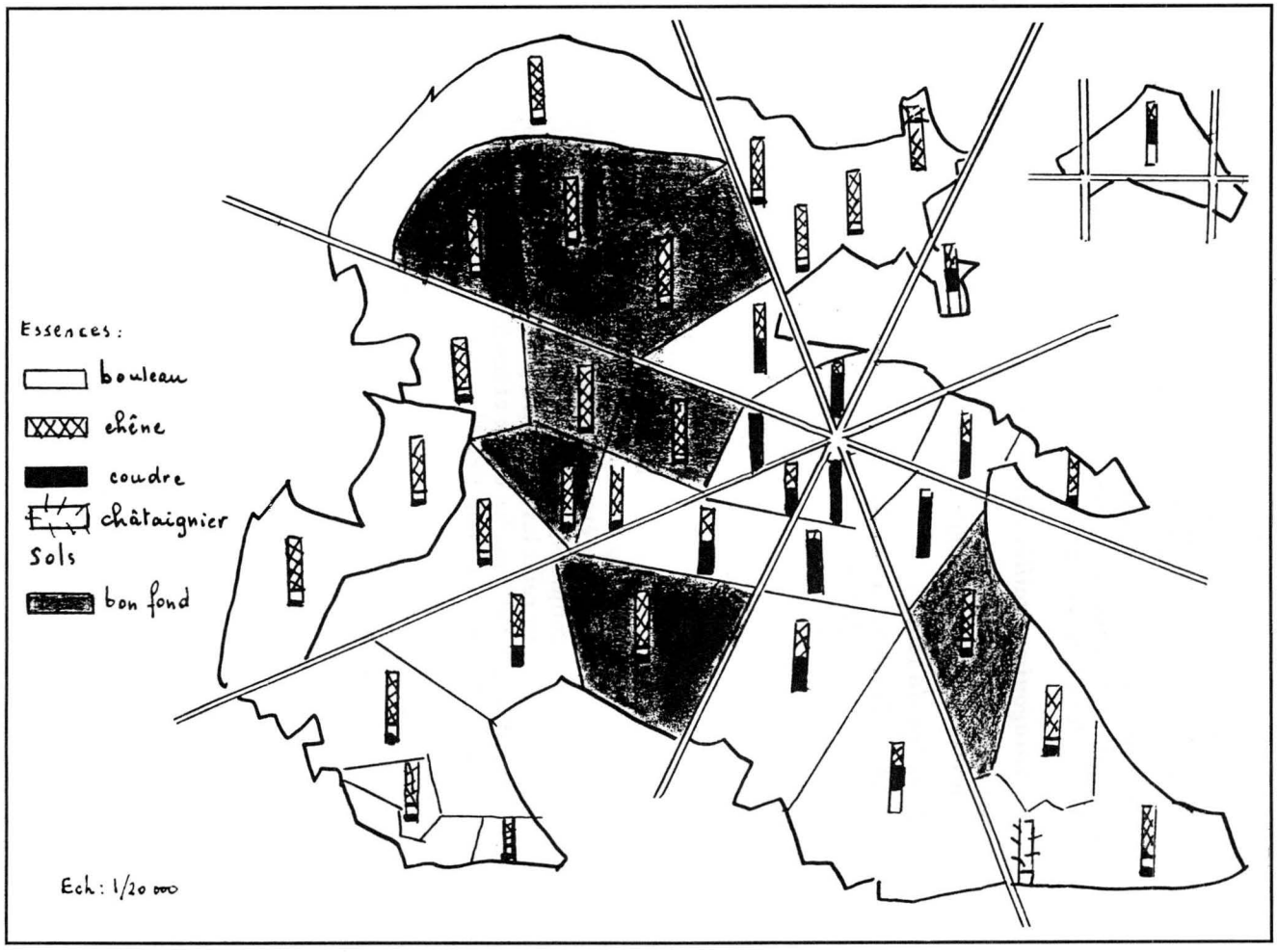
Les vides contribuent à l'appauvrissement du taillis. Nombreux en 1695, ils se sont certainement étendus. Mais dans quelle proportion ?

---

76. *Arch. Nat.*, N IV S & 0 45, MOLÉON, *Atlas du Bois de Verrières* – 1816.

77. *Encyclopédie*, LE ROY – art. forêt.

78. *Arch. Nat.*, S 3045, reg. cité fol. 197.



Répartition des essences en 1761 d'après J. Renard et la visite de M. Prosper Cavelier de La Guillaumie, *Arch. Nat.*, S 2893

Un seul procès-verbal d'arpentage signale en 1728[79] :

2 a de vides sur 14 a d'Amblainvilliers : 15% de la superficie
3 a de vides sur 29 a des Pendants de Bièvres : 10% de la superficie
4 a de vides sur 26 a de la Vallée au Grez : 17% de la superficie.

En 1761, le célerier se plaint de la prodigieuse quantité de places vaines et vagues occasionnées par le brout du fauve et l'ombrage des chênes pommiers.

d) Antagonisme taillis-baliveaux

L'inventaire de l'arpenteur est l'illustration du tort que se portent réciproquement taillis et baliveaux.

Maintien du taillis

Buffon, Réaumur et Duhamel du Monceau ont dénoncé le taillis à courte révolution qui épuise le sol et condamne à plus ou moins long terme taillis et baliveaux. Les jeunes réserves arrêtent leur croissance à la première révolution et donnent des arbres courts dont l'écorce est blessée par le gel ou brûlée par le soleil. Courts, branchus, pommiers, les survivants étouffent le taillis après plusieurs révolutions.

La transpiration du taillis maintient l'humidité de l'air et rend les bourgeons plus sensibles à la gelée de printemps. Sous le couvert des baliveaux, le rejet est asphyxié par l'ombre et le manque d'air. Il peut aussi être supprimé par le dégouttement de l'arbre ou la gelée toujours plus vive à la surface de la terre. C'est aussi ce couvert qui rend les gelées de printemps si redoutables pour les taillis surtout dans les creux et les fonds de vallée. Il fait périr tout ce qui est à l'abri du vent[80].

Maintien du chêne

1. Le chêne se reproduit mal dans les taillis même lorsqu'il est dominant[81]. On ne trouve les arbres de brins que dans les endroits clairs. Ils proviennent de semences apportées par les oiseaux et les mulots. Mais alors ils risquent d'être étouffés par la bruyère ou broutés par les lapins.

---

79. *Arch. Nat.*, S 2893.

80. *Encyclopédie* – art. "baliveau", "bois", "forêt" et DUHAMEL DU MONCEAU (H.-L.), *Des semis ou plantations*, chap. des baliveaux, p. 351 et suiv.

81. PARADE cité par HUFFEL in *Economie forestière*, p. 451.

2. Le Roy, à l'article "forêt" de son encyclopédie rappelle que l'apparition de gourmands arrête la croissance des baliveaux. Les branches étouffent le taillis ou sont étouffées par lui. Le même phénomène se répète jusqu'à ce que les baliveaux, épuisés par cette production latérale meurent en cime. "On les coupe alors inutilement, leur souche altérée ne pousse que de foibles rejetons, les places qu'ils occupoient restent vides, le jeune bois languit."

Dans le cas de taillis de 25 ans, "les arbres ont filé mais leur tronc est demeuré fluet. Serrés les uns contre les autres, ils se soutenaient mutuellement. Brutalement isolés, ils sont trop faibles pour supporter leur tête, le givre et le vent les feront ployer et la plupart mourront en cime".

Même les arbres de futaie n'échappent pas à ce sort. Le Roy cite le cas d'une coupe de 70 ans sur laquelle on réserva les plus beaux chênes qui, vu la qualité du terrain pouvaient encore subsister 50 ans. Les troncs se couvrirent de gourmands la première année. Ils étaient morts en cime la quatrième. Le rédacteur de conclure "on ne peut se promettre de la réserve de baliveaux que des taillis dépérissants et de petits chênes contrefaits mourant d'une vieillesse prématurée".

Louis Roussel souligne que le développement et l'abondance des réserves a contribué à la régression des chênes rouvres et pédonculés[82].

Il y avait longtemps que les religieux en étaient persuadés. En 1625, ils réservaient 24 baliveaux de 9 et 18 ans par arpent en moyenne. Ces réserves étaient élaguées au rythme des révolutions. Au moins préservaient-ils le taillis. La maîtrise avait mis fin à cette pratique. En 1761, partout où le taillis est assez bien venant, les baliveaux n'ont aucune valeur. Quand ils ont réussi, le coudre s'est substitué au chêne et le taillis est déprécié.

e) Importance des réserves

Exceptionnellement, nous connaissons pour 9 ventes, le nombre de baliveaux réservés depuis la coupe 1696–1705. Six révolutions se sont succédé. Les arbres les plus âgés devraient porter 96 baliveaux plus les anciens réservés lors de la précédente exploitation.

---

82. ROUSSEL (L.), *Recherches théoriques et pratiques sur la répartition de la lumière dans le milieu forestier...* Nancy, Ec. nat. des Eaux et Forêts, 1953, p. 34.

		Superficie	Baliveaux délivrés	Baliveaux réservés	Réserves avant la coupe par arpent	Après la coupe par arpent
1761	P	58 a 11 p	2 378	883	56	15
1762	A	62 a 52 p	2 550	652	46 – 47	10
1763	B	59 a 78 p	1 985	471	41	8[83]
1764	C	61 a 62 p	1 815	471	38	8[84]
1765	D	61 a 11 p	1 849	586	40	9 à 10
1766	E	60 a 8 p	1 840	521	39	8 à 9
1767	F	66 a 91 p	1 991	497	36 à 37	7 à 8
1768	G	58 a 10 p	1 245	546	31	8
1769	H	61 a 95 p	2 642	582	52	9[85]

La réalité est bien différente. Dans le meilleur des cas, les réserves atteignent à peine la moitié du nombre prescrit, plus généralement le tiers. Et encore ces moyennes cachent-elles des disparités puisque les ventes sont rarement d'un seul tenant. Les motifs de ces déficits sont multiples. Aux causes précédemment évoquées se sont ajoutés les effets de l'atroce décennie 1709–1720. Des maigres réserves de 1694–1703 et des jeunes rejetons que le froid avait épargnés combien avaient résisté à la canicule ?

En octobre 1740, tous les taillis de 2 ou 3 ans avaient gelé. Le seul remède avait été de couper. On sacrifiait 3 ans pour ne pas en perdre 10 ou 12[86]. Les religieux avaient-ils suivi ce précepte ? Combien de baliveaux déjà dépérissants étaient-ils morts prématurément ? Pendant l'hiver 1754, de nombreux arbres et arbustes avaient péri[87].

83. *Arch. Nat.*, Z^{1e} 247, fol. 95 et suiv.
84. *Ibid.*, fol. 114, 14, 62, 63, 75.
85. *Ibid.*, Z^{1e} 283.
86. *Encyclopédie*, art cit.
87. DUHAMEL DU MONCEAU, (H.L.), ouv. cit. p. 320.

Des baliveaux qui avaient survécu, "peu échappaient à la cognée du bûcheron". "Il en abattait au moins une partie dans les coupes suivantes. Les morts lui donnaient l'occasion d'attaquer les vifs. Il était de notoriété que dans la plupart des taillis, il ne restait que les baliveaux de 2 ou 3 coupes.[86]" Sans compter ceux que le vent, ou la chute des arbres[88], la dent du fauve, éventuellement la marque avaient fait périr. Ajoutons que l'épuisement des sols les plus médiocres, en fragilisant les réserves les rendait plus vulnérables.

En 1761, le Conseil exigeait la réserve de 20 baliveaux de l'âge, tous ceux de 40 ans et au-dessous plus 6 anciens.

A titre d'exemple, nous avons suivi l'évolution des réserves dans les coupes C et D de 1626 à 1765.

	Réserves par a. après exploitation	**1764 – Rés.**	**1765**	**Total**
C 3 Coudraie : 3 à 52	1696 : 12 bal.	54	12	20 + 6m + 6a
C 26 Vallée à la Dame : 14 a	1698 : 3	42	11	20 + 5m + 6a
C 29 Bois Malades Marnières : 44 a	1700 : 3	39	9	20 + 3m + 6a
	1626	1704	1765	
D 37 Châtaigneraie 61 a Fonds de la Corneille	16	6 mod.	10	

Le taillis a été nettoyé. Les réserves ont été uniformisées. Y compris les baliveaux de l'âge, nous trouvons sur plus de la moitié des coupes de 28 à 30 arbres réservés. Les religieux s'étaient engagés à replanter les places vides. Le nombre de baliveaux exploités aurait été de 60%à 100%et même 118%supérieur à celui avancé par J. Renard.

88. D'après DUHAMEL DU MONCEAU, 1 baliveau sur 6 *(ouv. cité,* p.176).

2. de 1775 à 1790

Au terme de cette première révolution de 15 ans, les taillis, selon les religieux se trouveraient encore "offusqués" par un trop grand nombre de chênes... pommiers. D'ailleurs, ajoutent-ils "la croissance du recrû prouve la nécessité et l'avantage de diminuer le nombre de baliveaux".

Le maître particulier confirme que le nombre de réserves a été bien observé. Il corrobore l'argumentation des religieux mais en termes très vagues. Il y aurait 20 à 25 baliveaux de 40 ans... y compris les anciens qu'il estime 10 livres pièce. Ce serait un inconvénient de les laisser subsister... puisqu'ils étouffent le taillis. D'ailleurs, les baliveaux réservés lors de la dernière exploitation présentent déjà des signes de dépérissement[89]. D'après lui, les tiges réservées par les marchands sont trop faibles. Il conviendrait que cette charge échût à la maîtrise. Mais nous avons vu que si ce défaut était incontestable, même un arbre d'avenir, brutalement isolé, avait tendance à se courber.

Les réserves imposées sont cette fois de 25 baliveaux, tous ceux de la précédente exploitation plus 6 anciens.

Nous n'avons malheureusement retrouvé que deux procès-verbaux de recolement, concernant les ventes de cette seconde révolution. Voici comment ont évolué les réserves dans les coupes G et H entre 1705 et 1783.

	Baliveaux réservés par arpent		
	1705	**1768–1769**	**1782**
G 20 Puits aux Marchois	4	8	16
H 8 Coupeau	2 à 3	10	16
H 19 Merizier Haran	4	8	16
H 38 Coudraie	12	8	16

Peut-on généraliser à partir de ces deux exemples ? Nous retrouvons ici le système pratiqué à Cordoux : 25 bal. + 10 m + 6 a = 41 réserves à l'arpent, le nombre préconisé par Duhamel du Monceau. Cette seconde coupe, aussi constestable fût-elle, avait permis en 15 ans une remise en ordre et une homogénéisation des réserves.

89. *Arch. Nat.*, Z^{1e} 283 = procès-verbal du 17 janvier 1775.

Le taillis était nettoyé des arbres dépérissants, les réserves rajeunies. Il abordait dans de bonnes conditions sa première révolution de 25 ans, quand la Constituante mit les biens du clergé à la disposition de la nation.

E. LE BUISSON DE VERRIÈRES EN 1816

26 ans plus tard, au terme de ce qui aurait dû être sa première révolution de 25 ans, M. de Moléon donne l'état suivant :

– La vente de Lyonne peuplée à moitié de chênes, le reste de coudres et bouleaux a besoin de rigoles.

– Le massif de La Bourcilière peuplé aux 2/ 3 de coudres, le reste de chênes et bouleaux est à assainir.

– La Porte des Bois, le Terrier Rouge, Les Bouleaux, Le Pain Perdu ou Vallée à la Dame, Les Côtes de Bièvres et La Mare à la Vieille sont à replanter.

– Les mêmes mesures sont à prendre pour La Châtaigneraie peuplée aux 2/ 3 de châtaigniers, 1/ 6 de bouleaux et 1/ 6 de chênes.

– Le Fond de la Corneille : 1/ 3 de chênes, 1/ 3 de bouleaux, 1/ 3 de châtaigniers.

– Les Bois Brûlés : 2/ 3 de coudres, 1/ 3 de chênes.

– La Mare à Chalot : 1/ 3 de coudres, 2/ 3 de bouleaux.

– La Vallée au Grez : 1/ 2 de coudres, 1/ 4 de chênes, à replanter.

– Les Trois Mares : 2/ 3 de coudres, 1/ 3 de bouleaux et chênes[90].

Près de la moitié de l'ancienne propriété monastique était à replanter. Le chêne avait continué sa régression.

---

90. *Arch. Nat.*, N IV S & O 45 : *Atlas des Bois de Verrières*, par MOLEON, 1816.

F. LE BUISSON DE VERRIÈRES AUJOURD'HUI

Après avoir été traité en taillis sous futaie à la révolution de trente ans en deux séries de l'Ouest et de l'Est séparées par les routes d'Igny et du Plessis–Picquet, ce taillis de châtaigniers et de bois blancs dominé par des réserves d'essences diverses où prédominaient le chêne[91], est aujourd'hui une chênaie–frênaie. Celle–ci s'étend sur les sols très fertiles du plateau tandis que sur les pentes subsiste un taillis relativement médiocre[92].

Aux Plaisirs du Roi, il doit son magnifique réseau routier. Au XIX^{ème} siècle, les militaires l'ont doté de plusieurs batteries pour la défense de Paris. Aujourd'hui le C.N.R.S. occupe le réduit de Verrières, l'Aéro–Spatiale, la batterie des Gâtines et un dépôt de munitions, la batterie de Bièvres. Le XX^{ème} siècle n'a pas manqué d'imprimer sa marque : l'autoroute A 86 l'a amputé de quelques hectares, en détachant une longue bande sur les limites orientales des anciennes ventes de La Pointe du Chapître, des Bois Brûlés, du Fonds de la Corneille et de la Châtaigneraie.

V. – LE REVENU FORESTIER

A. JUSQU'A 1776

1. Les ventes ordinaires. Valeur de l'arpent de taillis

Pendant toute la période, le Buisson de Verrières témoigne de son originalité. En 1648, favorisé par sa situation et par le traitement des réserves, le revenu du taillis est satisfaisant, parfaitement adapté aux besoins des propriétaires et des consommateurs. Mieux, à partir de 1672, il augmente alors que celui des autres domaines s'effondre ou dans le meilleur des cas demeure stable. Quand la tendance commence à s'inverser, dès les premières années du XVIII^{ème} siècle, le Buisson demeure le leader incontesté. La terrible décennie de 1709–1720 porte le revenu à des sommets qu'il ne retrouva jamais.

---

91. *Guide du touriste*, Eaux et Forêts, sous le patronage d'André LIAUTEY.

92. Forêts de l'Ouest de la région parisienne O.N.F et I.G.N carte n° 419. Voir pl. VIII.

A partir de la 4ème révolution, c'est la chute inexorable. Longtemps abusés par des hausses conjoncturelles, les religieux sont confrontés à la triste réalité. En 30 ans, alors que prix et revenus sont à la hausse, le taillis, victime de son épuisement et de son inadaptation à la demande, perd la moitié de sa valeur. Une légère reprise se manifeste de 1761 à 1776. Pourtant, nous sommes encore loin du revenu des Alluets[93], réputés fort mauvais. Quant à la hausse constatée en 1776, le doublement du revenu n'est que le fidèle reflet de cet axiome : "De 10 à 15 ans, il y a doublement du revenu du taillis".

	Valeur de la coupe	Superficie	Valeur à l'arpent	
1643–1662	4 000 L	80 a 33	50 L	S 2 891
1662–1678	5 000 L	80 a 33	62 L	H5 4276–4277
1693	6 700 L	81 a	82 L 15 s	S 2893
1695	5 950 L	67 a 29	88 L 8 s	S 2893
1706	2 465 L	50 a	49 L 3 s	S 2893
1711–1716	66 535 L	508 a 10	131 L	H5 4280
1717	8 414 L	76 a 95	109 L	H5 4282
1721	10 000 L	74 a 07	131 L	H5 4282
1728	7 171 L	76 a 96	93 L 17	H5 4283
1729	9 294 L	82 a 78	112 L	H5 4283
1730	9 330 L	79 a 44	117 L	H5 4281
1735	6 000 L	71 a 49	84 L	H5 4284
1740	6 000 L	82 a 78	72 L	H5 4285
1751–1756	Les coupes se négocient sur la base de		60 L	H5 4286
1764	5 610 L	61 a 62 p	91 L	d'après
1766	6 040 L	60 a 80 p	100 L	S 3045 fol. 185 à 189
1768	4 530 L	58 a 10	77 L	S 2893
1769	5 148 L	61 a 95	83 L	et Z1e 247
1776	10 000 L	56 a 01 p[94]	178 L	

93. Les Alluets-le-Roi, Yvelines, Arrt de Saint-Germain-en-Laye, canton de Poissy – sud. En 1769, les Alluets rapportaient : 145 livres l'arpent et en 1781–1782 : 107 livres l'arpent. Ce taillis à courte révolution n'était fournisseur que de fagots et de bourrées, alors que le marché était demandeur de bois de corde et de cotrets de quartier (*Arch. Nat.*, S 2966).

94. *Arch. Nat.*, S 3045, rég. cité, fol. 188. Les religieux se sont réservés 2 a 10 perches sur la coupe ordinaire.

2. Les ventes extraordinaires

De 1624 à 1776, le Buisson de Verrières a bénéficié d'une coupe extraordinaire tous les 70 ans.

En 1694, le baliveau est un produit rare et compte-tenu de la conjoncture, la coupe n'atteint que 10 livres l'arpent.

En 1761, J. Renard estimait l'ensemble 146 000 livres. Les religieux en obtiennent 232 500 livres. Un bénéfice de 60% Mais, la maîtrise avait délivré un nombre de baliveaux bien supérieur à celui qu'avait prévu l'arpenteur : 1330 prévus, mais 2 378 délivrés : + 78% De même, en 1762 : 2076 prévus, mais 2 550 délivrés : + 22% et en 1769 : 948 prévus, mais 2 642 délivrés : + 178% et 60% en 1763, 1764, 1768. Le tout au prix moyen de 6 livres pièce.

Au cours de cette première révolution de 15 ans, taillis et baliveaux ont atteint 252 livres l'arpent.

B. DE 1776 A 1785

En 1776, les religieux se sont réservé les baliveaux. Les coupes B à I : 493 arpents rapportent 116 000 livres soit 235 livres l'arpent. Le taillis a doublé et à 10 livres le baliveau, nous sommes loin du nombre envisagé par Prosper Cavelier.

De 1785 à 1789, les 294 arpents des ventes K à O rapportent 107 000 L soit 365 livres l'arpent, mais avec des variantes. La vente M s'enlève à 237 livres l'arpent contre 517 livres l'arpent pour L[95].

Au total les 14 ventes ont rapporté 233 000 livres soit 276 livres l'arpent, moins qu'à Bagneaux[96], à peine plus que le seul taillis de Saint-Germain-Laval[97], quant à Cordoux[98] !

---

95. *Arch. Nat.*, S 3045, reg. cité, fol. 188.

96. *Arch. Nat*, Z[1e] 283 – 388 livres l'arpent.

97. *Arch. Nat*, S 2878 : ce taillis a été aménagé à 25 ans en 1725. Les réserves sont estimées 700 livres l'arpent et le taillis 250 livres l'arpent.

98. *Arch. Nat.*, S 2891. Cordoux : taillis plus baliveaux : 815 livres l'arpent.

VI. – CONCLUSION

A la veille de la Révolution la hausse du revenu forestier est incontestable. Elle résulte plus d'artifices de gestion et de la flambée des prix que d'une remise en valeur. La splendeur des plans d'arpentage, la richesse du réseau routier dissimulent sous leur ordonnancement rigoureux le foisonnement anarchique du gibier, le laxisme et les blessures de l'exploitation, les exactions des délinquants, la dégradation des sols les plus médiocres et la régression des essences de valeur.

Les plus-values indéniables de Saint-Germain-Laval et de Cordoux, le semi-échec de Verrières où la surexploitation a continué son œuvre illustrant la complexité des problèmes à résoudre et les imperfections de cet outil que Colbert avait voulu parfait. Epris d'ordre et de rigueur, il avait prétendu plier la forêt et les hommes à sa volonté centralisatrice. Par intérêt, il doubla les réserves coutumières. Par intérêt, Messieurs de Saint-Germain-des-Près n'eurent qu'une préoccupation : leur rente annuelle. Acculée par la hausse de la consommation, la maîtrise s'était enfin rendu compte que le régime mixte du taillis sous futaie à courte révolution était contre nature et conduisait à la ruine des forêts et de leurs propriétaires.

Josiane POCHON

Rage et loups au XVIIème siècle

Angoisse et insécurité dans les campagnes au sud de Paris

Le loup affamé qui croque les enfants et mord à belles dents hommes et animaux pour transmettre la rage, serait-ce là simple exagération littéraire destinée à faire frémir de jeunes imaginations ? Que non ! Alors qu'il n'apparaît plus guère aujourd'hui en dehors de notre patrimoine culturel, Ysengrin n'a pas déserté le centre du Bassin parisien longtemps après les temps tragiques où ses compères entrèrent dans Paris[1]. Au sud de la capitale, quand Louis XVI bâtissait Versailles, le petit Chaperon Rouge n'avait pas à aller très loin pour risquer une mauvaise rencontre. "Ennemi commun"[2] des hommes et du bétail, le loup n'était pas seulement un personnage de conte ou de fable : il constituait le dernier grand prédateur des campagnes, redoutable surtout en bordure des forêts[3].

Quelle place tenait encore ici le loup dans l'environnement et dans les mentalités ? Et quels étaient alors les effets démographiques et psychologiques de la rage ? Telles sont les deux questions principales qui nous ont paru présenter quelque intérêt dans un

---

1. En 1423 et en 1438. Les méfaits des loups en région parisienne à la fin de la guerre de Cent Ans sont connus depuis longtemps grâce au *Journal d'un Bourgeois de Paris, 1405–1449,* (1re éd. Alexandre TUETEY, Paris, 1881, rééd. Colette BEAUNE, Paris, Le livre de poche, 1990). Lors de l'hiver 1438–1439, la bande du redoutable Courtaud n'hésita pas à déterrer les cadavres pour les dévorer, cf. Jacques BERLIOZ, "Le jour où les loups sont entrés à Paris", *L'histoire,* 1990, n° 133, p. 80–81.

2. Jean de LA FONTAINE, *Fables,* "Le loup et les bergers", vers 7.

3. Claude-Catherine et Gilles RAGACHE, *Les loups en France. Légendes et réalité,* Paris, Aubier, coll. "Floréal", 1981, 256 p.

monde rural si proche de la grand'ville et si éloigné, en apparence du moins, des régions isolées et rudes où l'importance des loups n'est plus à démontrer[4].

I. - LA PLACE DU LOUP

Le grand siècle du loup

En Ile–de–France où la grande propriété seigneuriale maintenait une surface boisée importante, son élimination fut encouragée par la monarchie jusqu'au début du XVIII[ème] siècle. Des primes étaient accordées par animal tué et, en cas de recrudescence, le grand louvetier de France et ses officiers organisaient des battues. Mais le monopole de chasse accordé aux seuls seigneurs haut justiciers et l'interdiction, au moins en principe, des armes à feu chez les simples paysans empêchèrent, jusqu'en 1789, toute destruction systématique[5]. Certes, au milieu du XV[ème] siècle, l'espèce avait subi des pertes sévères. Au cours des six premiers mois de l'année 1461, pas moins de 227 animaux avaient été abattus à l'intérieur de la seule prévôté de Paris : 157 loups, 1 louve enragée, 64 louveteaux et 5 louvettes. Dans le nombre, on comptait 18 bêtes

4. L'article qui suit ne constitue qu'une esquisse. Il invite à une enquête plus approfondie sur la mesure du phénomène – géographique, chronologique et statistique – et sur les comportements culturels auxquels il donnait lieu. A partir de dépouillements démographiques plus étendus, il faudrait recourir à la série B des archives départementales (fonds des maîtrises des Eaux et Forêts mais aussi liasses des juridictions seigneuriales des communautés riveraines où l'on peut espérer trouver un certain nombre d'informations sur les ravages des bêtes "farouches" et quelques rapports d'experts) et mettre à contribution les écrits laissés par les mémorialistes. Les directions de recherches sont fort larges, cf. Alain MOLINIER et Nicole MOLINIER–MEYER, "Environnement et histoire : les loups et l'homme en France", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XXVIII, avril–juin 1981, p. 225–245. Ce travail, qui situe la question dans un cadre écologique général, dresse le bilan de l'extermination des loups depuis la fin du XVIII[ème] siècle tout en ouvrant de larges perspectives d'enquêtes pour les siècles antérieurs.

5. Robert DELORT, "La guerre du loup", *L'histoire*, 1983, n° 53, p. 6–17.

pour la région de Montlhéry, venues de la forêt de Séquigny[6] ou de celle de l'Yveline et 19 entre Corbeil, Créteil et Villeneuve-Saint-Georges – dont 4 pour la seule paroisse de Draveil – qui rayonnaient sans doute à partir de la forêt de Sénart[7].

Longtemps contenu, le danger n'était pas écarté pour autant. Les troubles de la fin du XVI^ème siècle et le refroidissement climatique qui s'amorca pour deux cents ans favorisèrent l'arrivée de bandes venues du nord-est du royaume, et sans doute de plus loin. La rareté du gibier lors des hivers rigoureux qui se multiplièrent alors conduisit-elle quelques hordes d'Europe centrale et septentrionale à gagner des forêts plus tempérées ? Au cours du second tiers du XVII^ème siècle, prenant le relais des guerres de Religion, la guerre de Trente Ans désorganise la vie des campagnes, en Lorraine et en Champagne en particulier. Depuis les grandes forêts ardennaises, véritable réservoir de l'espèce, les loups empruntent alors la dépression forestière de la Woëvre ou traversent le massif de l'Argonne pour gagner sans trop d'encombres la Champagne. De là, à la faveur des rivières gelées, ils atteignent l'Ile-de-France.

Occupés à se combattre et à faire face aux difficultés économiques, les hommes ont négligé de chasser leurs concurrents. Ils leur ont même fourni, sur les champs de bataille, des proies faciles et des charognes fort attractives. A cet égard, les épreuves terribles qu'infligea la Fronde des Princes aux campagnes parisiennes encouragèrent les incursions des loups[8]. Autour de Crosne et de Villeneuve-Saint-Georges où l'armée du duc de Lorraine

---

6. Jusqu'à son lotissement au début du XX^ème siècle, la forêt de Séquigny couvrait plus de 600 ha sur Sainte-Geneviève-des-Bois, Villemoisson et Morsang-sur-Orge (Jean BASTIÉ, *La croissance de la banlieue parisienne*, Paris, PUF, 1964, p. 46 et p. 208-210). Son importance apparaît clairement sur la carte des chasses du roi (1773).

7. André LAPEYRE, "La destruction des loups dans la vicomté de Paris d'après un compte du Trésor", *Bulletin de la Société des Antiquaires de France*, 1966, p. 123.

8. Jean JACQUART, "La Fronde des princes dans la région parisienne et ses conséquences matérielles", *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, t. VII, octobre-décembre 1960, p. 289-290 [repris dans *Paris et l'Ile-de-France au temps des paysans (XVI^ème-XVII^ème siècles)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1990] ; *La crise rurale en Ile-de-France, 1550-1670*, Paris, A. Colin, 1974, p. 674.

avait tout mis à feu et à sang, la tâche la plus urgente, à la fin de l'année 1652, était d'"enlever le foyer d'infection qui augmente la maladie, en enterrant les cadavres d'hommes, de chevaux morts et de bestiaux..." Dans les environs d'Étampes, dévastés par les troupes de Condé et de Turenne, les morts jonchaient le sol et les bêtes farouches erraient à la recherche des cadavres : "La misère est telle qu'elle ne se peut exprimer et la mortalité si grande que les cimetières sont trop petits pour recevoir les corps, *les loups commencent à y chercher leur pasture et se sont déjà si affamez du sang de l'homme qu'une beste court par les villages voisins et a dévoré trois femmes*[9]." La désorganisation générale du plat pays fit le jeu des loups qui s'activèrent encore quelques années. A Vayres-sur-Essonne, le 2 décembre 1654, le curé inhumait une femme "*dévorée par la bête qui, depuis trois ans en çà, dévore les chrétiens, qu'on estime être des loups acharnés depuis ledit temps au sang humain*[10]". En dehors des conditions climatiques propres au "petit âge glaciaire", les loups trouvaient dans les folies des hommes un environnement favorable. Dans la longue lutte entre les deux prédateurs les loups eurent donc la partie belle.

De fait, le XVII[ème] siècle est borné par deux des plus grandes vagues d'invasion de loups que l'on connaisse : celle des années 1590 au cours desquelles des bandes reviennent en force autour de Paris[11] ; celle des années 1690 où l'on assiste à une recrudescence des attaques des mangeurs d'hommes dans l'ensemble du

---

9. *Recueil des relations concernant ce qui s'est fait pour l'assistance des pauvres, entre autres de Paris et des environs et des Provinces de Picardie et de Champagne pendant les années 1650, 1651, 1652, 1653 et 1654*, Paris, 1655, relation du mois d'août 1652. De larges extraits, qui concernent les campagnes du sud de Paris, sont donnés dans le livre, toujours utile, d'Alphonse FEILLET, *La misère au temps de la Fronde et de saint Vincent de Paul ou un chapitre de l'histoire du paupérisme en France*, Paris, 1862, VIII-532 p.

10. Abbé Pierre-Michel PAGÈS, *Essai d'histoire de saint Vincent de Paul dans le diocèse de Versailles*, t. I, arrondissement d'Étampes, Versailles, 1909, p. 16. L'auteur fait mention d'autres décès imputables aux loups à Videlles en 1655.

11. Dans la nuit du 11 au 12 août 1595, au lendemain des années terribles qui marquèrent la Ligue, un loup aurait pénétré encore dans la capitale pour croquer un enfant : "Le samedi 12[e], un loup, aiant passé l'eau mangea à Paris un enfant à la Grève : chose prodigieuse et de mauvais présage" (Pierre DE L'ESTOILE, *Mémoires-Journaux*, éd. G. BRUNET et *alii*, Paris, 1875-1896, t. VII, p. 34.).

Royaume[12]. Dans le tableau de misère qu'offrent les campagnes parisiennes du Grand Siècle, les ravages des loups vinrent rappeler, une dernière fois, l'insécurité médiévale[13].

"Plaisir" ou tragédie ?

Quand les Bourbons organisent l'Ile-de-France en véritable chasse gardée, à partir de Louis XIV[14], le loup offre un gibier de choix. Car la chasse au loup, fort difficile en raison de la méfiance et de l'endurance de l'animal, jouit d'un grand prestige parmi les nobles adonnés à la vénerie. Le Grand Dauphin, qui lui avait consacré un nouvel équipage réuni à celui du Roi – sous les ordres du marquis d'Heudicourt, grand louvetier de France –, excelle dans cet art. Mais la bête lui échappe quelquefois[15]. Monseigneur "courre" le loup dans tous les massifs proches de Versailles jusqu'à les en dépeupler l'un après l'autre[16]. En mai et juin 1686, le voici à Sénart où il en prend cinq. De retour en 1691 et 1692, il en abat encore neuf. Il faut attendre le 21 juin 1704 pour qu'il en revienne bredouille, ce qui ne l'empêche pas de traquer encore la bête

---

12. Alain MOLINIER et Nicole MOLINIER-MEYER, *art. cit.*

13. Marcel LACHIVER, *Les années de misère. La famine au temps du Grand Roi,* Paris, Fayard, 1991, p. 55-61.

14. Il faut attendre 1669 pour que la réglementation des capitaineries de chasse vienne souligner la présence permanente de la Cour. Sur la question de l'organisation des "plaisirs du roi" au sud de la capitale, le guide le plus informé reste Yves GAULTIER, "La capitainerie des chasses de la Varenne du Louvre. Grande vénerie de France", *Études d'histoire du droit parisien,* Paris, PUF, 1970, coll. "Travaux et recherches de la faculté de droit et des sciences économiques de Paris, série "sciences historiques", n° 16, p. 13-158.

15. En janvier 1682, Monseigneur s'essouffle en vain à poursuivre un loup qu'il avait blessé sur les hauteurs de l'Hautil jusqu'à Gisors après une course d'une dizaine de lieues *(Mémoires du marquis de Sourches sur le règne de Louis XIV,* éd. Paris, 1882-1893, t. I, p. 71).

16. *Mémoires de Saint-Simon,* éd. Arthur MICHEL de BOISLISLE, t. XXI, Paris, 1909, p. 50-51. La note 1, p. 51 donne de nombreuses références.

17. *Journal du marquis de Dangeau,* 1re éd. Paris, 1854-1860, 9 vol., cité par Robert de COURCEL, "La forêt de Sénart. Étude historique", *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France,* t. L, 1930, p. 225. Cf. aussi baron de JANTI, "Monseigneur le Grand Dauphin, chasseur de loups, *Plaisir de la Chasse,* 1953, p. 26-27. Monseigneur courre encore le loup dans les bois de Trappes en juillet 1709 *(Mémoires du marquis de Sourches...,* t. XII, p. 15).

féroce en 1708[17]. Éliminés de Sénart, les loups se maintiendront encore en forêt de Dourdan où des battues sont organisées tout au long du XVIIIème siècle[18].

Réfugiés dans les forêts du Hurepoix – de l'Yveline à Sénart – les loups constituaient d'abord un danger pour les hommes des bois, bûcherons et charbonniers. Mais ils en sortaient à la faveur des hivers rigoureux ou attirés par le bétail venu en dépaissance aux lisières forestières, en vertu du droit d'usage des communautés riveraines. Alors gare aux "bêtes à laine", et même aux "bêtes aumailles" – vaches et veaux – à portée de crocs, si elles n'étaient pas dans un parc bien fermé. Gare aussi au petit berger s'il n'avait pas avec lui un rude "mâtin" pour repousser l'agresseur ! Dans ces openfields envahis l'été par de grands troupeaux de moutons, le danger n'était pas mince car les ovins offraient les deux tiers des proies que convoitaient les loups adultes. Les animaux les plus jeunes ou les plus isolés étaient les premiers menacés. Dans ce domaine, les campagnes du Bassin parisien ne connaissaient pas la sécurité de celles de l'Angleterre[19].

Contractaient–ils la rage que les loups devenaient encore plus dangereux. Dans ce cas le nombre des victimes faisait plus que tripler et la bête féroce n'hésitait pas à s'en prendre aux jeunes gardiens[20]. Une quarantaine de kilos de muscles s'abattaient alors sur les êtres humains les plus chétifs. Enfants, femmes, vieillards furent bel et bien dévorés, surtout les premiers. Si statistiquement ces drames comptaient assez peu, ils marquaient durablement la mémoire collective : la menace du loup était un argument d'autorité parentale qui conservait alors toute son efficacité. Contracter la rage, à la suite d'une simple morsure, présentait toutefois un risque plus sérieux. Condamnées à une mort lente, les victimes succombaient après de longues semaines d'atroces souffrances.

---

18. Lyliane JOUHAUD, "La destruction des loups à Dourdan au XVIIIème siècle", *Bulletin des Amis du Château de Dourdan et de son Musée*, 1987, n° 5, p. 28–29.

19. C'est ce qui provoquait les regrets de Colbert en 1670 : "Les moutons d'Angleterre couchent à l'air dans les prairies à cause qu'il n'y a pas de loups, et [...] nous ne pouvons pas faire la même chose", Lettre à Colbert de Croissy, ambassadeur à Londres, 14 septembre 1670 *(Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, éd. Pierre CLÉMENT, t. IV, Paris, 1867, p. 234).

20. Les premières statistiques disponibles à l'échelon national sont de l'an V, cf. Alain MOLINIER et Nicole MOLINIER-MEYER, *art. cit.*, p. 227.

II. – LES EFFETS DÉMOGRAPHIQUES ET PSYCHOLOGIQUES

Avant 1630 voire 1620, l'état civil ancien de notre région conserve assez peu de séries mortuaires, en dehors de quelques épaves – Montlhéry, Étiolles, Saint-Pierre de Brétigny – et d'une seule exception notable, Athis-sur-Orge qui a donné lieu à une reconstitution des familles entre 1560 et 1670[21]. En règle générale, le second tiers du XVII^ème siècle offre la période la plus ancienne où il soit possible d'analyser la mortalité, dans les limites de précision inhérentes à l'enregistrement des actes. Pour une cinquantaine de paroisses qui ont donné lieu à un dépouillement démographique, seuls dix cas de rage ont été découverts[22].

Reprenons d'abord le dossier[23].

Dix cas de rage

– le 24 mars 1622, le curé de Champlan enterre l'un de ses paroissiens "lequel avoyt este mordu dune *louve enragée*" ;

---

21. Jean-Marc MORICEAU, "La population du sud de Paris aux XVI^ème et XVII^ème siècles. 1560-1670", *Mémoires et documents de la Société historique et archéologique de Corbeil, de l'Essonne et du Hurepoix*, t. XII, 1979, p. 5-50.

22. L'examen a porté sur les séries mortuaires de 42 communes actuelles, 31 comprises dans le département de l'Essonne et 11 dans celui du Val-de Marne. Dans l'*Essonne :* Athis-Mons, Brétigny-sur-Orge (2 paroisses), Champlan, Chevannes, Chilly-Mazarin, Corbeil-Essonnes (4 paroisses), Crosne, Draveil, Épinay-sur-Orge, Étiolles, La Ville-du-Bois, Leuville, Linas, Longpont-sur-Orge, Longjumeau, Montlhéry (2 paroisses), Morangis, Morsang-sur-Orge, Ris-Orangis, Saint-Jean-de-Beauregard, Saint-Michel-sur-Orge, Saulx-les-Chartreux, Savigny-sur-Orge, Soisy-sur-Seine, Villebon-sur-Yvette, Villejust, Viry-Châtillon, Wissous et Yerres. En *Val-de-Marne :* Ablon-sur-Seine (dépendance de la paroisse d'Athis-sur-Orge jusqu'en 1692), Choisy-le-Roi, Chevilly-Larue, Fresnes, L'Haÿ-les-Roses, Montrouge, Orly, Thiais, Villeneuve-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges, Vitry-sur-Seine (2 paroisses).

23. Tous les actes qui suivent proviennent des archives communales, série état civil à l'exception de Saint-Jean-de-Beauregard (Archives départementales de l'Essonne, 4 E 2580). Ce type de relevés constitue un repérage indispensable que fournissent très souvent les érudits locaux. En Eure-et-Loir, pour prendre un département voisin, cf. Paulette COUTURIER, "Les loups et leurs victimes en Eure-et-Loir d'après les registres paroissiaux", *Bulletin de la Société Archéologique d'Eure-et-Loir*, 1982, n° 194, p. 256-269.

– le 17 mai 1632, est inhumé dans l'église de Viry le corps d'une petite fille "pour avoir est mordue d'un *loup enragé*" ;

– le 7 avril 1641 trépasse à La Ville du Bois un jeune garçon mort de la *rage ;*

– le 9 novembre 1655, après deux mois d'horribles souffrances, Jacques Le Grand, attaqué à la main par un *loup à la gueule écumante* – "*cuius manum cum lupus invasisset ore rabido*", expire à Thiais, après avoir manifesté de multiples signes d'une piété véritable – "*signis verae pietatis demonstratis non paucis*" ;

– le 27 août 1667, on enterre Claude Jussiaume, bûcheron de Morsang-sur-Orge, "mordu d'un *loup enragé*" ;

– le 11 mars 1669, un bûcheron de Mainville, hameau à la lisière de la forêt de Sénart, est abattu au cours d'une crise de folie furieuse, un mois après avoir été "mordu par un *loup enragé* qui se jetta sur la vacherie de Draveil" (cf. document en annexe) ;

– le 12 avril 1669, toujours dans la paroisse de Draveil, survient le décès du vacher de Nicolas Aubouin, fermier-receveur de la seigneurie, "lequel estoit mort des accidents arrivés ensuite de la morsure d'un *loup enragé*" ;

– le 26 avril 1669 trépasse à Mainville un second bûcheron "des mesmes accidens survenus ensuite d'une morsure par le mesme *loup enragé*" ;

– le 29 avril 1669, le vacher communal de Draveil est le dernier de la série à succomber "de la suite et des accidents de la morsure qu'il avait eue au visage d'un *loup enragé* outre les précédents" ;

– le 4 février 1692 expire à Orly Angélique Michaut, petite fille de quinze ans, à la suite de "*maladie de rage* au bout de quarante jours qu'elle fut mordue a la messe de minuit à Villejuifve ou elle estoit en couture" ;

– le 1er février 1693, survient l'épisode le plus dramatique pour une fillette de Saint-Jean-de-Beauregard qui avait été envoyée seule pour garder les vaches près des bois de Marcoussis. L'acte vaut d'être cité intégralement : "Ce jourduy troisième jour du mois de febvrier mil six cent quatre vingt treize a esté inhumé dans le cimetière de cette paroisse une partie de la teste de Marie Mignet qui a esté trouvée dans les bois de Marcoussis où elle a este

dévorée par les loups en gardant les vaches le premier jour dudit mois, agée de unze ans ou environ, fille légitime de Jean Mignet et de defuncte Claude Laurens[24]."

Des ponctions limitées ?

Le tableau, on le voit, est fort loin d'un simple exercice littéraire. On accordera volontiers qu'il y a d'autres régions, dans l'est ou le centre du royaume qui furent davantage frappées. Non loin du Hurepoix, dans les années 1690, les campagnes beauceronnes subirent des attaques plus sérieuses causées par des meutes sorties de la forêt d'Orléans[25] et il en fut de même au-delà, comme pour les villages angevins proches de la forêt de Bourgueil[26]. Mais s'attendait-on à voir le loup si présent et la rage si dangereuse aux portes mêmes de la capitale, là où l'espace rural paraît le mieux

---

24. Acte auquel on peut comparer celui que rédige le curé d'Acy, près de Soissons, en 1758 : "A été inhumé dans le cimetière de cette église un cadavre féminin sans tête ni bras gauche, qui a été reconnu pour être celui de Marguerite Robinette, âgée d'environ huit ans, laquelle avait été dévorée par un loup" (d'après Claude-Catherine et Gilles RAGACHE, *op. cit.*, p. 63). On trouvera d'autres exemples comparables en Anjou, pour la paroisse de Janzé en 1695 et en 1697 ainsi qu'à Primarette, en Dauphiné (Marcel LACHIVER, *op. cit.*, p. 57).

25. Le 14 septembre 1691, l'intendant d'Orléans demande au Contrôleur général d'autoriser les paysans à porter des armes à feu, ce qui n'arrête pas les ravages des loups. Le 20 mars 1698, il sollicite l'envoi de la louveterie : "Les loups recommencent tout de nouveau d'attaquer les hommes et les femmes ; ils en ont mangé et estropié plusieurs depuis un mois." De son côté, l'intendant de Paris signalait en 1692 de nombreux dégâts commis par le gros gibier autour de Palaiseau et de Verrières-le-Buisson *(Correspondance des Contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces*, éd. par Arthur MICHEL de BOISLISLE, t. I, Paris, 1874, n° 986 p. 259 et n° 1705 p. 477).

26. Le paroxysme paraît atteint en 1693. Le 25 juin, l'intendant de Tours rapporte que depuis trois mois les loups "ont étranglé plus de soixante-dix personnes et en ont blessé considérablement au moins autant" *(ibidem*, n° 1202, p. 327). Les attaques les plus graves concernent les communautés rurales limitrophes de la forêt de Bourgueil (François LEBRUN, *Les hommes et la mort en Anjou aux XVII*ème *et XVIII*ème *siècles. Essai de démographie et de psychologie historique*, Paris-La Haye, Mouton, 1971, p. 290-291). Le cas de la petite Marie Mignet se situerait au début de la grande vague d'attaques des loups. Sur le plan national, on a pu estimer entre 2 et 3 000 les décès imputables aux loups entre 1690 et 1695 (Marcel LACHIVER, *op. cit.*, p. 56-57).

contrôlé par l'homme ? Certes, les effets quantitatifs du fléau y étaient sans commune mesure avec les éruptions de peste, redoutables encore entre 1623 et 1631. D'autres contagions comme le typhus semé par les bandes de Frondeurs en 1652 avaient eu des conséquences démographiques autrement importantes sans même évoquer la typhoïde de 1694. En quelques mois pouvaient disparaître ainsi 5, 10 voire 15% de la population d'un village[27].

Pour la rage, on ne saurait parler d'hécatombe. Même en tenant compte d'un important sous-enregistrement des décès et des lacunes des registres, une dizaine de cas sur les quelques milliers d'actes consultés, c'est assez peu. Et lors de l'attaque la plus grave, qui survient au cours de l'hiver 1669, seuls quatre habitants de Draveil - deux bûcherons et deux vachers - sont victimes d'un loup enragé sorti de la forêt de Sénart en février. C'est d'ailleurs à cette époque que non loin de là, la rage se répand dans la vacherie de Madame de La Guette à Mandres-les-Roses, transmise par un chien enragé[28]. Mais, de tous les animaux susceptibles de contracter la rage et la transmettre, le loup était le plus dangereux en raison de son agressivité et de la violence de ses morsures.

La Bête du Gâtinais

Sa place dans la sensibilité collective était donc bien plus grande que ses effets réels sur la mortalité. Au lendemain de la Fronde, entre Montereau et Pont-sur-Yonne, un grand loup cervier - sans doute y en avait-il plusieurs - "causait par tout le pays une si grande consternation, qu'on ne parlait que de la bête du Gâtinais comme d'une chose effroyable"[29]. Un siècle avant la Bête du Gévaudan, les campagnes du sud de l'Ile-de-France subissaient des attaques si répétées qu'elles déclenchaient une véritable psychose : "cette misérable bête y dévorait tant de gens [...] qu'elle en avait déjà fait mourir plus de six cents de compte

27. Sur l'importance des crises démographiques que connut le Hurepoix au XVII[ème] siècle, cf. Jean-Marc MORICEAU, "Les crises démographiques dans le sud de la région parisienne de 1560 à 1670", *Annales de Démographie Historique*, 1980, p. 105-123.

28. *Mémoires de Madame de La Guette écrits par elle-même*, 2[e] éd., Paris, Mercure de France, 1982, coll. "Le temps retrouvé", p. 161-164.

29. *Ibidem*, p. 145.

fait. Elle en voulait particulièrement aux femmes et aux filles, et leur mangeait les deux mamelles et le milieu du front, puis les laissait là[30]". Devant un danger aussi grave qu'imprévisible, l'angoisse était telle qu'elle favorisait bien des amplifications[31]. Il est sûr néanmoins qu'on était là dans une région infestée par les loups et particulièrement dangereuse : dans les décennies précédentes on en évaluait déjà les victimes, toujours d'après la rumeur, à "plus de trois cents personnes, de toute sorte d'âge et de sexe"[32].

Même pour des esprits aussi avertis que Madame de La Guette ou de nombreux curés ruraux du diocèse de Paris, on ne songeait guère à sous-estimer les risques. Quand un décès survenait parmi ses paroissiens, le desservant n'hésitait pas à en avertir la postérité par des commentaires inégalement longs dans ses registres. Alors les actes de sépultures, si concis à l'ordinaire, faisaient place à des récits qui soulignaient l'intensité dramatique de l'événement. Car ce dernier donnait lieu à la fois à une tragédie individuelle à la mesure du caractère spectaculaire et inexorable de la maladie et à une réaction collective où l'angoisse générale cherchait dans des rites protecteurs un apaisement salutaire.

Des remèdes impuissants

Les caractères de la maladie inspiraient une juste frayeur. Combien de victimes parvenaient-elles à guérir de la rage ? Tout au long de la période d'incubation de la maladie, qui atteignait souvent une quarantaine de jours, des traitements médicinaux étaient envisageables mais sans grand espoir de guérison avant les découvertes de Pasteur. On pouvait recourir à diverses potions à base de plantes curatives. En février 1669, l'un des bûcherons de Mainville mordu par un loup de la forêt de Sénart va jusqu'au

30. *Ibidem.*

31. A moins que ces comptes fantastiques ne se bornent à évaluer le nombre de personnes attaquées. Au milieu du siècle suivant, les loups ravageront toujours le Gâtinais, cf. Didier RATOUIS, "L'incursion des loups dans les environs de Puiseaux en 1743", *Bulletin de la Société d'Émulation de l'arrondissement de Montargis,* 1982, n° 55, p. 10-12.

32. Robert de SALNOVE, *La vénerie royale divisée en IV parties qui concernent les chasses du cerf, du sanglier, du loup et du renard...,* Paris, 1655, p. 236.

Mesnil-Saint-Denis consulter un maréchal-ferrant dont la réputation de guérisseur devait être régionale, pour prendre un "breuvage" spécifique. Dans les années 1870 encore, les décoctions offriront un type de remède – ô combien hypothétique ! – à l'"épouvantable maladie" qui, en fait, était considérée toujours comme incurable[33].

Une fois la rage déclarée, le cycle infernal se manifestait inexorablement, au vu et au su de toute la communauté : douleurs extrêmement vives, crises de convulsions alternant avec de longues phases dépressives, nausées, hydrophobie accompagnée d'une agressivité grandissante, délire, colère furieuse, paralysie et asphyxie[34]. Traumatisante et dangereuse pour l'entourage, la maladie entraînait parfois le ligotage du patient. Elle appelait même l'euthanasie, si on peut désigner par ce terme l'étouffement ou l'exécution de la victime dont on abrégeait ainsi les souffrances dans les colères les plus furieuses. Quand notre pauvre bûcheron de la forêt de Sénart est abattu d'un coup de fusil le 11 mars 1669, doit-on considérer qu'il ne s'agissait que d'un accident regrettable ? En dehors de ce cas extrême, au demeurant non isolé[35], l'issue fatale ne faisait aucun doute. Dans les dix cas observés ici, les victimes de la rage avaient succombé après un ou deux mois de terribles souffrances.

Un recours classique : le pèlerinage

Les malheureux ne demeuraient pas inertes pour autant. Faute de trouver dans la médecine des hommes le traitement souhaité, c'est au Ciel qu'ils réclamaient leur salut. On a vu la piété qui avait marqué les dernières semaines de la vie du paroissien de Thiais, atteint de la rage en 1655. Notre homme avait fait le

---

33. Pierre LAROUSSE, *Grand dictionnaire universel du XIX*ème *siècle*, t. XIII, 1875, article "Rage" ; Daniel BERNARD, "La peur du loup. L'affaire des bêtes enragées de l'Indre (1878)", *L'histoire*, 1979, n° 18, p. 108-116 ; Claude-Catherine et Gilles RAGACHE, *op. cit.*, p. 50-60.

34. André GAMET, *La rage*, Paris, PUF, coll. "Que sais-je ?", n° 1520.

35. Que l'on songe à ce valet de ferme de 24 ans, abattu par son maître en Beaujolais, le jour de Pâques de l'an 1700 : "Ce jour d'huy il est mort du coup de fusil qui luy a esté donné comme enragé par Jean Fernis, son maître" (état civil de Limas, au sud de Villefranche-sur-Saône, rapporté par Marcel LACHIVER, *op. cit.*, p. 60).

pèlerinage de Notre-Dame de Liesse, sanctuaire marial fort renommé au nord-est de Laon[36]. En 1693, la petite Angélique Michaut se rend en pèlerinage de l'autre côté de la capitale, sur la tombe de saint Denis. Dans la nef de la basilique, on admettait alors jusqu'au bétail pour invoquer le premier évêque de Paris dont la protection contre la rage passait pour efficace[37]. Une plaquette donnait alors le contenu de l'invocation[38].

Mais aucune de ces intercessions n'était jugée aussi sûre que celle de saint Hubert qui représentait le plus populaire des saints antirabiques. Son culte s'étendait à l'Ile-de-France, dans le diocèse de Meaux en particulier où se trouvaient cinq centres importants de pèlerinage[39]. A Beauvoir, au nord de Mormant, Anne d'Anglure avait rapporté, à la fin du XVIème siècle, un os de l'un des bras du saint. Tout au long du XVIIème siècle, la relique y fut l'objet d'une grande vénération. On y "venait de toutes parts quand on était mordu de quelque bête enragée", à telle enseigne qu'en 1676 on procéda à une translation solennelle dans une nouvelle châsse[40].

---

36. On y trouvait une statue de vierge noire rapportée de Terre sainte. Les pèlerinages y affluaient et la dévotion à Notre-Dame de Liesse, attestée par de très nombreux *ex voto* était très fervente au XVIIème siècle : Louis XIII et Anne d'Autriche s'y rendirent plusieurs fois avant la naissance de Louis XIV (P. Nicolas LE LONG, *Histoire ecclésiastique et civile du diocèse de Laon...*, Châlons, 1783, p. 216-218.)

37. Jean-Baptiste THIERS, *Traité des superstitions selon l'écriture sainte, les décrets des conciles et les sentiments des saints pères et des théologiens...*, Paris, 2e éd., 1697-1704, t. II, p. 499.

38. Louis DU BROC DE SÉGANGE, *Les saints patrons des corporations et protecteurs spécialement invoqués dans les maladies et dans les circonstances critiques de la vie*, Paris, 1887, t. II, p. 332 [d'après Jeanne FERTÉ, *La vie religieuse dans les campagnes parisiennes (1622-1695)*, Paris, Vrin, 1962, p. 342].

39. Beauvoir, Chaintreaux, Les Marets, Sablonnières et Sourdun, cf. Roger LECOTTÉ, "Le culte de saint Hubert en Ile-de-France, *Plaisir de la chasse*, 1952 ; ID., *Recherches sur les cultes populaires dans l'actuel diocèse de Meaux*, Mémoires de la Fédération Folklorique de l'Ile-de-France, n° 4, 1953, p. 360.

40. André BARRAULT, "Le culte de saint Hubert à Beauvoir", *Bulletin de la Société d'histoire et d'art du diocèse de Meaux*, 1954, n° 5, p. 202-206.

On sait que l'évêque de Liège, dont les restes avaient été transférés en 825 au monastère d'Andage, dans les Ardennes, disposait dans ce domaine du principal pouvoir thaumaturgique[41]. De toutes les provinces affluaient les enragés venus se faire "tailler" pour arrêter la progression du fléau[42]. Nicolas Certainvilliers, qui habitait Champlan, et était membre de la confrérie de Saint–Lubin, n'avait pas hésité à s'y rendre en 1623. Jacques Le Grand, de Thiais, entreprit le même voyage en 1655 et c'est au retour qu'il s'arrêta pour vénérer Notre–Dame de Liesse.

Un thaumaturge populaire : le chevalier de Saint–Hubert

Sans aller si loin, les personnes infectées de la rage pouvaient aller rendre visite à l'un des "chevaliers de Saint–Hubert", qui tous se prétendaient issus de la race du saint[43]. A ces personnages, l'Eglise reconnaissait au XVII[ème] siècle le pouvoir de guérir "toutes les personnes mordues de loups ou chiens enragés, et autres bestiaux atteints de la rage en touchant au chef sans aucune

41. D'après une légende apparue au XI[ème] siècle, saint Hubert avait guéri un malheureux atteint de la rage, survenu dans son église l'écume à la bouche. Dans son sanctuaire ardennais, le chapelain pratiquait une incision sur le front des victimes avant d'y introduire un filament de l'étole que la Vierge avait adressé à l'évêque lors de sa consécration. Une neuvaine durant, les patients devaient conserver un bandeau noir au front. Sur le corps des frénétiques, on appliquait aussi un fer chaud appelé "clef de Saint Hubert", cf. Jean–Baptiste THIERS, *Traité des superstitions. Croyances populaires et rationalité à l'Age classique*, éd. par Jean–Marie GOULEMOT, Paris, Le Sycomore, 1984, p. 174–175 ; Louis RÉAU, *Iconographie de l'Art Chrétien*, Paris, PUF, 1958, t. III, vol. 2, p. 658–663.

42. On conserve à Saint–Hubert les registres des personnes qui y furent taillées de 1653 à 1858 ainsi que les stylets et poinçons qui servaient à l'opération, cf. Albert LEYSBETH, "Saint Hubert. Une histoire. Des légendes", *Notre Histoire*, n° 24, juin 1986, p. 35–39 ; Jean DELUMEAU, *Rassurer et protéger. Le sentiment de sécurité dans l'Occident d'autrefois*, Paris, Fayard, 1989, p. 236–238. L'abbé Jean–Baptiste Thiers assista en mars 1687, à Champrond–en–Gâtine, à la mort de l'un de ses paroissiens mordu par un chien enragé, après avoir "fait le voyage de Saint–Hubert... [et] observé fort exactement tout ce qui est prescrit pour la neuvaine de saint Hubert" (Jean–Baptiste THIERS, *op. cit.*, p. 174).

43. Sur cette question, cf. P. Pierre LEBRUN, *Histoire critique des pratiques superstitieuses qui ont séduit les peuples et embarassé les sçavans...* 2[e] éd., Paris, 1732–1737, t. II, p. 102 repris par Jean DELUMEAU, *op. cit.*, p. 238.

application de remède ni médicament". Georges Hubert qui avait obtenu de Jean-François de Gondi en 1652 l'autorisation de toucher dans le ressort du diocèse de Paris, exerçait à Saint-Eustache, dans la chapelle Saint-Joseph[44]. Mais c'est au collège de Reims qu'en février 1669, dès le lendemain de la morsure, Pierre Le Bas vient le trouver "avec plusieurs autres blessés dudit Draveil". Ainsi fait Madame de La Guette, convaincue qu'étant "de la race de ce grand saint, il a la vertu d'empêcher la rage et [que] tous ceux qui sont touchés de lui se tiennent heureux"[45].

La psychose est parfois telle que toute une paroisse demande à se faire toucher. On le voit bien en 1693, année la plus dangereuse du siècle. Le curé d'Orly rapporte qu'un véritable cortège accompagna la petite Angélique Michaut pour recevoir la protection thaumaturgique. En trois jours, les 7, 8 et 9 janvier 1693, le chevalier de Saint-Hubert a "presque touché tout le monde de la paroisse et des environs jusques au nombre d'environ 15 cent".

Si les circonstances l'exigeaient, le chevalier se rendait sur les lieux. C'est ce qu'il fit à Mandres où il toucha "à l'issue de la grande messe [...] plus de mille personnes par précaution" et tout le bétail de Madame de La Guette, veaux, vaches, cochons... jusqu'à son chat favori[46] ! On dépasse ici la singularité des pauvres victimes pour rejoindre les mentalités collectives. On retrouve les élans de ferveur qui se manifestaient au moment des grandes contagions[47]. Pour calmer son angoisse, le peuple chrétien recherchait l'intercession de ses saints. Bien davantage que la mortalité, c'était la mobilité géographique qui s'accentuait en cas de rage, quand seul

---

44. En décembre 1649, il avait obtenu de Louis XIV des lettres patentes pour toucher les personnes et les animaux atteints de la rage.

45. Notre mémorialiste rapporte à cette occasion que le roi et la cour ont donné l'exemple *(Mémoires de Madame de La Guette...*, p. 164).

46. Les beaux yeux de la fille de son hôtesse y furent-ils pour quelque chose ? Sans fortune suffisante, notre chevalier ne put obtenir la main de la belle. Toujours est-il que dans le village la guérison d'une troisième vache contaminée fut interprétée comme le signe indiscutable de son pouvoir thaumaturgique *(ibidem*, p. 164-165).

47. Jeanne FERTÉ, *op. cit.*, p. 343-368. Parmi les dévotions pratiquées pour la guérison des maladies que rappelle l'auteur, il y a donc lieu d'ajouter le culte rendu à saint Hubert qui, il est vrai, franchissait souvent le cadre du diocèse.

ou en groupe, dans l'espoir d'une guérison ou d'une prévention, on prenait la route pour gagner les multiples rendez–vous du surnaturel. Quant aux pauvres enragés, jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, le culte de saint Hubert leur offrira – à défaut de miracles – le seul réconfort possible.

Jean–Marc MORICEAU

ANNEXE

Un cas de rage à Draveil en 1669

Source : *Archives communales de Draveil, état civil, 2^{e} registre (1655–1670), sépultures de l'année 1669.*

Mars 1669

L'onzième jour de mars mil six cens soixante neuf, Pierre Le Bas bucheron demeurant à Mainville est décédé, par l'accident de la rage, ayant este mordu par un loup enragé qui se jetta sur la vacherie de Draveil il y a environ un mois, ledit Lebas fut mordu en deux endroits de la [lèvre][48] ; le lendemain il fut touché par le chevalier de Saint–Hubert qui demeure au collège de Reims à Paris avec plusieurs autres blessés dudit Draveil ; et quelque temps après ledit Lebas se transporta au Mesnil–Saint–Denys par delà Chevreuse, ou il prit un breuvage qui lui fut donné a ce que l'on a sceu par un maréchal dudit village.

48. Les quelques lacunes qui apparaissent dans la transcription sont imputables à l'humidité qui a effacé par endroits l'encre du registre.

Peu de jours après, sçavoir la samedi d'après les Cendres, ledit Lebas fut attaqué de maladie et se mit au lit. Le 1^er dimanche de Caresme il fut confessé par un des vicaires de l'église de Draveil, et le mesme jour la nuit il receut l'extreme-onction ; et le lendemain lundy onzième mars ledit Lebas fut visité par moy curé de Draveil, accompagné de Maître Nicolas Aubouyn receveur des Mesdames de Poissy à Draveil[49], sur les six heures du matin, et ayant reconneu sur son visage quelques signes d'un mal dangereux, luy aurait fait faire quelques actes de foy d'amour de Dieu ou de contrition et ensuite auroit exhorté les voisins d'avoir soin de luy et de le lier s'il estoit necessaire.

Environ trois à quatre heures après ma sortie de la maison dudit Lebas, il se seroit levé tout en fureur de son lit au temps que le sieur Guerard, procureur fiscal de Madame de Caumartin[50] à Mainville, s'en alloit dans la maison pour le faire lier, et ledit Lebas aurait enfoncé [...] mis à courir dans ... l'esfroy dans tout le [...] voyant ledit sieur Guerard [...] habitants dans la court du logis dudit sieur Guerard et ledit Lebas tout en fureur se seroit saisy de quelque levier et se seroit mis en devoir d'enfoncer la porte dudit Sieur Guerard. Ce qui auroit obligé quelqu'un qui estoit dans la court de tirer un coup de fusil sur ledit Lebas, duquel il auroit esté frappé et seroit mort sur le champ, à la veue et au sceu de tous ceux de Mainville qui lors estoient dans ledit lieu.

Après quoy ledit Guerard seroit venu dans mon presbitère me donner avis dudit accident arrivé audit Lebas, et auroit fait apporter le corps du deffunt enveloppé dans un drap que nous et mes deux vicaires accompagnez de plusieurs de nos parroissiens aurions veu. Et après nous estre informés de la vérité dudit accident duquel nous avions mes vicaires et moy esté témoins oculaires dans ses commencements, nous aurions exhorté nos parroissiens de garder ledit corps quelque temps. Et nous ayant reffusé de le faire, à cause du péril où pouvoit mestre ladite garde,

---

49. Le monastère des religieuses de Saint-Louis de Poissy était seigneur de Draveil.

50. Catherine-Madeleine de Verthamon, seconde épouse de Louis-François Le Fèvre, seigneur de Caumartin (1624-1687), intendant de Champagne en 1667. Le domaine de Mainville, dont la justice relevait de Corbeil, appartenait alors aux Le Fèvre de Caumartin qui avaient hérité aussi des Miron la seigneurie voisine de l'Ermitage.

nous aurions à l'instant fait faire une fosse dans un coin de notre cimetière, profonde de cinq à six pieds. Et nous aurions fait l'inhumation dudit corps dudit Lebas et aurions fait combler la fosse et icelle fait charger de pierres. Après quoy nous aurions pris le témoignage de nos parroissiens présens a l'enterrement de ce que dessus, et aurions fait chanter vespres des morts à l'intention et pour le repos de l'âme dudit deffunt Lebas, après avoir averty que demain 12 du présent mois nous célébrerions la messe à la mesme intention. En témoignage de la vérité de ce que dessus nous avons dressé le présent acte et signé avec messieurs mes vicaires et mes parroissiens présents".

(Suivent les signatures du curé et des témoins.)

Une épidémie à Champmotteux en 1778

Le docteur en médecine Claude–François Boncerf, originaire de Franche–Comté, a commencé à exercer à Etampes en 1755. Comme la plupart de ses confrères de l'époque, il réside à la ville – il est médecin de l'Hôtel–Dieu – mais il n'est pas moins attentif à ce qui se passe dans les campagnes environnantes, puisque dans les villages n'exercent la plupart du temps que des chirurgiens à compétence limitée. C'est ainsi qu'il est amené à intervenir en 1778 à Champmotteux pour enrayer une épidémie qui, depuis l'année précédente, afflige la population de cette paroisse.

Boncerf est alors un homme connu et respecté dans la région. Ses liens avec le milieu médical parisien et la qualité de ses interventions l'ont fait nommer médecin–correspondant de la Société Royale de Médecine fondée deux ans plus tôt par le premier médecin du Roi, François de Lassonne et dirigée par le secrétaire général Vicq d'Azyr. Cette nomination est donc une consécration pour notre médecin.

C'est précisément à la Société Royale que Boncerf, une fois l'épidémie jugulée, envoie son rapport. Ce texte est aujourd'hui conservé dans les archives de l'Académie nationale de médecine, à Paris (carton 192, dossier 3, rapport n° 3)[1].

---

1. Boncerf a laissé une *Topographie de l'Hôtel–Dieu d'Etampes* conservée également dans les archives de l'Académie nationale de Médecine et citée par Jean–Philippe CROCY dans son étude "L'Hôtel–Dieu d'Etampes de 1695 à 1789", *Mémoires et documents de la SHACE*, t. XIV, Corbeil, 1988, p. 89–143. Il est également l'auteur d'une *Topographie médicale d'Etampes* (1785), publiée par Paul PINSON dans la *BSHACE*, 1900, p. 30–37, et d'une *Suite de la Topographie médicale de l'Hôtel–Dieu de la ville d'Etampes, ou observations et réflexions topographiques et médicales d'une partie du Hurepoix, du Gâtinois et d'une partie de l'Orléanais et du pays chartrain*" (1788) ; ce mémoire qui fourmille de renseignements sur les communautés, mériterait d'être publié. A côté de ces travaux, Boncerf est l'auteur de nombreuses études de cas envoyés à la Société Royale de Médecine.

La médecine d'alors n'est pas encore dotée d'un corps de doctrine cohérent. Le praticien de l'époque est capable de décrire les symptômes d'une maladie mais il a bien du mal à poser un diagnostic correct ; il parle fréquemment de "fièvres", sans que nous puissions dire avec certitude de quelle maladie il s'agit. Les "purgatoires" et les vomitifs constituent l'essentiel de l'arsenal thérapeutique[2].

Le texte qui suit a le mérite de nous faire entrer concrètement dans le milieu médical de la région. Nous constatons qu'en cette seconde moitié du XVIII[ème] siècle, médecins et chirurgiens ne sont plus forcément les "frères ennemis" d'autrefois : ils travaillent de concert face au danger épidémique ; mais Boncerf n'hésite pourtant pas à dénoncer le refus de collaborer du chirurgien de Sermaise... Surtout, et ceci est bien dans l'esprit des "Lumières", Boncerf s'interroge sur l'origine de l'épidémie, cherchant dans l'environnement quotidien des malades, dans le manque d'hygiène en milieu rural une explication à ce malheur : on veut tout à la fois guérir et prévenir. En un temps où à la ville on se préoccupe de transférer les cimetières à distance de l'habitat, le "champ du repos" reste à Champmotteux au cœur du village, autour de l'église. Ces tombes ne peuvent avoir qu'un rôle néfaste pour la santé des populations, selon Boncerf qui s'appuie ici sur la théorie "aériste" en vogue à l'époque[3]. Mais c'est aussi la question de l'approvisionnement en eau des communautés rurales et plus largement la vie précaire des villageois de la région qui sont évoquées.

Tout en ayant la rigueur d'un rapport médical, ce texte concret et dense témoigne du rôle social joué par un "médecin des Lumières", une dizaine d'années avant la Révolution.

Jacques GÉLIS

---

2. Sur la difficulté à cerner la nature des maladies des XVII[ème] et XVIII[ème] siècles d'après les rapports des médecins, cf. Jean-Pierre PETER, "Malades et maladies au XVIII[ème] siècle", *Annales Economies, Sociétés et Civilisations*, 1967, p. 711-751.

3. Jean-Pierre DESAIVE et al., *Médecins, climat et épidémies à la fin du XVIII[ème] siècle*, Paris / La Haye, Mouton, 1972.

"Le dix du présent mois d'octobre 1778, le Sieur Servin, procureur fiscal de la Baronnie de Vignay, a donné avis à M. Gabaille, subdélégué de l'élection d'Etampes et procureur du roi au Bailliage de la même ville, qu'il règne depuis un an à Champmotteux à quatre lieues d'Etampes et à deux lieues de Malesherbes, une maladie qui dépeuple insensiblement cette paroisse puisque dans l'espace dud. temps n'étant composée que de 76 feux et de 250 communiants, il y est mort dix grandes personnes de la même maladie. Ceux qui en sont affligés sont d'autant plus effrayés que tous ceux qui ont été attaqués sont péris. Les habitants craignent que cette maladie n'ait des suites aussi meurtrières que celle qui a régné dans led. village il y a trente ans, qui fut caractérisée de fièvre maligne pourprée ; elle fut si meurtrière qu'elle emporta les trois-quarts des habitants de cette paroisse qui s'en est ressentie jusqu'à présent[4]. Les terres ont manqué de culture et les maisons ont été délabrées pendant une longue suite d'années ; il n'y a pas longtemps que le village semble renaître et oublier ses pertes.

En conséquence de cet avis, j'ai été engagé par M. Gabaille de me transporter sur les lieux afin d'examiner d'où peut procéder cette maladie, de désigner son caractère et d'indiquer les remèdes qui y conviennent[5]. Je me suis transporté aud. Champmotteux le 11 du présent mois ; voici la liste des morts qui m'a été donnée :

LISTE DES MORTS

Michel Dufour âgé de 45 ans, mort en septembre 1777 ; mais suivant le récit qui m'a été fait, il est probable que c'est plutôt d'une hernie que celui-ci est mort que de toute autre maladie.

---

4. Le registre des baptêmes-mariages-sépultures de Champmotteux en 1748 et 1749 témoigne de cette surmortalité, *(Arch. dép. Essonne,* 4 E 536) et prouve que l'affirmation de Boncerf était fondée. Cette répercussion d'une génération sur l'autre du traumatisme épidémique est caractéristique des crises d'autrefois ; elle entraîne le phénomène des "classes creuses".

5. Délégué par l'autorité civile, en l'occurence le subdélégué Gabaille, Boncerf joue ici le rôle de "médecin des épidémies", une fonction dont l'autorité royale favorise la généralisation, afin de sauvegarder la santé des populations.

Etienne Delton, âgé de 40 ans, mort en 8 jours en octobre 1777.

Anne Nolleau, femme de Jacques Robiteau, âgée de 38 ans, morte en 9 jours, le 1er novembre 1777.

Pierre-Charles Chapart, âgé de 29 ans, mort en 15 jours, en novembre 1777.

Louis Chapart, âgé de 22 ans, mort en 6 jours, en novembre 1777.

Marie Jamet, femme Chapart, leur mère, âgée de 50 ans, morte en 8 jours, en novembre 1777.

Marie-Anne Chapart, âgée de 19 ans, morte en 13 jours, en septembre 1778.

Marie-Madeleine Moreau, âgée de 17 ans, morte en 7 jours, en octobre 1778.

Jacques Payet, âgé de 45 ans, mort en 2 jours, le 5 octobre 1778.

Etienne Bazin, âgé de 75 ans, mort en 5 jours, le 5 octobre 1778.

LISTE DES MALADES

Fleurant Jamet, âgé de 38 ans, père de 6 enfants, malade depuis 20 jours.

Etienne Chapart, âgé de 17 ans, malade depuis 8 jours.

Le fils de Pineau, âgé de 22 ans, malade depuis 5 semaines.

Pierre Bazin chancelant depuis quelques jours ; il a été soigné et purgé le 11.

Plus une jeune femme qui se plaint depuis quelques jours de douleur de tête. Ces deux derniers n'ont pas souhaité être visités.

Plus la femme du charron qui est malade ; mais sa maladie est causée par une suite de couche qui a affecté les nerfs de manière qu'elle est menacée de paralysie des extrémités inférieures.

Ainsi, à proprement parler, il n'y a que les deux premiers qui soient attaqués vivement de la maladie régnante, de laquelle les autres malades sont morts. Je n'ai trouvé nul autre symptôme chez Fleurant Jamet que ceux d'une fièvre putride qui semble toucher à son déclin.

Pour ce qui concerne Etienne Chapart, j'ai remarqué chez ce dernier des soubresauts dans les tendons, une langue rouge et sèche dans le milieu et des raies larges en croûtes blanches sur les deux côtés, quoique la fièvre ne fût que médiocre. Ces deux malades avaient été purgés le jour de mon arrivée ; on m'a dit qu'ils avaient rendu ci-devant quelques vers et une grande abondance de bile verte. Je les ai visité le lendemain matin 12 du courant ; j'ai trouvé la fièvre plus forte et les accidents dans plus d'intensité que la veille chez le jeune Chapart. L'autre malade était moins mal et la langue moins saburreuse, et j'ai prescrit au fils Pineau l'ipecacuanha[6] pour couper court à sa fièvre lente et irrégulière.

Cette maladie s'annonce par une douleur de tête, une grande altération, courbature, douleur dans les reins, les articulations et les os comme brisés ; l'accablement et la prostration des forces suivent de près, la fièvre est continue avec plusieurs petits redoublements dans la journée et principalement dans la nuit, le dévoiement survient souvent. La langue, après avoir été chargée devient sèche, aride, ainsi que toute la bouche, et même souvent noire et croûteuse ; quelques uns rendent des vers et d'autres ont eu des éruptions biliaires ; il survient aussi des tintements d'oreilles et de la surdité, mais ces symptômes sont passagers. Voilà ce que j'ai pu recueillir des récits qu'on m'a fait. J'avais mandé les deux chirurgiens qui ont traité séparément les différents malades, afin de me rendre compte de ce qu'ils avaient observé et les remèdes qu'ils avaient administrés ; mais le Sieur Huché de Sermaise qui a traité les 4 Chapart qui sont morts ne s'est pas rendu à mon invitation : il m'a été rendu qu'il ne les avait pas évacué ni soigné, mais qu'il avait insisté dans le courant du traitement sur les gouttes anodines de Sydenham[7] et que Marie-Anne Chapart, âgée de 19 ans, avait bu près d'une bouteille de vin avec de l'eau, tous les jours pendant sa maladie ; aussi était-elle couverte d'éruption avant et après sa mort. Pour l'autre chirurgien

---

6. Cet émétique (vomitif) originaire du continent américain est largement utilisé au XVIII[ème] siècle par le corps médical. Les prises d'ipéca, lorsqu'elles sont judicieusement dosées peuvent être très efficaces.

7. Ce médecin du XVII[ème] siècle surnommé l'"Hippocrate anglais", est réputé pour ses travaux sur la goutte et connu pour les deux médicaments qu'il a mis au point : le laudanum et la "décoction blanche".

qui est le Sieur Vieille de Maisse, il m'a accompagné et m'a appris qu'il avait fait deux saignées à Fleurant Jamet et qu'il l'avait évacué, et qu'il avait aussi fait une saignée à Etienne Chapart et qu'il l'avait pareillement évacué et les avait repurgé.

Suivant les récits qui sont un peu longs, mais que je crois nécessaires pour un plus grand éclaircissement, cette maladie a un caractère de putridité vermineuse ; mais il semble qu'il s'y rencontre un délétère[8] qui affecte plus vivement le genre nerveux que de coutume ; ce qui complique cette maladie d'une forte malignité. Il paraît montré que la plupart des malades n'ont pas été traités suivant les règles de l'art, que les saignées et les évacuations n'ont pas été placées à temps et que les gouttes anodines ont été insidieuses et meurtrières.

Mon premier but a été de rassurer les habitants et surtout les malades, d'engager le chirurgien de faire une ou deux saignées[9], suivant les indications, à l'instant de l'invasion, de les faire boire abondamment et de placer le lendemain un éméticocatartique, de passer ensuite aux antiputrides, d'aiguiser les boissons avec le tartre stibié et le sel de nitre[10], de repurger plusieurs fois et de seconder ces médecines par des bouillons aux herbes acidulés, de varier les boissons, savoir la limonade, le petit lait, l'eximel (?), les tisanes rafraîchissantes, d'éloigner les bouillons gras, de les donner légers et y ajouter des plantes potagères. D'aérer les maisons, de les parfumer, et de ne pas trop couvrir les malades[11].

J'ai cherché à connaître quelle pouvait être la cause de la maladie ; en conséquence je me suis fait rendre compte de leur façon de vivre et s'ils avaient manqué d'eau depuis quelques années. Ils m'ont appris que les puits, depuis plus d'un an avaient presque tari, que l'eau qu'ils avaient bu depuis ce temps avait

---

8. Un délétère est un élément nuisible à la santé.

9. A l'époque, la "fréquente saignée" est en recul, on y a recours cependant lors d'affections graves qui laissent le médecin démuni. Préconisée par le médecin, elle est pratiquée par le chirurgien.

10. Ce sont des vomitifs.

11. Les praticiens depuis les années 1740–1750 se récrient contre la "méthode échauffante" (boissons chaudes, malades abondamment couverts, pour qu'ils transpirent) que leurs prédécesseurs recommandaient volontiers, et à laquelle les populations restaient fidèles. Ils lui préfèrent maintenant les "rafraîchissants".

presque toujours été trouble et sablonneuse. Les puits sont cependant de trente huit à quarante toises de profondeur, malgré cela, on a été obligé de les recreuser et curer plusieurs fois. J'ai ensuite observé que leurs demeures étaient peu aérées, presque sans fenêtres, que les fumiers qui étaient dans des cours fermées et qui étaient étendus jusqu'au seuil de la porte de leur demeure, avaient infecté l'air pendant les chaleurs de la fin de l'été 1777 et de la présente année 1778 qui a été sèche et chaude. Cette remarque a principalement lieu chez Chapart chez qui la mortalité a été si grande. Le manque d'attention d'exposer les lits à l'air après une semblable maladie, de purifier la demeure par des parfums tels que genièvre ou vinaigre[12] et le manque d'attention en tout point, aura provoqué cette maladie dans la même famille, au point d'être en quelque façon contagieuse, car Fleurant Jamet est leur proche parent. Ce village étant en plaine et sur une hauteur, l'air semblerait devoir y être salubre.

Le point qui m'a paru le plus important et peut-être la principale cause de la mortalité tant présente que précédente est parce que le cimetière est adossé à l'église, au midi, de quatre à cinq pieds plus élevé que son sol, position qui fait que les eaux pluviales s'écoulent et transudent dans l'église qui est petite, étroite et nullement aérée ; les fosses, par un abus commun, étant peu profondes, les eaux entraînent les exhalaisons et miasmes cadavéreuses dans cette espèce de souterrain : d'où il résulte que ce lieu excentré, une petite chapelle où est le tombeau du grand chancelier de L'Hôpital[13], qui est plus élevée et garnie d'une grande croisée, est une retraite sépulcrale où sont concentrées les vapeurs humides et méphitiques, qui ne peuvent qu'être meurtrières pour ceux qui fréquentent cette église. Conséquemment, mon avis serait que l'on fît un cimetière hors du village, qu'on aggrandît l'église ou qu'on fît des ouvertures, et que dans quelques années, on enlevât les terres et les ossements qui rendent ce lieu réellement

12. L'usage des feux de genièvre pour purifier l'air est encore d'usage courant au XIX^{ème} siècle ; ainsi, à Etampes, pendant l'épidémie de choléra de 1832. Quant au vinaigre, il sert également à "neutraliser" les eaux douteuses que l'on absorbe.

13. Le tombeau existe encore aujourd'hui dans une chapelle située à l'est de l'église ; mais il a été modifié après la Révolution.

malsain pour ne pas dire mortifère[14]. Ce changement ôterait un passage lugubre qui ne fait que renouveler les regrets et troubler les fonctions vitales. Pour compléter la position insalubre, la grande porte se trouve en face et près d'un pignon et abritée au nord par le presbytère, de manière qu'on n'arrive à cette porte que par un chemin oblique du sud au nord bordé de deux murs, de sorte que le vent du sud–ouest et de l'ouest, qui est son exposition, ne peuvent pénétrer dans l'église par cette ouverture, et emporter les miasmes et renouveler l'air. Ce qui confirme ces réflexions, est que les femmes se trouvent souvent mal et tombent en syncopes dans ce temple.

J'ai engagé en 1764 les habitants d'Angerville à supprimer dans une épidémie grave un cimetière qui entourait l'église paroissiale ; il n'était point aéré mais entouré de maisons, et ceignait l'église, position qui concentrait et communiquait la corruption dans ce temple par toutes les avenues, inconvénient qui rendait les maladies fréquentes dans ce bourg : depuis ce changement, l'air y est plus salubre et les maladies moins fréquentes.

Ce rapport est fait double par nous soussigné pour être envoyé à Mgr l'Intendant de la Généralité de Paris et à la Société Royale de Médecine, conformément à la lettre de mondit Sgr à M. Gabaille, en date du 6 novembre 1776".

Boncerf, Médecin correspondant de la S.R. de Méd.

14. Quand ce transfert a–t–il été réalisé ? Dans le courant du XIX^{ème} siècle sans doute.

Marché de fonte des cloches de l'église Saint–Médard de Brunoy

Dans le fonds des notaires de Brunoy, conservé aux Archives départementales de l'Essonne, se trouve un document daté du 11 juillet 1769, intitulé "Marché de fonte de cloches"[1].

Cette minute notariale de sept pages est signée par les deux parties intéressées, le sieur Armand–Louis–Joseph Pâris de Monmartel, plus connu sous le nom de marquis de Brunoy et Louis Godiveau.

Ce dernier est représenté dans toute la région sud et est de Paris, en tant que maître fondeur : il avait son atelier à Lieusaint. La lignée des Godiveau a fondu plus de 60 cloches pour nos églises briardes principalement, de 1721 à 1793 sans compter celles pour lesquelles aucune inscription n'a été relevée et qui ont été fondues à la Révolution. Louis Godiveau est dénommé marchand fondeur demeurant à Paris rue Saint–Victor, paroisse Saint–Etienne du Mont. Le marquis de Brunoy fit appel à lui car, disait–il, il "voulait contribuer à la décoration et à l'avantage de cette paroisse patronale de Saint–Médard". Il ajoutait que, ce faisant, "il exécutait et accomplissait les volontés et intentions de feu sieur son père ; il est donc dans le dessein de donner à la paroisse œuvre fabrique de Saint–Médard une sonnerie convenable". Le clocher ne possédait à l'époque que deux cloches "modiques". Il décide de former une sonnerie de quatre cloches qui puissent à l'avenir avertir suffisamment les habitants et fidèles de la paroisse les plus éloignés par leurs habitations des heures et offices divers en leur faisant connaître avec distinction les différents offices et autres cérémonies de l'église par des sonneries différentes, et éviter, par ce moyen, toute confusion. Le marquis de Brunoy regrette que le clocher ne puisse contenir que quatre cloches car il aurait pu donner "plus grandes preuves de sa générosité".

---

1. *Arch. dép. Essonne,* II E 14/ 31.

On sait qu'il coiffa le clocher médiéval de la flèche et de quatre clochetons mais malheureusement nous ne connaissons pas avec précision l'année de ces travaux. C'est, semble-t-il, postérieurement au marché qu'il passe avec Louis Godiveau en 1769. Par contre, il paraît probable qu'il fit les transformations dont nous venons de parler l'année suivante car il admet lui-même, au cours de son interrogatoire pendant son procès d'interdiction, qu'un marché a été signé le 4 octobre 1770 pour l'achat de cloches (quatre supplémentaires ?) et la mise en place de la flèche.

Louis Godiveau s'engage donc à fondre "à neuf" deux cloches, une plus grosse que l'autre, la première d'un poids de 4 000 pesants de matière fondue, la seconde de 3 000 pesants.

La plus grosse cloche existant en 1769 subsistera ; la plus petite sera refondue par Godiveau "pour la rendre d'accord" avec les trois autres. Cette dernière sera pesée avant et après fusion pour connaître la quantité de matière que le fondeur aura ajoutée.

Le marquis, sans doute pressé, oblige le fondeur à remonter et suspendre les nouvelles cloches pour le 1er septembre suivant (soit deux mois et demi pour exécuter le marché). Entre temps, le seigneur de Brunoy devra réfléchir et informer le sieur Godiveau des noms choisis pour lesdites cloches. Il est convenu que ses armes, ainsi que celles de sa femme y seront déposées.

S'il se trouve des defectuosités dans l'ouvrage ou dans la matière de la faute du sieur Godiveau ou de ses ouvriers, il est bien entendu qu'il en sera responsable et tenu de les refondre. Il aura alors à supporter des dommages et intérêts de retard. Le marché est conclu sur la base de 32 sols pour chaque livre de matière fondue et la façon des deux premières cloches et 32 sols par livre supplémentaire pour la matière de la petite cloche "pour la rendre d'accord" et 200 livres pour la façon.

Le marquis s'engage à payer 32 sols par livre pesant les déchets de matière fondue (on voit que rien n'est laissé au hasard) et à fournir les palières pour poser les cloches dans le beffroy (au même prix).

Les parties estiment que le coût sera d'environ 12 000 livres mais ne parlent pas de révision. Le marquis acquittera 4 000 livres au 1er janvier 1770, le restant le 1er avril suivant. Godiveau mettra tous ses soins à la descente des cloches existantes mais aussi à la remontée et suspension. Le marquis fournira ses propres ouvriers pour les opérations de manutention très délicates.

La fonte se fera sur place, dans un endroit convenable à cette opération mais le fondeur a la possibilité, s'il le souhaite, de les fondre à Lieusaint où sont ses fourneaux. Il prendra alors à sa charge le transport et les risques qui y sont liés.

Louis et Jean-Charles Godiveau respectèrent les délais et le 1er septembre 1769 les quatre nouvelles cloches de Brunoy sonnèrent à toute volée à l'occasion de leur baptême. Une seule inscription est venue jusqu'à nous, c'est celle de la cloche nommée Théodore-Louise-Françoise par le marquis de Brunoy et dont le texte a été repris par Robert Dubois-Corneau[2] et Maurice Lahaye[3].

L'une de ces cloches s'est fêlée et a été refondue. Elle fut baptisée le 20 mars 1927 et se nomme Marie-Hélène Robert. Ce fut l'occasion d'une cérémonie religieuse présidée par Mgr Roland Gosselin.

Les autres cloches qu'abritait la flèche de l'église Saint-Médard, ayant été fondues à la Révolution et celle qui en réchappa ayant été refondue à la suite de cette fêlure, il n'existe donc plus rien de l'œuvre des Godiveau à Brunoy.

Philippe CURTAT

2. DUBOIS-CORNEAU, *Les cloches de Brunoy* dans *Bulletin de la Commission des Antiquités et des Arts de Seine-et-Oise*, t. XLV-XLVI, 1931, p. 163-189.

3. LAHAYE (Maurice), *Une famille de maîtres-fondeurs : les Gaudiveau* dans *La Vallée de l'Yerres. Notes d'histoire locale.* Boussy-Saint-Antoine, "En Equipe", 1970, in-8°, p. 29-46.

Sauvegarde des plaques de cheminées du château de Méréville

A la grande vente de juillet 1896, disparurent, au feu des enchères, les plus belles fabriques et le mobilier du château de Méréville. C'est ainsi que les tableaux d'Hubert Robert représentant les quatre ordres d'architecture qui ornaient le grand salon, jadis salon d'hiver, partirent aux Etats–Unis. D'autres tableaux furent dispersés vers diverses destinations.

Les propriétaires qui se succédèrent assurèrent l'entretien du château et du parc jusqu'à l'occupation (1940–1945).

L'achat par un forestier fut le début d'un massacre rentable. Les plus beaux arbres furent coupés. L'entretien du château et des dernières fabriques fut abandonné, ce qui entraîna leur destruction (ponts, moulin, belvédère, pigeonnier).

La vente des cheminées et des carrelages, l'effondrement des étages de la chapelle achevèrent le délabrement.

Lors de nos visites à l'intérieur du bâtiment, nous découvrîmes, dans la cheminée d'un petit salon de l'une des tours au soleil levant, une belle plaque de cheminée aux armoiries de Jean Delpech[1]. Deux autres furent découvertes au sous–sol, servant de couverture d'un caniveau du calorifère à air chaud.

Avec les destructions et les pillages de ces derniers temps, les plaques convoitées avaient été descellées et mises de côté pour un éventuel enlèvement. Grâce à l'appui de la municipalité de Méréville et avec l'agrément des récents acquéreurs du domaine, la Société Historique et Archéologique du canton de Méréville entreprit leur sauvegarde. Plusieurs Mérévillois s'associèrent à cet effort pour l'enlèvement et la mise en lieu sûr des lourdes plaques.

---

1. Voir pl. IX.

Le 22 août 1698, Jean Delpech se rendit, malgré l'opposition de Louis de Vendôme, duc d'Etampes, adjudicataire de la baronnie et châtellenie de Méréville, de Saint-Père, d'Angerville, d'Etouches, de Boissy-le-Girard, de Rétréville, de La Selle, d'Ouestreville, de Chambeaudoin, de Tréméville, de Richereau, de Beauvoir, de Villiers, du Bois de Villiers, de Champlevrat. Le 25 mai de l'année suivante, il acquit les fiefs de Montreau et de Trapeau et fournit au mois de juillet ses aveu et dénombrement à Louis XIV pour ses terres et dépendances. Le comté valait alors huit mille livres de rente.

Jean Delpech, originaire d'une famille toulousaine, fils d'un fermier général, était depuis le 16 juin 1691, conseiller du Roi en la cour du Parlement et chevalier en marquisat[2]. Ses armoiries sont d'azur au chevron brisé (ou déjoints ou disjoints) accolé en chef de deux rayons mouvants des angles de l'écu et en pointe d'un pélican dans son aire, le tout d'or : le pélican posé sur un mont d'argent, à la bordure de gueules.

Sur les plaques, les armes sont sommées de la couronne de comte que supportent deux lions (le relief de ces animaux atteint presque cinq centimètres). Leur fabrication et leur mise en place ne peut se situer qu'après l'achat du 22 août 1698 et la date d'octroi du marquisat de Méréville en 1709[3].

Jean Delpech fit frapper un joli jeton d'argent portant la date de 1723. C'est l'année du mariage de sa fille Jeanne avec Pierre Bertin. Le blason représenté sur ce jeton est surmonté de la couronne de marquis[4]. C'est leur fille Jeanne de La Tour du Pin de La Charce qui vendit le château en 1784 à Jean-Joseph de Laborde. Celui-ci conserva les plaques de cheminées telles quelles en dépit des grandes transformations du château. Voici leurs caractéristiques : Poids = 150 kg, dimension : 0,97 m x 0,97 m.

Bernard BINVEL

---

2. BERNOIS (abbé), *Histoire de Méréville et de ses seigneurs.* Orléans, Marcel Marron, 1903, in-8°, 250 p.

3. SAINSARD (Andrée), *L'art héraldique et les seigneurs de Méréville de 1446 à 1792* dans *Bulletin de la Société hist. et archéo. du canton de Méréville,* 1976. Voir pl. X.

4. LEGRAND (Maxime, *Jeton de Jean Delpech* dans *Annales du Gâtinais,* t. XII, 1894, p. 137-149.

Une note de folklore : deux exemples de roches à glissade en Essonne

Le signalement récent d'une roche à glissade en Essonne nous amène à évoquer ce type de témoignages, discrets et méconnus dans notre région, de pratiques d'autrefois.

La roche à glissade du Mont à Ballancourt-sur-Essonne[1]

Cette roche est connue depuis longtemps dans le village, en particulier par les enfants qui l'utilisent pour leurs jeux.

Elle est située au lieu dit "Le Mont"[2], colline boisée et rocheuse faisant face à l'entrée du château du Grand Saussay. La roche se trouve sensiblement à mi-pente entre le chemin menant au portail du château et une clairière sableuse formant un replat à gauche du sommet du Mont occupé par le château d'eau.

Il s'agit d'un rocher plat et bas dont la face supérieure inclinée à 40° présente deux pistes polies allant du haut vers le bas. La piste de droite, lorsqu'on se trouve face à la roche, a une longueur d'environ 4,50 m pour une largeur variant entre 0,45 m et 0,60 m. A gauche, une piste plus courte, débutant au milieu du rocher, a une longueur de 2,20 m pour une largeur d'environ 0,40 m.

La roche à glissade de la Roche au Violon à Moigny-sur-Ecole[3]

La roche est située à l'ouest du village, route de Boutigny, sur la gauche avant la montée au lieu dit "Les Gros Mahaux" où l'on rencontre sur la gauche un ancien chemin de carriers montant dans les bois vers le plateau de Bellevue. La roche se trouve aux deux tiers de la pente, le long et à gauche du chemin, au lieu dit "La Roche au Violon"[4] et à peu de distance de l'abri orné d'une

---

1. Arrt d'Evry, canton de Mennecy. Voir pl. XI.
2. Section ZE, parcelle 1300 du cadastre.
3. Arrt d'Evry, canton de Milly-la-Forêt. Voir pl. XII.
4. Section 0, feuille 1 du cadastre.

gravure pouvant évoquer un violon d'où le nom de l'endroit[5].

C'est une roche de faible hauteur présentant une surface supérieure inclinée à 40° sur laquelle on voit très bien une piste d'usure de 4 m de long sur 0,40 m de large.

La piste est barrée par quatre rainures régulièrement espacées dont le but est d'empêcher la glissade. D'après M. E. Prévost, ancien meunier à Moigny, les rainures auraient été faites par les carriers entre les deux guerres pour empêcher les enfants de glisser. La roche étant sans danger, on ne voit pas pourquoi il aurait été nécessaire d'empêcher la glissade. Il s'agit plutôt de contrecarrer une coutume jugée "païenne".

La coutume

Le rite lié à ces roches à glissade n'est plus relaté dans notre région où la coupure culturelle des temps modernes a été plus précoce qu'ailleurs. Ni Armand Caillet[6], ni Claude et Jacques Seignolle[7] n'en parlent dans leurs ouvrages.

Cette coutume était fréquente dans d'autres régions françaises. Nous en avons trouvé quelques exemples parmi beaucoup d'autres dans le livre de Pierre Ribon[8].

Le rite de la glissade est toujours lié à la fécondité. L'échauffement provoqué par la glissade était supposé être un remède contre la frigidité ou la stérilité. Ces dames devaient donc effectuer l'épreuve de préférence sur la "peau"... pour plus d'efficacité.

Dans d'autres régions les deux jeunes mariés devaient glisser sur les sabots avec succès jusqu'en bas devant les invités de la noce.

Le Hurepoix, riche en rochers, doit certainement posséder d'autres roches à glissade. Ces modestes témoignages, ultimes vestiges d'une culture, méritent d'être signalés.

Alain BENARD

---

5. BENARD (Alain), *quelques roches de tradition dans le massif de Fontainebleau* dans *Art rupestre, bulletin du G.E.R.S.A.R.*, n° 25, 1985.

6. CAILLET, *Le folklore étampois*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1967.

7. SEIGNOLLE (C. et J.), *Le folklore du Hurepoix*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1978, in–8°, 334 p.

8. RIBON (P.), *Pierres qui guérissent*, Le Coteau (42120), éditions Horvath, 1988.

Le polissoir des Plaquières à Janville-sur-Juine[1]

Polissoir signalé par M. J. Pavillon de Janville en octobre 1990.

Situation

Au sud-ouest du centre village, en bordure du plateau de la ferme de Pocancy, en sous-bois et près de la lisière, légèrement en contrebas du banc du grès en place et à 400 m en ligne droite au sud-ouest du dolmen de la Pierre-Levée.

Position cadastrale : lieu-dit Les Plaquières, section A E, parcelle 376.

Coordonnées Lambert : X.0594-125
Y.1089-700
Z.128 m.

Description

Polissoir disposé sur la face supérieure horizontale d'un petit rocher bas (1,50 m), isolé en avant du banc de grès anciennement exploité par les carriers (front de taille à proximité).

Cette face de forme sensiblement ovalaire (0,76 m x 0,41 m) est entièrement polie et présente 3 sillons de polissage, bien visibles et parallèles. En bordure, à l'une des extrémités côté D, on observe 2 petites zones très légèrement concaves d'une quinzaine de cm de long chacune mais qui ne sont pas véritablement des sillons.

• *Sillon 1 :* longueur 0,51 m ; largeur 0,06 m ; profondeur maximun 6 mm, section dissymétrique avec le flanc b plus abrupt.

---

1. Arr[t] d'Etampes, canton d'Etréchy. Voir pl. XIII et XIV.

• *Sillon 2 :* longueur 0,43 m ; largeur 0,035 m ; profondeur maximum 2 mm, sillon trop peu profond pour observer une éventuelle dissymétrie de la section.

• *Sillon 3 :* longueur 0,58 m ; largeur 0,055 m ; profondeur maximum 6 mm, section légèrement dissymétrique avec le flanc b plus abrupt.

Ces trois sillons sont peu profonds et ont des coupes très évasées. Il n'y a pas d'arête de fond.

Alain BENARD

Le site magdalénien d'Etiolles[1] résultats du programme triennal 1989–1990–1991

I. – PROBLEMATIQUE

Les recherches palethnologiques sur les Magdaléniens du Bassin parisien sont, à la fin des années 80, très avancées. L'ouverture de 4 chantiers offrant bien des analogies structurelles (Etiolles, Marsangy, Pincevent et Verberie)[2] et étudiés avec des méthodes comparables, celles qui ont été lancées et expérimentées à Pincevent dès 1964 par Leroi–Gourhan et son équipe, ont, c'est bien connu, mis en avant l'efficacité d'une approche des comportements et du quotidien de l'homme préhistorique. Le modèle ethnographique de l'unité d'habitation magdalénienne tel qu'il a pu être défini dans la section 36 de Pincevent a servi d'appui à bien des recherches depuis. Aujourd'hui, les centres d'intérêt se sont élargis.

Les conditions particulières que présente le site d'Etiolles, avec ses structures variées et sa matière première exceptionnelle (un silex local aux dimensions considérables), ont ouvert de nouvelles directions aux recherches paléolithiques et notamment celles d'ordre sociologique. L'espace de l'habitation peut désormais être perçu comme un espace social, occupé par des "auteurs" sociaux différenciés par leur âge et sans doute leur sexe, homme ou femme, ou par leur habileté particulière qui peut être attribuée à une certaine spécialisation des tâches techniques.

---

1. Arr[t] d'Evry, canton de Saint–Germain–lès–Corbeil.
2. Voir la carte des sites magdaléniens du Bassin Parisien, pl. XV.

En outre, les études diachroniques qui peuvent être menées sur un site à stratigraphie comme Etiolles, quoique site de plein air, offrent la possibilité de saisir pour un laps de temps assez court, inférieur à un millénaire, des mécanismes d'évolution culturelle pour lesquels on peut plus facilement maîtriser les paramètres. Ainsi, le modèle élaboré pour U5, l'une des plus anciennes occupations d'Etiolles, a pu être intégré à un modèle plus large à la lumière de nouvelles études sur l'une des occupations les plus récentes de la stratigraphie actuelle : Q31, et démontrer l'importance des relations dialectiques entre l'organisation sociale et l'exploitation du silex par les Magdaléniens d'Etiolles.

Par ailleurs, l'unité d'habitation, isolée, n'est plus que l'un des éléments de la structure sociale. L'échelle du campement où cœxistent plusieurs unités, donc unités sociales, se présente désormais comme une maille d'étude prioritaire. La vision trop simplifiée de l'unité élémentaire de base, celle de la famille nucléaire, seulement répliquée en "n" exemplaires dans une appréhension "égalitaire" du campement de chasseurs–cueilleurs, ne peut plus être retenue sans confirmation archéologique. Les études synchroniques, comme celles qui ont été menées à Etiolles sur plus de 400 m^2 d'un sol en continuité (U5/ P15/ J18/ N20), démontrent au contraire les liens sociaux, les spécialisations spatiales et les dépendances techno–économiques des diverses unités sociales qui cohabitaient. Le modèle technique et social de U5 ne peut plus être seul considéré. La poursuite des recherches à Etiolles nous a confrontés à des données différentes qui ne s'organisent pas exactement selon les mêmes schémas explicatifs. Loin de contredire le modèle initial, elles s'offrent au contraire comme un moyen de l'intégrer à un modèle plus général, plus souple, qui rend finalement compte d'une réalité archéologique au moins aussi vaste et nuancée que les sociétés humaines dont elle témoigne.

Dans la perspective d'une recherche sur les campements magdaléniens d'Etiolles, les objectifs que l'on s'était fixés pour cette période triennale étaient de retrouver l'extension de niveaux d'occupation fouillés pendant la décennie 70 et correspondant à de riches unités d'habitation (A17, W11, U5, P15, Q/ R5).

Les décapages réalisés durant ces trois années ont apporté des informations sur l'organisation des campements grâce à la découverte de plusieurs foyers satellites et à la mise au jour d'un sol d'habitat raccordé au niveau des habitations contemporaines U5–P15 déjà publiées. Cette corrélation va aider à préciser la

succession des niveaux d'occupation à Etiolles en fournissant le moyen de situer stratigraphiquement les sols récemment découverts par rapport à ceux décapés plus anciennement.

II. – LE NIVEAU D'OCCUPATION DES HABITATIONS U5–P15

Pendant la campagne de fouilles 1991, le décapage du sol d'occupation correspondant aux unités d'habitation contemporaines U5/ P15 nous donne maintenant une vision plus élargie d'un campement magdalénien.

Jusqu'à présent, nous savions que ce niveau se composait de deux habitations et de deux foyers complémentaires : J18 et N20. Cette année, nous avons fouillé un troisième foyer situé en S25 ainsi que plusieurs concentrations de silex, probablement des ateliers de taille.

En outre, quelques vestiges fauniques, dont certains sont déterminables, ont été découverts. Il s'agit de restes osseux de renne (deux fragments de bois, plusieurs côtes, une mandibule) et d'un fragment de radio–cubitus de bovidé (auroch ou bison).

Ces différentes structures s'alignent clairement le long d'une couche sédimentaire plus ou moins grossière sur laquelle sont disséminés quelques vestiges, assez rares. Cette couche hétérogène correspond probablement au dépôt d'un ancien chenal au bord duquel se sont installés les Magdaléniens.

Ainsi, ce campement, connu actuellement sur un peu plus de 600 m^2, est composé d'un ensemble de structures d'habitat aux fonctions diverses qui s'organisent spatialement de la manière suivante :

1. des habitations (U5 et P15), installées au sommet d'une petite butte, à proximité d'un petit affluent de la Seine.

2. Plusieurs foyers satellites (actuellement au nombre de trois : J18, N20, S25), aménagés sur la pente de cette butte.

III. – LES FOYERS D'ACTIVITE SATELLITES

En 1989, deux nouveaux foyers associés à une petite concentration de silex (M23 et N26) ont été découverts dans la partie de la

fouille située à proximité du ru des Hauldres, sur un sol à fort pendage. Ils s'ajoutent à deux autres foyers décapés les années précédentes dans cette même zone (P27 et O26). Ces foyers sont a priori interprétés comme des foyers de plein air, complémentaires d'unités d'habitation.

Cette superposition et cette concentration de foyers dans une zone restreinte confirment l'organisation générale du campement mise en évidence pour le niveau U5–P15 et sa permanence lors des occupations successives du site. L'emplacement des habitants et des foyers d'activité satellites apparaît conditionnée par des facteurs environnementaux relativement stables tels que la paléotopographie de la zone d'habitat et la présence de paléochenaux.

Ces unités d'occupation, associant un foyer avec une concentration plus ou moins étendue de silex, se caractérisent par :

– une *situation particulière* dans le gisement (proche du ru des Hauldres, petit affluent de la Seine qui coule à proximité de la fouille),

– une *quantité de silex modeste* comparativement à celle qu'ont livrée les unités d'habitation, avec, en corollaire, une surface d'occupation réduite,

– *l'absence d'ocre en nappe,*

– *l'absence systématique d'une quelconque organisation pierreuse* (cercle ou alignements de dalles) qui marque au sol les limites ou la division interne de la tente.

Plusieurs hypothèses ont déjà été avancées quant à leur fonction, simplement déduites de ces observations générales. La quantité relativement limitée de silex, l'absence d'une organisation structurée de l'espace, l'absence d'ocre pourraient révéler une occupation de courte durée : on serait donc en présence de vestiges de haltes brèves qui n'auraient pas nécessité la construction d'un abri ou seulement celle d'une structure de protection légère. Une autre hypothèse possible est celle de foyers satellites d'unités d'habitation, à vocation spécialisée ou non. L'analyse de trois de ces unités (G13, J18 et O16) oriente l'interprétation vers la seconde proposition.

En effet, les remontages de silex mettent clairement en évidence l'existence de liens étroits entre ces unités et d'autres lieux du campement : habitations ou autres aires d'activité. Ils se traduisent par la circulation de plusieurs catégories de produits lithiques : des nucléus, des supports laminaires et des éclats qui

sont transformés en nucléus. Les mouvements de ces pièces se sont produits dans des directions multiples, démontrant ainsi la contemporanéité de ces différentes structures d'habitat et la complexité des déplacements des Magdaléniens. Ces unités d'occupation entretiennent donc des relations de complémentarité avec d'autres structures d'habitat, plus riches en vestiges, notamment des habitations.

Par ailleurs, il ressort de cette étude une absence de spécialisation étroite de ces unités. Le foyer O16 apparaît plutôt comme un lieu réservé à des travaux techniques (débitage, travail lié à l'usage du burin, réfection des armes de chasse) tandis que G13 et J18 ont attiré à la fois des opérations de taille et des opérations qui semblent liées à la préparation alimentaire.

Rien ne vient étayer l'hypothèse selon laquelle ces aires d'activité auraient été protégées par une construction quelconque. Aucun des arguments habituellement utilisés pour conclure à l'existence d'un abri (aménagement pierreux, effet de paroi, mouvements centrifuges des déchets de la taille...) ne peut être avancé. On a donc plutôt l'impression d'avoir affaire à des foyers de plein air ; cependant, on ne peut totalement écarter l'hypothèse d'une structure de protection légère, qui n'aurait laissé aucune trace tangible et n'aurait pas délimité d'espace clos, un parevent par exemple.

Les campements des Magdaléniens d'Etiolles étaient donc composés d'unités d'habitation et d'unités satellites, non couvertes. Ces aires d'activité complémentaires qui entretiennent des rapports entre plusieurs lieux de résidence apparaissent plutôt comme des zones communautaires, investies par des individus appartenant à des unités sociales qui résidaient dans des habitations différentes.

L'absence d'une véritable spécificité fonctionnelle de ces unités (c'est davantage une question de degré que de nature des activités qui les différencie des unités d'habitation) ne suggère pas une organisation très stricte du campement selon la nature des opérations à effectuer.

Ainsi, les éléments d'information que nous possédons ne nous orientent pas vers l'hypothèse d'un campement scindé en plusieurs lieux de vie dont certains – les habitants – avaient une vocation sociale évidente et d'autres – les aires d'activité satellites – auraient eu une fonction technique ou sociale spécifique

(regroupement de certains tailleurs, de femmes, d'enfants...). La poursuite des recherches sur les différentes unités d'Etiolles confirmera ou nuancera ces interprétations.

IV. – UN EXEMPLE DE VARIABILITE DIACHRONIQUE : U5/ Q31

Nous avons commencé il y a trois ans l'étude d'une nouvelle habitation d'Etiolles : Q31. La recherche collective menée avec des étudiants selon une organisation assez originale a permis d'obtenir déjà des résultats presque définitifs sur cette unité d'habitation qui se révèle pourtant comme l'une des plus riches (entre 200 et 300 m^2, 430 kg de silex, 26 000 éclats de taille, 220 outils...). Sans entrer dans le détail des particularismes structurels de Q31, nous évoquerons seulement les différences, d'ordre sans doute fondamental, qui distinguent Q31 et U5. L'impression générale est que les règles sociales, liées directememt ou indirectement à l'exploitation du silex, sont beaucoup moins contraignantes qu'en U5. Ainsi, la systématique économique ne se retrouve pas avec la même rigueur : les modalités élaborées, fournisseuses de grandes lames et moins productives, se fondent dans un certain *continuum* où elles se distinguent moins aisément des modalités simplifiées à plus petites lames et moins productives. L'apprentissage lui-même, bien présent pourtant, n'offre pas la cohérence progressive observée en U5 et laisse présager une organisation de l'initiation technique plus libre. Quant à la gestion sociale de l'espace, elle aussi, paraît moins rigide et surtout moins "hiérarchisée" qu'en U5. Enfin les matières premières sont globalement moins bonnes qu'en U5 : les blocs sont moins grands et moins réguliers. Une analyse comparative des critères recherchés prioritairememt a montré que l'on désirait d'abord la longueur, puis évidemment la régularité. En U5, 75% du stock était atteint par les meilleurs matériaux (grands et réguliers) qu'il a fallu compléter par des blocs de moindre qualité (grands et irréguliers d'abord, puis petits et réguliers) ; en Q31, les meilleurs matériaux ne constituaient que 50%du stock, qu'il a bien fallu compléter par un grand nombre de blocs de second choix : irréguliers, même petits, et petits blocs réguliers.

C'est dans l'optique d'une démarche systémique que nous avons voulu interpréter ces résultats : "ici, la modification d'un paramètre, en l'occurence central, sinon "moteur" même, dans

notre hypothèse (le caractère exceptionnel des matériaux et la grande difficulté technique d'exploitation), devrait avoir un retentissement sur tout le système. En essayant de traquer toutes les différences entre U5 et Q31 et d'en interpréter les liens possibles, on pourra peut–être évoquer un nouveau système (social ?) d'exploitation des ressources lithiques d'Etiolles par ses derniers occupants", car les Magdaléniens de Q31 sont en effet les derniers connus de la stratigraphie d'Etiolles, alors que ceux d'U5 étaient parmi les premiers. Auraient–ils disposé de moins bons matériaux ? Il est possible que l'accès aux bons gîtes de silex ait disparu selon les aléas du cours du fleuve qui entaillait les couches tertiaires, ou que les gîtes eux–mêmes se soient taris. Il est tout de même frappant que la moindre qualité des matériaux fonctionne avec une organisation sociale beaucoup moins rigoureuse : est–ce une moindre pression des contraintes matérielles qui a entraîné un relâchement de l'organisation sociale, ou l'inverse, une moindre rigidité de la société qui aurait conduit à une sélection moins ambitieuse des matières premières et à une relative autonomie individuelle face aux activités de débitage ? D'autant que le cas se retrouve pour une autre habitation d'Etiolles, P15, mais qui, elle, pose des problèmes beaucoup plus délicats étant donné qu'il s'agit d'une occupation contemporaine de U5.

V. – UN EXEMPLE DE VARIABILITE SYNCHRONIQUE : LE CAMPEMENT (U5/ P15)

P15 a toutes les caractéristiques d'une habitation, même si dans son cas la démonstration est nécessaire, n'ayant pas l'architecture évidente de la lourde infrastructure pierreuse de U5. Elle possède pourtant des aspects originaux qui la placent dans une situation particulière pour une habitation : à côté d'un grand foyer qui centralise les habituels témoins de l'activité domestique (outils, os, ocre, parure...), les vestiges lithiques indiquent une activité de taille réduite même si tous les fragments de la chaîne opératoire sont présents, une qualité de débitage souvent assez mauvaise et, là aussi, des matériaux de mauvaise qualité : volumineux ou petits, irréguliers...

Or P15 est contemporaine de U5, les nombreux raccords de silex entre les deux unités le prouvent et malgré ses allures de structure satellite, elle entretient des relations de réciprocité avec

sa grande voisine : échange (réduit) de pierres de foyer, échange de nucléus (à égalité dans les deux sens), échange de supports laminaires ou d'outils retouchés (dans les deux sens, même si P15 a beaucoup plus "emprunté" que U5)... En U5, il y avait des jeunes apprentis, en P15 il y a aussi de bon tailleurs (peu nombreux, il est vrai). D'autre part, la majorité des matériaux utilisés par les occupants de P15 (aussi bien pierres de foyer que nucléus) ont été acquis indépendamment. Cet ensemble de données plaide pour une certaine autonomie des deux unités. "On peut logiquement en déduire la présence de deux cellules sociales ayant vécu dans deux habitations distinctes, réalisé les mêmes tâches et entretenu des rapports étroits. En outre, ces deux unités sociales sont composées à la fois de jeunes et d'individus plus âgés : l'hypothèse qui pourrait être retenue (mais elle n'est pas la seule) est celle de deux cellules familiales (étroitement apparentées ?)".

Le problème est que la disparité existant dans les traitements réciproques des ressources lithiques et dans la gestion des outils entre les deux unités voisines implique une dépendance au moins partielle de P15 par rapport à U5 : les habitants de P15 ont surtout réalisé de mauvais débitages et produit peu de bonnes lames ; un grand nombre des outils qu'ils utilisèrent proviennent des débitages de U5 (même si U5 a aussi emprunté quelques supports à P15) et représentent bien dans l'habitation les meilleurs supports comparés aux lames locales[3].

Les conséquences sociales sont évidemment assez lourdes. Si les occupants d'une unité d'habitation n'ont pas ou ne se donnent pas les moyens de se fournir les lames nécessaires à leurs activités, ils en empruntent. Cela implique aussi que les tailleurs de certaines unités "fournissaient en outils non seulement l'unité sociale à laquelle ils appartenaient mais, au–delà, la communauté tout entière, ou du moins une partie d'entre elle. Cela suppose aussi un contôle collectif des meilleurs blocs par l'ensemble du groupe, blocs qui étaient réservés à certains membres jugés aptes à obtenir de grands supports laminaires en série sur de très grands rognons". Quoi qu'il en soit, il est manifeste que là aussi les relations entre le silex et la société sont étroitememt interactives.

---

3. Voir pl. XVI : la circulation des supports entre les habitations U5 et P 15.

Les recherches ethnologiques et palethnologiques nous ont habitués à imaginer la cellule familiale comme un tout : autonome et indifférenciée, recueillant l'ensemble des techniques nécessaires à la survie, dans la complémentarité des savoirs partagés entre les deux sexes. En viendra-t-on à réviser cette analyse pour les sociétés préhistoriques ? Ou la dissociation fonctionnelle de deux unités de résidence comme U5 et P15 est-elle liée à une partition sociale particulière et originale entre les sexes ou entre les âges ?

VI. – ETIOLLES ET LE TERRITOIRE MAGDALENIEN DU BASSIN PARISIEN

Depuis une vingtaine d'années, les recherches poursuivies sur les sites d'Etiolles, de Marsangy, de Pincevent et de Verberie ont apporté une masse de documents sur le Magdalénien du Bassin Parisien.

L'approche ethnologique de ces groupes magdaléniens a porté ses fruits : retrouver le geste par l'outil, suivre une chaîne opératoire et aboutir à l'organisation du travail, puis à celle de l'économie du groupe, distinguer les individus à travers leurs réussites ou leurs échecs conduisent à pénétrer la vie quotidienne dans ses multiples événements.

Mais, cette connaissance, si passionnante soit-elle, aspire à ouvrir le champ des explications, des causes, des choix de ces comportements dont on ne perçoit que la réalisation. L'habitation, les travaux quotidiens, s'insèrent de façon logique dans un mode de vie dont certains éléments sont accessibles à notre connaissance. Le milieu impose un choix limité, mais un choix inévitable, et il importe d'apprécier la souplesse des adaptations aux conditions environnementales. La réponse est partie intégrante de la culture, cette donnée qui se dérobe trop souvent sous la lourdeur d'explications d'ordre fonctionnel.

Les recherches faites depuis tant d'années dans une partie du Bassin Parisien portent en elles des éléments favorables à une approche globale des rapports entre les groupes observés et leur milieu : région bien délimitée, pauvre en contacts extérieurs à cette époque, mode de vie identique, nombreux aspects communs dans les gisements mais un nombre de différences suffisant pour percevoir la diversité des choix et la durée relativement courte de cette période.

VII. – LES OBJECTIFS

Etant donné la problématique définie au début de ce rapport, l'intérêt le plus immédiat est de mettre au jour l'extension spatiale du niveau du campement U5/ P15, composé d'unités principales et de petites unités dont il reste à retrouver l'implantation intégrale dans les limites imposées par le hangar.

En outre, sous le sol de U5/ P15, nous connaissons l'existence d'un sol dont l'organisation est extrêmement comparable (et presque superposable). Il n'est pour l'instant que partiellement étudié, mais il est fort probable qu'il rassemble plusieurs unités (QR5, O16, M18...) parmi les plus riches (près de 100 000 produits de débitage). Son décapage, sous le hangar, constituera l'étape suivante de nos recherches.

L'exploitation scientifique sera poursuivie dans des axes désormais classiques à Etiolles :

– *Technologie et économie du silex.* Sur le schéma traditionnel du débitage magdalénien se greffent des modalités propres à certaines unités. Cette diversité remarquable introduit un facteur nouveau qu'il faut appréhender par l'analyse méthodique des aspects techno–économiques de chaque ensemble.

– *Variabilité des installations.* Déjà très marquée à ce niveau du campement U5/ P15, elle doit être enrichie à d'autres unités.

– *La notion de campement* fait de la réunion d'installations distinctes et contemporaines prend une importance grandissante et oblige à reprendre autrement les arguments qui concernent la finalité du séjour.

Y. TABORIN, N. PIGEOT, M. OLIVE

Site gallo-romain et médiéval à Longjumeau[1]

L'annonce de la construction d'un immeuble de dix-sept appartements, rue Léon Renard, dans l'ancien jardin du presbytère, à 5 m au sud de l'église (parcelles cadastrales : AG 208 et 210) ne manqua pas d'attirer notre attention pour plusieurs raisons : à différentes reprises, lors de travaux urbains, nous avons mis au jour de nombreuses sépultures sur le versant sud de la ville ; étendue sur plus de 700 m, une gigantesque nécropole appartient à toutes les périodes antiques[2]. Une zone mérovingienne, à moins de 25 m de ce chantier a fait l'objet d'un sauvetage en 1966[3]. Enfin, un bâtiment parallèle à l'église, en bordure de la rue qui longe le presbytère est visible sur des plans anciens ; il a été détruit en 1840 pour faire place à un réservoir d'eau.

I. – SURVEILLANCE

Espérant découvrir la continuité de la nécropole antique ou le début d'un cimetière plus récent, nous avons suivi les travaux dès l'ouverture du chantier : quelques ossements et fragments de poterie ont été trouvés dans les déblais mais c'est l'arrachage d'un tilleul sur la place de l'église et le percement d'une fosse au pied du clocher qui décidèrent Monsieur le maire à interrompre le chantier et à demander l'avis de la direction régionale des Antiquités et des services départementaux de l'architecture.

II. – DECISION DE SAUVETAGE

Le directeur adjoint des Antiquités, estimant la zone très sensible, commanda la réalisation de tranchées pour identifier le

---

1. Arr[t] de Palaiseau, chef-lieu de canton.

2. Voir *bulletins de la S.H.A.C.E.H.* des années 1964, 1965, 1970, 1971, 1974, 1982.

3. Voir *Ibid.*, 1966.

site, ce qui permit le dégagement d'un premier mur parallèle à l'église. Lors d'une deuxième visite il déléga un spécialiste pour diriger le pelleteur et les bénévoles.

III. – METHODE

Deux possibilités nous étaient offertes : fouiller très finement et risquer de ne rien trouver d'important avant plusieurs mois ou décaper toute la surface pour dégager rapidement le maximum de vestiges et faire parler le site.

Nous avons opté pour un compromis : continuer le dégagement et l'étude du mur long de 9,15 m d'apparence gallo–romaine et, par ailleurs, décaper le terrain au niveau de la marne blanche où apparaissaient de nombreuses empreintes géométriques de terre brune, de dimensions et de formes très différentes.

IV. – DECOUVERTES

1. Socle et moule à cloche

– A l'extrémité ouest du grand mur, socle sur lequel reposaient pêle–mêle des fragments d'un moule de cloche brisé (XVII^{ème} siècle). Apparemment, c'est l'installation de ce socle à moulage de cloche qui a coupé le mur et perturbé l'environnement.

– A proximité, colonne romane, nombreuses épingles en bronze (genre épingles de linceul), petit récipient métallique et nombreuses pièces de monnaie.

– Près du moule, un foyer, probablement la base du four de fusion.

2. Grande salle médiévale

– Grande salle rectangulaire et, derrière une colonne, trois pièces groupées avec empreinte de tissu (Jean Le Bon, 1350–1355) et méreau (entre 1328 et 1380) qui datent la construction assez précisément. Les murs sont implantés en lignes brisées avec un peu de plâtre comme liant et montés sur des bases gallo–romaines. La reprise est nette et les liants très différents.

Au nord, sorte de petit réceptacle maçonné.

Lors du déblaiement de cette salle, nous avons constaté qu'elle avait été comblée par divers matériaux dont des carreaux de plâtre en zone nord–est. Nous n'avons pu déterminer s'ils provenaient de sarcophages car la pelle mécanique était trop rapide. Dans cet amalgame s'est trouvée une pièce de Charles VI.

Le sol était, au sud, très calciné et comportant des fragments de charpente.

La stratigraphie était très perturbée mais nous avons pu déterminer plusieurs sols dans les différents sondages. Y furent récupérés une lampe à huile en céramique, un jeton de compte et un méreau.

3. Silo

A l'extérieur de la salle, adossé au mur gallo–romain, un silo comportait du mobilier du X^{ème} siècle.

4. Puits

Au sud de la salle, un puits d'1,60 m de diamètre a été dégagé sur 3,25 m. Il n'a fourni que du mobilier gallo–romain et un potin gaulois ; il était coupé, dans sa partie haute par le mur de la grande salle.

5. Substructions

De nombreux autres murs ont été partiellement dégagés ; ils n'étaient pas tous en connexion.

V. – ARRÊT DU SAUVETAGE

En juillet 1991, l'autorisation de sauvetage n'a pas été renouvelée et nous avons dû cesser nos recherches. Restait à dégager, en particulier, tout l'avant du chantier (côté entrée) où de grandes empreintes font penser à l'implantation de poteaux du Haut Moyen Age ainsi que le puits dont nous n'avons pu atteindre le fond.

VI. – CONCLUSION

Le site a été occupé, sans discontinuité, du gallo–romain au XVII^{ème} siècle (43 pièces de monnaie le prouvent).

On ne peut manquer de faire le rapprochement entre la construction de la grande salle et la destruction de l'église par Edouard III en 1359.

La construction en lignes brisées et les angles aigus sont énigmatiques.

Les éléments de murs non connectés restent à élucider.

Des milliers de tessons de céramiques sont à recoller. Plus de vingt formes pourront être reconstituées dont un léchefrite du XV^{ème} siècle.

Bien d'autres éléments auraient pu nous éclairer sur ce site car nous estimons n'avoir dégagé que le cinquième du volume à fouiller. Et pourtant, outre le travail de la pelle mécanique, nous avons dégagé et évacué à la brouette au moins 125 m^3 de terre et de pierres.

Cette première découverte urbaine dans le vieux Longjumeau a une importance locale considérable mais nous ne pouvons pas préciser la fonction exacte de l'ensemble faute d'avoir achevé la fouille. Il nous est difficile de comprendre les raisons de cet arrêt alors que les travaux de construction n'ont pas encore commencé...

Nous regrettons, en outre, que l'église de Longjumeau classée Monument Historique depuis 1910 subisse le voisinage si proche de constructions modernes alors que de nombreuses villes s'efforcent actuellement de dégager et de metttre en valeur les principaux éléments de leur patrimoine.

Pour l'Association "Renaissance et Culture"

Gérard AMAURY

Notes archéologiques

Abbéville-la-Rivière[1]

M. Christian Wagneur a découvert en 1990 à la Ferme de l'Hopital, dans un grand abri effondré, une série de sillons dispersés et des cruciformes.

G.E.R.S.A.R.

Auvers-Saint-Georges[2]

M. François Beaux a trouvé au Rocher Billard, entre 1987 et 1989, une géode ornée de sillons parallèles et cruciformes et de deux croix cupulées.

Au même lieu, M^me^ Denise Dous a visité, en 1990, trois abris présentant des sillons, des grilles, une marelle, un carré, une étoile de Norvège, des cruciformes, une croix cupulée et deux anthropomorphes.

Au Bois Morel, elle a relevé six abris comportant des sillons, des grilles, des cupules, un arbalétiforme, un carré, une étoile et des cruciformes.

G.E.R.S.A.R.

Ballancourt-sur-Essonne[3]

L'association "Ballancourt au fil du temps" a entrepris depuis 1990 le dégagement des ruines de la chapelle Saint-Blaise, seul vestige visible de la commanderie des Templiers. La base des murs est maintenant bien nette et on peut espérer la découverte d'autres substructions et d'objets qui permettraient une meilleure connaissance de ce petit monument.

P.C.

MM. Bénard et Dous ont dégagé, en 1990, au Pas de Saint-

---

1. Arr^t^ d'Etampes, canton de Méréville.
2. Idem., canton d'Etréchy.
3. Arr^t^ d'Evry, canton de Mennecy.

Martin, deux cavités ornées de sillons, de grilles, d'initiales et de la date "1740".

G.E.R.S.A.R.

Boigneville[4]

M. Christian Wagneur a découvert, entre 1987 et 1989, en amont de Prinvaux, un rocher à cavités multiples, orné de quelques sillons et, en 1990, à la Roche Guillaume, une petite géode comportant des sillons et des cruciformes.

G.E.R.S.A.R.

Boissy-le-Cutté[5]

D'intéressantes trouvailles ont été faites dans ce village, en 1990. Pascal Descantes, Gisèle Faron et Jean Wagneur ont dégagé trois abris à sillons dans le secteur de Réservoir ; Denise Dous a visité quatre abris à la Grande Mare comportant sillons, grilles, rectangle, motif en étoile, cruciformes, une composition subogivale, des signes en patte d'oie, deux arbalétiformes, une croix cupulée, deux noms (Arnoult et Delavallée) et des dates du XVIII^{ème} siècle ; enfin Pascal Descantes a relevé, à Trompe-Vache, un abri à sillons et à grilles.

G.E.R.S.A.R.

Boissy-sous-Saint-Yon[6]

Denise Dous a découvert, en 1990, au lieu-dit "Le Haut des Communes", tout près de Torfou, un abri orné de sillons et de cupules.

G.E.R.S.A.R.

Bouville[7]

Plusieurs découvertes y ont été faites en 1990 : au Bois de Beaumont, deux abris avec sillons cruciformes et croix cupulées par Pascal Descantes et à La Vallée des Trois Crocs, cinq abris avec sillons, grilles, cruciformes, un scaliforme, des patronymes et dates du XVIII^{ème} siècle par Denise Dous et P. Descantes.

G.E.R.S.A.R.

---

4. Arr^{t} d'Evry, canton de Milly-la-Forêt.
5. Arr^{t} d'Etampes, canton de La Ferté-Alais.
6. Idem, canton de Saint-Cheron.
7. Idem, canton d'Etampes.

Brunoy[8]

Une fouille de sauvetage a été réalisée, en 1991, par M. Alain Senée, place Saint–Médard. Le compte–rendu en sera donné l'an prochain.

En 1992, le Groupement de recherches archéologiques subaquatiques, en collaboration avec la Société d'art et d'histoire de la Vallée de l'Yerres va profiter du recalibrage des berges de l'Yerres entre le pont Perronet et la passerelle d'Epinay pour étudier deux groupes de menhirs et les vestiges d'installations hydrauliques du XVIII[ème] siècle liées aux "Eaux de Brunoy".

D'huison–Longueville[5]

Denise Dous a relevé en 1990, à Bulou, un auvent avec quelques sillons.

G.E.R.S.A.R.

Lardy[2]

Denise Dous a découvert, en 1990, au Bois de Mont–Griffard, deux auvents comportant sillon, grilles, cruciformes, pattes d'oie et cupules.

G.E.R.S.A.R.

Maisse[4]

Entre 1987 et 1989, François Beaux a trouvé, dans le bois de Malabri, une petite géode ornée de dix sillons assez érodés et Michel Arnould, au lieu–dit "Les Friches" trois abris comportant, le premier, sillons, grilles et cruciformes, le second, des cupules et le troisième, quelques sillons.

En 1990, Michel Engelmann a relevé une petite géode avec quelques sillons à la Plaine–Saint–Eloi.

G.E.R.S.A.R.

Marcoussis[9]

Par suite d'un grave accident de santé survenu à son président, en 1989, l'association des Amis du château féodal de Montlhéry

8. Arr[t] d'Evry, chef–lieu de canton.

9. Arr[t] de Palaiseau, canton de Montlhéry.

a dû abandonner le chantier du château de Montagu où elle travaillait depuis vingt ans à l'Association historique de Marcoussis formée d'anciens membres de l'ACFM et des responsables locaux des Apprentis-Orphelins d'Auteuil, propriétaires des ruines.

Les travaux réalisés sur le chantier en 1991 par l'AHM ont consisté à :

- dégager la base de la tour d'angle sud-ouest dite de la Prévôté qui menaçait de s'écrouler,
- nettoyer les bases des murs d'enceinte et classer des pierres du secteur nord,
- tamiser les terres extraites des douves au droit de l'ancien pont-levis sud,
- reconstituer les poteries retirées de ce site.

Nicolas PAYEN
Président d'honneur de l'AHM.

Milly-la-Forêt[10]

Jean-Michel Guichet a retrouvé en 1990, dans le Massif des Trois Pignons, aux Rochers aux Voleurs, un grand abri avec triple enceinte, deux marelles, calvaires et symboles divers qui avait été découvert il y a une dizaine d'années.

G.E.R.S.A.R.

Oncy-sur-Ecole[4]

Denise Dous a relevé en 1990, dans la Garenne, une petite cavité comportant de petits sillons.

G.E.R.S.A.R.

Ormoy-la-Rivière[7]

M. et M^me^ De Wever et M. Duclos ont ouvert deux tranchées à l'est et à l'ouest de l'église. Celle du côté ouest n'a rien donné mais celle du côté est a révélé des fondations permettant de localiser l'extension de l'église du XV^ème^ ou du début du XVI^ème^ siècle qui avait deux travées de plus et dont l'orientation était inverse de l'actuelle.

P.C.

---

10. Arr^t^ d'Evry, chef-lieu de canton.

Saclas[1]

De 1968 à 1978, d'importantes fouilles réalisées par la société historique et archéologique du canton de Méréville ont permis de dégager un sanctuaire antique[11].

Depuis plusieurs années, des recherches aériennes et des prospections de surface ont abouti à la localisation précise d'autres sites gallo–romains. Enfin, en 1989, un sondage effectué par la direction régionale des Antiquités historiques permit la découverte, au centre du village, de thermes qui semblaient en excellent état.

Comme un lotissement était prévu à cet endroit, un accord fut passé entre la municipalité, le constructeur et l'Etat qui assurait la protection des vestiges jusqu'à la fin des fouilles.

Or le 14 septembre 1991, des pelleteuses ont creusé les fondations d'un pavillon en plein centre des thermes. La direction régionale des Antiquités a déposé plainte le 17 septembre auprès du Procureur de la République pour manquement grave au respect de la législation.

P.C.

Saint–Cheron[12]

M. Robert Masson a découvert, entre 1987 et 1989, à la Butte Saint–Nicolas, un petit auvent orné de six petits sillons.

G.E.R.S.A.R.

Saint–Maurice–Montcouronne[6]

Les travaux de réaménagement d'une ballastière ont motivé une campagne de sondages en 1988 et deux sauvetages en 1989 et 1990 qui ont été dirigés par M. Vincent Goustard.

Ont été mis au jour :

– des fonds de cabanes, des constructions sur poteaux, des silos et un four domestique. La céramique assez abondante est de deux types : grossière, peu décorée du X^{ème} siècle ; fine, claire, au décor plus varié et plus fin des XI^{ème} et XII^{ème} siècles,

– les vestiges d'un artisanat sidérurgique remontant au X^{ème} siècle : ferrier, dépôt de charbon de bois et de cendres, soubassement de bas–fourneaux et deux fosses–dépotoirs.

M. Goustard a fait une communication sur cette fouille au colloque de Grigny. Nous en attendons la publication.

---

11. Voir les *bulletins de la SHACEH* des années 1969 à 1977.

12. Arr^{t} d'Etampes, chef–lieu de canton.

Un inventaire des sites sidérurgiques et des gîtes de minerai de fer du sud-ouest de l'Essonne est en cours.

Saint-Pierre-du-Perray[13]

Le groupe d'étude et de recherche archéologique de Melun-Sénart et de l'Essonne (GERAME), après ses fouilles à Saint-Germain-lès-Corbeil, a entrepris un sauvetage au lieu-dit "la Tour Maury"[14] avant l'extension de la zone industrielle et la construction d'un nouveau golf (! ?).

Le site s'étend sur plus de 6 ha. Un quart seulement a été dégagé mais les trouvailles y étaient d'une rare densité car l'occupation humaine y a été à peu près continuelle depuis le Paléolithique. Une ferme gallo-romaine et un habitat franc ont été repérés et le matériel recueilli très abondant : armes, poteries, monnaies, ossements et objets usuels.

Jean-Christophe Bats a fait une communication sur cette fouille au colloque de Grigny. On en attend la publication.

Souzy-la-Briche[2]

Entre 1987 et 1989, plusieurs découvertes ont été faites dans le bois de La Briche : un abri comportant une dizaine de sillons et une grille par François Beaux et un auvent orné de six sillons et deux cruciformes par Alain Bénard. Dans le même bois, Denise Dous a trouvé, en 1990, un abri avec de nombreux sillons.

G.E.R.S.A.R.

Villeneuve-sur-Auvers[2]

On y a fait en 1990 plusieurs trouvailles : au pied de la Roche Ronde, un abri à deux niches dont une très riche avec sillons, grilles, cruciformes, scaliforme avec cupules et trois petits anthropomorphes par Denise Dous. Et, sous Villeneuve, une grande cavité ornée de sillons, grilles et diverses compositions ainsi qu'un bloc sous auvent avec sillons et cruciformes. Leur étude est en cours par le GERAME.

G.E.R.S.A.R.

---

13. Arr[t] d'Evry, canton de Saint-Germain-lès-Corbeil.

14. Maury, Mory, Moiry formes issues de Moriacum, ancienne paroisse devenue Saint-Pierre.

BIBLIOGRAPHIE

Aménagement (l') du plateau de Saclay. Saclay, S.I.P.S. (syndicat intercommunal du plateau de Saclay), 1991, in–4° oblong, 20 p., ill.

Aperçu de l'art rupestre en Essonne. Milly–la–Forêt, GERSAR, 1990, in–4°, 156 p. ill.

Dix–neuf articles parus dans les bulletins du GERSAR, en majorité épuisés, sont réunis dans cet ouvrage. Ils concernent dans la vallée de l'Ecole : Champcueil, Milly et Moigny ; dans la vallée de l'Essonne : Ballancourt, Baulne, Boigneville, Buno–Bonnevaux, Cerny, Gironville, Maisse, Prunay, Valpuiseaux ; dans la vallée de la Juine : Janville et Villeneuve–sur–Auvers ; dans la vallée de l'Orge : Roinville et Saint–Sulpice–de–Favières enfin, dans la vallée de l'Yerres : Brunoy. Ils sont signés : M. et C. Arnould, A. Bénard, G. Nelh et A. Senée.

Archéologie de la France, 30 ans de découverte. Paris, réunion des musées nationaux, 1991.

Archéologie historique en Ile–de–France. Actes des journées d'Enghien–les–Bains, 18–19 mai 1990. Conseil général du Val d'Oise, service départemental d'archéologie, 1991.

Architectures (les) du sport – Val–de–Marne, Hauts–de–Seine. Cahier n° 23 de l'Inventaire. Paris, APPIF (Grand Palais), 1991, in–4°, 128 p.

Archives d'architecture du XX^ème^ siècle. Liège, Mardaga, 1991, in–f°, 512 p.

Inventaire des archives de près d'un millier d'architectes contemporains constituant le premier volume du catalogue des fonds recueillis par l'Institut français d'architecture. Des tables de noms, de lieux, de rues et de thèmes facilitent la recherche. Pour l'Essonne, on trouve des œuvres de Louis Miquel, Henri Sauvage, Maurice Pottier, Louis Sue, E. et J. Niermans, Jacques Bonnier et Lucien Bechmann.

ARISTIDE (Isabelle), *La fortune de Sully.* Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, s.d. [1990], in–8°, 500 p., pl.

Art (l') de vivre en Ile-de-France. Paris, Flammarion, 1991, in-4° carré, 300 p., 450 photos couleurs.

Bel album montrant un choix de demeures dans des lieux ayant conservé un caractère rural. Sont donnés en outre des renseignements sur les antiquaires, les foires à la brocante, les lieux à visiter, les festivals, les hôtels et restaurants.

Atlas des Franciliens. T. I *Population et logements.* Paris, IAURIF et INSEE, 1991, in-f°, 80 p., ill.

Cartes réalisées d'après le recensement de la population de 1990.

AUXIETTE (Ginette), *Les bracelets néolithiques dans le nord de la France, la Belgique et l'Allemagne rhénane.* Mémoire de maîtrise, Université de Paris I, 1985.

On y relève, pour l'Essonne : Boissy-la-Rivière, Cerny, Chalou-Moulineaux, Etampes, Guillerval, Méréville, Ormoy-la-Rivière, Saclas et Saint-Cyr-la-Rivière.

BADALIAN (L.), *Approche sédimentologique du gisement paléolithique d'Etiolles (Essonne). Les apports de la granulométrie dans la connaissance topographique locale et dans la compréhension des mécanismes de dépôt des sédiments.* Mémoire de maîtrise, Université de Paris I, 1991.

BAILLY (Roger), *C'était le réseau sud du C.G.B. (1912-1953).* S.l., 1991, in-4°, n. p.

Articles et documents réunis en une brochure déposée aux Archives départementales de l'Essonne.

BALANDA (Marie-Josèphe de), *Gustave Caillebotte, la vie, la technique, l'œuvre peint.* Lausanne, Edita, 1988, in-4°.

Dix œuvres réalisées à Yerres sont reproduites en couleurs.

BILLARD (Michel), *La gendarmerie en Essonne.* Paris, éditions Arcam, 1991, in-8°, 85 p.

Boissy-la-Rivière à travers les âges. Textes de Charles Forteau et Michel Billard. Paris, éditions Arcam, 1989, in-8°.

P. 1 à 73 : réédition de FORTEAU ; p. 74-93 : Boissy au XIX[ème] siècle, Marc Sangnier par M. BILLARD ; p. 95-101 : le blason de Boissy.

BONGINI (Erika) et VECHAMBRE (J.-Michel), *L'Essonne hier - aujourd'hui.* Amiens, Martelle éditions, 1991, in-8°, 264 p., ill.

Introduction historique extrêmement condensée mais non dépourvue des erreurs habituelles toujours répétées. Pour chaque ville de quelque importance, un extrait de la monographie d'instituteur de 1889 en évoque l'aspect au début du siècle puis sont décrites les principales curiosités touristiques du lieu et de ses environs. Tout cela est résumé avec maladresse et souvent inexactitude. Très nombreuses illustrations surtout reproduction de cartes postales des Archives départementales quelquefois comparées à l'état actuel.

BOULEY (Gilles), *La vie politique et sociale à Bagneux de 1870 à 1914.* Mémoire de maîtrise, Paris I, 1990, 256 p.

BOURGOIN (A.), *La vigne et le vin à Savigny-sur-Orge.* S.l. [mairie de Savigny], 1991, in-4°, 79 p.

BOUTET (Gérard), *Les chauffeurs.* Edition Jean-Cyrille Godefroy, 1991.

Ils ont sévi en Beauce, entre autres à Méréville.

BUR (Michel), *Suger, abbé de Saint-Denis, régent de France.* Paris, Perrin, 1991, in-8°.

On y trouve mentionnées les paroisses de Corbeil, Essonnes, Guillerval, Méréville, Monnerville, Morigny.

Cachets révolutionnaires des Hauts-de-Seine. Nanterre, Archives départementales, 1991, 95 p., ill. couleurs.

Intéresse la frange nord-ouest du Hurepoix.

CARLIER (Christian), SPIRE (Juliette), WASSERMAN (Françoise), *Fresnes la prison.* Fresnes, écomusée, s.d. [1991], in-8°, 152 p.

Histoire de la prison de sa création en 1892 à 1990.

CAVAILLER (Paulette), *Population et habitat à Saint-Germain-lès-Corbeil du XI^ème^ au XV^ème^ siècle* dans *Lions show 1991.* Saint-Germain-lès-Corbeil, Lions Club, 1991, in-8°, p. 27-37.

C.E.D.E.R. [centre d'étude, de documentation et de recherche des cultures juives]. *Journée des cultures juives. "Pour l'Essonne : diversité et fidélité" : dimanche 26 mai 1991.* Ris-Orangis (1 rue Jean Moulin), 1991, in 4°, 66 p., ill.

A noter, p. 19, une note très intéressante : *une communauté juive du Moyen Age : Corbeil.*

Chantiers (les) de la Renaissance. Actes des colloques tenus à Tours en 1983–1984. Paris, Picard, 1991, in–8°, 288 p., 157 ill.

A noter : *le coût des travaux dans les résidences royales d'Ile–de–France entre 1528 et 1550* par Monique CHATENET.

Charte de l'Essonne – projet. Evry, département, 1991, in–4°, 214 p., nombr. ill.

A l'occasion de la révision du schéma d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile–de–France, le conseil général présente un constat et une critique de l'état actuel du département et propose les objectifs qu'il estime nécessaire d'atteindre et les moyens d'action pour y parvenir.

Charte (la) de l'Ile–de–France, une ambition à l'heure de l'ouverture de l'Europe. Projet présenté par l'exécutif régional. Paris, conseil régional, 1991, in–4° carré, 216 p.

Charte élaborée en vue de la révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région. Propose une croissance douce avec protection de l'environnement et s'oppose au schéma de l'état qui prévoit une augmentation de 2 000 000 d'habitants dans les vingt ans à venir. Pour l'Essonne, voir p. 204–205.

Chilly–Mazarin, ses châteaux, son église, son village. Chilly, Association "Village d'hier, ville d'aujourd'hui", s.d. [vers 1987–1988], in–4°, 16 p., ill.

CHRISTENSEN (M.), *Images de la tracéologie. Comparaison des techniques.* Mémoire de maîtrise, Université de Paris I, 1990.

Intéresse le gisement d'Etiolles.

CHRISTENSEN (M.), *Les burins d'Etiolles. Etude fonctionnelle des burins de l'unité O 16.* Mémoire de D.E.A., Université de Paris I, 1991.

Courcouronnais (les) de 1800 à 1815. Le Consulat et l'Empire. S.l.n.d. [1991], in–4°, 64 p.

Bonne étude à partir des registres paroissiaux et de délibérations, des recensements et du cadastre.

CROZET (R.), *Les instituteurs de Seine–et–Oise vers 1900.* Saint–Ouen–l'Aumône (95310), musée départemental de l'Education, 1991.

CURTAT (Philippe), *Le village de Varennes et l'abbaye royale Notre-Dame de Jarcy.* Saint-Estève (66240), Impr. littéraire Michel Fricker, 1991, in-8°, 278 p., 84 ill.

La première partie est consacrée à l'histoire du village depuis les origines jusqu'au début du XX^{ème} siècle et la seconde à l'abbaye. Travail très complet suivi d'un lexique, de repères chronologiques, de la bibliographie et de l'iconographie et enfin d'un précieux index. Le livre est disponible à la mairie.

De Lascaux au Grand Louvre sous la direction de C. GOUDINEAU et de J. GUILAINE.

Comporte un texte d'Y. TABORIN : *Etiolles, un site magdalénien.*

DELMAS (Jean-François), *Le mécénat des financiers au XVIII^{ème} siècle. Les collections de peinture de Jean-Joseph de Laborde.* Mémoire de maîtrise, Université de Paris IV, 1989, 378 p.

DESPREZ (Nathalie), *Les structures de l'habitat du Néolithique au Moyen Age en Essonne.* Mémoire de maîtrise, 1988.

Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français publié sous la direction de Jean MAITRON. 4ème partie, 1914-1939, tomes XXXIX et XL, PIOCH-ROUZ, Paris, Ed. Ouvrières, 1991, 2 vol. in-8°.

Dictionnaire des ministres (1789-1989) sous la direction de Benoît YVERT. Paris, Perrin, 1990, in-8°, 1028 p.

Ouvrage de référence. On y trouve bien des personnages nés ou ayant vécu dans notre région.

Dictionnaire historique des rues de Clamart. Les Amis de Clamart, 1991, 157 p.

DIMET (Jacques), *Vitry-sur-Seine d'hier et d'aujourd'hui.* Paris, Messidor, 1989, in-4°, 173 p., ill.

Domaine de Méréville. Association pour le devenir du domaine de Méréville, 1991, in-4°, 8 p. ill.

DUCHON (Nicole) et LEBERT (Jean), *Auguste Béhal, de Lens à Mennecy.* Le Mée-sur-Seine, éditions Amatteis, 1991, in-8°, 192 p.

Excellente biographie d'A. Béhal né à Lens en 1859 mort à Mennecy en 1941, pharmacien et chimiste, professeur et académicien et aussi honnête homme.

DUCROUX (Jean), *Contribution à l'histoire de la pharmacie : les eaux minérales d'Ile-de-France*. Cahors, Coueslant, 1989, 145 p.

DUGOIN (Xavier), *Allocution de vœux*. Evry, conseil général, 1991, in-8°, 32 p.

DULBECCO (R.), *Notes sur l'histoire de Saint-Vrain 1030-1789*. S.l.n.d. [Saint-Vraim, chez l'auteur, 1991], in-4°, 430 p. man.

Photocopie du manuscrit conservé par l'auteur. Etude très complète à partir de sources variées déposé aux Arch. dép. Essonne.

Essonne (l'). L'ancien régime et la révolution. Deuxième colloque d'histoire départementale. Mennecy, 1990. Comité du Bicentenaire, 1991, in-8°, 208 p., ill.

Vingt communications de très grande qualité regroupées en trois chapitres : structures sociales et évolution de la propriété foncière – Des institutions à la vie quotidienne – Perspectives politiques et historiographiques. Ce bel ouvrage est le fleuron des travaux accomplis par le Comité du Bicentenaire depuis 1985.

Essonne : le département avance, innove, s'implique. Réception des secrétaires généraux, 30 janvier 1991. Evry, conseil général, 1991, in-f° non pag., ill.

FARCY (Jean-Claude) et GARNOT (Benoît). *Paroisses et communes de France : Eure-et-Loir*. Paris, C.N.R.S., 1990, in-8°, 586 p.

Fautrier ou les ouvrages de l'impossible. Paris, Editions du Regard, 1990, 440 p., 350 ill.

Abondante documentation photographique. Texte très péremptoire d'Yves PEYRE.

FOUBERT (Bernard), *Les habitations Laborde à Saint-Domingue dans la seconde moitié du XVIII^ème^ siècle*. Thèse de doctorat d'état ès-lettres, Paris IV, 1990, 1263 p.

FRANÇOIS (Guy). *Cerny et ses environs sous la Révolution*. Cerny, société savante les 3 S, 1991, in-8°, 248 p.

Travail sérieux et complet mais, faute de sources locales, certains chapitres ne font état que de généralités ou de faits concernant divers autres lieux de l'Essonne. Sont particulièrement intéressants les chapitres sur les élections locales, les doléances, la démographie, le projet de canalisation de l'Essonne, la déchristianisation et la vente des biens nationaux.

GALACTEROS de BOISSIER (Lucie), *Thomas Blanchet, peintre, architecte, sculpteur et graveur (1614–1689).* Paris, Arthéna, 1991, 624 p., 425 ill., 24 pl.

Une des dernières réalisations de l'artiste fut la pompe funèbre de Nicolas de Villeroy en 1686.

GARCIA (Daniel), *Jean–Louis Bory.* Paris, Flammarion, 1991, in–8°.

GAUCHET (Jacques), *La vie à Brunoy pendant la Révolution "grandes et petites journées".* Tome II. Brunoy, Société d'art, d'histoire et d'archéologie de la vallée de l'Yerres, s.d. [1991], in–8°, 105 p.

GAYE (A. et G.) et LOCHARD (J.–P.), *Quand Saint–Cheron vivait au rythme des carrières.* Saint–Cheron, club des Amis de la nature (2 rue des Mares 91530), 1991, 68 p., nombr. ill.

GIOVANELLI (J.–P.), *Histoire de l'hôpital d'Etampes depuis ses origines jusqu'à la fin du XVII*ème *siècle.* Thèse de médecine, Paris V – Necker – Enfants malades, 1986, 149 p.

GIRAULT (Jacques), *Militants de Châtenay–Malabry entre les deux guerres.* Paris, C.N.R.S., Gréco 55, 1988, 179 p.

GIROUD (Françoise), *Une femme honorable, Marie Curie.* Paris, Fayard, 1991, in–8°, 382 p.

Pierre Curie habita Sceaux, où son père était médecin, jusqu'à son mariage célébré dans cette ville. C'est là qu'il fut enterré et que le fut aussi Marie.

GREBEL (Bernard), *Le jardin de Méréville der Entwurt François–Joseph Belanger für den Marquis de Laborde.* Maîtrise de l'Université de Münich, 1991, 182 p.

On y trouve un plan inédit et des projets du château et du parc.

Guide d'histoire locale. Faisons notre histoire ! sous la direction d'Alain CROIX et Didier GUYVARC'H. Paris, Editions du Seuil, 1990, in–8°, 352 p., ill.

Excellent guide à recommander aux historiens débutants.

Hauts-de-Seine. Paris, Editions Bonneton, 1990, in-8°, 430 p., ill.

Petite encyclopédie du département pour ce qui concerne le milieu naturel, la population, la société et l'économie. Bibliographie et index.

Histoire de Saint-Cheron de 1750 à nos jours. Saint-Cheron, club des Amis de la nature, 1991, in-8°, 60 photos.

Histoire des jardins de la Renaissance à nos jours sous la direction de Monique MOSSER et Georges TEYSSOT. Paris, Flammarion, 1991, in-f°, 542 p., plus de 600 ill.

Magnifique ouvrage qui réunit une somme énorme de connaissances sur l'histoire de l'architecture des jardins en Europe et aux Etats-Unis rédigé par les 65 meilleurs spécialistes mondiaux. Une table des noms propres et des lieux facilite la consultation.

Le chapitre intitulé "Histoire des jardins et cartographie en France" par Françoise BOUDON nous intéresse particulièrement ; on y relève : les Bergeries à Draveil, La Norville, Chantemerle à Essonnes, Brunoy, Courances, Courson (reproduction du dessin de Louis-Martin Berthault vers 1820 et plan du parc), Méréville, Brunehaut et Jeurre à Morigny-Champigny.

Huitième colloque d'histoire régionale, 5 et 6 décembre 1992 "Le fleuve et les voies d'eau en Ile-de-France". Orientation de recherches. Paris, Fédération des sociétés historiques... d'Ile-de-France, s.d. [1991], in-4°, 5 p.

Identité du Chasséen. Actes du colloque international de Nemours, 1989. Mémoires du Musée de préhistoire d'Ile-de-France, n° 4, 1991.

A noter trois articles dus à R. MARTINEZ, C. HENOCQ-POCHINOT, D. MORDANT, J. DUBOULOZ et PRESTEAU sur l'horizon chasséen dans le Bassin Parisien.

Ile-de-France (l') à la lumière du recensement (données provisoires). Complément de *l'Ile-de-France au futur*. Paris, préfecture régionale, mai 1991, in-4°, 32 p. cartes.

Ile-de-France (l') au futur. Esquisse du nouveau schéma directeur de l'Ile-de-France. Paris, préfecture régionale, mars 1991, in-4°, 68 p.

Issy-les-Moulineaux, la mémoire en images. Issy, Centre de recherche historique, 1988, 116 p., ill.

Recueil de cartes postales.

JACQUEMIN (Jean-Marie), *La ligne de Sceaux au fil du temps.* Verrières-le-Buisson, syndicat d'initiative, 1990, 208 p.

JACQUEMIN (Jean-Marie), *Verrières vers hier. Rétrospective par la carte postale.* Verrières, l'Historique, 1991, in-4°, 126 p., ill.

JACQUET (Joël), *Les églises de l'Essonne.* Paris, Nouvelles éditions latines, s.d., [1987], in-8°, 32 p., ill. couleurs.

Journal de Jean Cocteau [1942-1945]. Texte établi, présenté et annoté par Jean Touzot. Paris, Gallimard, 1989, 738 p.

LANGLOIS (G.-A.), *Folies, tivolis et parcs d'attraction.* Paris, délégation à l'action artistique, 1991, 204 p., 180 ill.

Sont cités à Yerres : l'abbaye et le traiteur Borel et à Brunoy : Pâris de Monmartel et l'artificier du comte de Provence.

LAPORTE (Philippe), *L'aqueduc Médicis [à Arcueil] et ses substructions : visite contemporaine et historique.* Thiais, chez l'auteur, 1989, 83 p., ill.

LAPORTE (Robert), *Les élus municipaux de Thiais sous la Révolution, 1789-1799.* Thiais, la ville, 1989, 27 p., ill.

LAURENT (Yannick), *A la découverte de l'Essonne mystérieuse.* Etréchy, Editions du Soleil natal, 1991.

LECOCQ (S.), *Louis Icart 1888-1950, peintre graveur inhumé à Itteville.* S.l.n.d. [Itteville, 1991], in-4°, 14 p. ill.

Le Corbusier à Paris sous la direction de Pierre JOLY. Paris, délégation à l'action artistique, 1991, in-4°, 273 p., 246 ill.

Sont mentionnés : un projet de lotissement à Quincy-sous-Sénart en 1926 et un projet d'unité d'habitation à Brétigny-sur-Orge en 1960.

LEDOUR (C.) et DESCUBES (M^me^), *Brétigny entre "La Fontaine" et l'ancien château des Halliers : le Pavillon.* Brétigny, chez l'auteur, 1991, in-4°, 58 p., 11 pl., ill.

LESCOT (Pierre), *Chaville : chronique des communautés chrétiennes des origines à nos jours.* Chaville, chez l'auteur (10 rue du Lac), 1989, 249 p., ill.

LE TEXIER et LENDORMY, *Les noms de rues de Vigneux.* Société d'histoire de Draveil–Vigneux, 1991.

Leudeville, chronique d'un village 1788–1794. Marolles–en–Hurepoix, Editions Dubois, s.d., in–4°, 50 p.

Brochure conçue et réalisée par M^me^ FONCELLE d'après les archives municipales et départementales.

MAILHE (Germaine), *Histoire de Fontenay–aux–Roses.* Fontenay, chez l'auteur (24 rue Jean Jaurès), 1987, 268 p., ill.

MAROIS (Agnès), *Pratiques culturelles en banlieue : l'exemple d'une bibliothèque de quartier [à Massy].* Mémoire de maîtrise, Paris I, 1989, 106 p.

Manuscrit déposé au Centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme, 9 rue Mahler, 75181 Paris cedex 04.

MASSON (Robert), *Roinville, événements et administrations de 1789 à 1945.* Chez l'auteur, 1991, in–4°, 63 p.

Présentation de quatre séries de documents par ordre chronologique dans chaque série : Archives municipales de Roinville et de Dourdan, archives du district de Dourdan.

MELENCHON (Jean–Luc), *Jusqu'à l'os.* Paris, Régine Deforges, 1991, in–8°, 101 p.

L'auteur est sénateur socialiste de l'Essonne.

Mémoire d'Essonne, patrimoine du XX^ème^ siècle, 1900–1980. Evry, Comité départemental du patrimoine, 1991, in–8° dépliant XX + 20 p., ill.

Ce deuxième volume de "Mémoire d'Essonne" est consacré à l'architecture contemporaine. Au recto, synthèse divisée en deux chapitres : le défi de l'aménagement et le défi des formes et au verso, présentation de 65 édifices (une photo et quelques lignes) choisis parmi les 600 recensés par le CAUE.

Meudon au XIX^ème^ siècle. Les Amis du Meudon, 1991, 400 p., 500 ill.

1891–1991, centenaire du tribunal de commerce de Corbeil–Essonnes. Corbeil–Essonnes, tribunal de commerce, 1991, in–4°, 51 p., ill.

Après une présentation de l'Essonne par Xavier DUGOIN, de la C.C.I. par R. FAURE, de la justice et du barreau dans le département, Didier POISSON fait l'historique du tribunal de commerce et explique l'évolution du droit commercial. Enfin, Marie–Anne CHABIN, Olivier GORSE et Xavier LAUBIE font – en choisissant un événement par an – le portrait de l'Essonne de 1964 à 1991.

*Monmartel (les) et Brunoy. Fastes au XVIII*ème *siècle.* Brunoy, société d'histoire et d'art..., 1991, in–8°.

Catalogue de l'exposition présentée au musée de Brunoy du 1er juin au 27 octobre 1991 accompagné de divers articles : *un portrait de Jean Pâris de Monmartel* par Jean GAUTIER ; *Les boiseries du salon du grand château de Brunoy d'après Jean Mansart de Jouy* par Guy QUINTRIE-LAMOTHE ; *"L'Enfant à la cage" de J.B. Pigalle* par Mireille KLEIN ; *Portrait du marquis de Brunoy – "A moi les jaunets, à moi les bleuets"* par Françoise FAY-CHEDEVILLE ; *Portrait de Jean Pâris de Monmartel d'après Quentin de La Tour* par M. KLEIN ; *A propos du service de porcelaine de Saxe armorié des familles Monmartel et de Béthune* par Sylvie DANNAUD ; *A propos de la "Vue des Eaux de Brunoy" et des jardins de Brunoy* par Pierre WITTMER ; *Un pot à fleurs en faïence de Nevers du XVIII*ème *siècle* par Philippe BONNIN et *Une fouille du GRAS à Brunoy de 1985 à 1988.*

Nouveau guide vert de la vallée de la Bièvre : Verrières–le–Buisson, Igny, Vauhallan, Jouy–en–Josas, Saclay, Les Loges–en–Josas, Buc, Guyancourt, Bièvres. Fraisans (Jura), I.P.O. imprie, 1989, in–8°, 132 p., ill.

OLIVE (Monique), PIGEOT (Nicole) et TABORIN (Yvette), *Il y a 13 000 ans à Etiolles.* Evry, Conseil général, 1991, in–8°, 70 p., ill.

Après une présentation détaillée de la culture magdalénienne en général puis des chantiers d'Ile–de–France, le site d'Etiolles est étudié sous tous ses aspects : le paysage et l'environnement, les campements et leur interprétation, les activités, les hommes et les structures sociales. Langage clair accessible à tous.

Orgues de l'Ile–de–France, t. II : *Inventaire des orgues de la Seine–et–Marne et de l'Essonne.* Paris, Aux Amateurs de livres, 1991, in–4°, 520 p., ill.

Inventaire entrepris par l'Association régionale d'information et d'actions musicales en Ile–de–France dès 1980. On y a recensé les instruments de 27 de nos églises. Ouvrage d'un intérêt indubitable mais la bibliographie semble sommaire.

Orsay et alentours. Souvenirs, images et rêves. Orsay, Comité d'histoire locale d'Orsay et environs, 1991, in–8°, 96 p., 150 ill. couleurs.

Réunion de 150 tableaux et photographies des sites les plus pittoresques et des édifices les plus remarquables d'Orsay et de ses environs. Chaque illustration est accompagnée de quelques lignes évoquant le passé, l'actualité ou la poésie de chaque site. 49 artistes et 13 historiens ont collaboré à la réalisation de ce bel ouvrage.

PASSIEUX (Christophe), *La crypte de Notre–Dame d'Etampes.* Mémoire de maîtrise, Université Paris X, 1991, in–4°, 103 p.

Pays (le) d'Etampes au XIX^ème^ siècle. Le Mée–sur–Seine, Editions Amatteis, 1991, in–8°, 288 p., ill.

Réunion des douze conférences organisées par Etampes–Histoire au cours de l'année 1990 : François HEBERT-ROUX,... *Et le train arriva à Etampes ;* Christian CARENTON et Jocelyne DOUCHIN, *sociétés d'agriculture et modernisation des campagnes ;* Romuald FERET, *Le théâtre au XIX^ème^ siècle ;* Laurent GOUX, *Révolutions et coup d'état : un écho provincial ;* Claude ROBINOT, *1870–1871, l'Année terrible d'Etampes ;* Marie–Thérèse LARROQUE, *une saignée démographique, le choléra de 1832 ;* Jacques GELIS, *Les "corps saints" d'Etampes : la fin d'un culte populaire ;* Jean–Pierre DURAND, *Presse locale et esprit public 1893–1906 ;* Marie–Jeanne MAGOT, *Etampes à la "Belle époque" ;* Bernard VILFRITE, *Les centenaires de 1789 et 1792 ;* Valérie DELATTRE, *Louis–Eugène Lefévre, l'archéologie en haut–de–forme ;* Julia FRITSCH, *L'inventaire général des monuments... quelques exemples dans le canton d'Etampes.*

PERSIN (Patrick–Gilles), *Daniel–Henry Kahnweiler. L'aventure d'un grand marchand.* Paris, Solange Thierry, éditeur, 1990, in–8°, 258 p., 300 ill.

Kahnweiler habita Saint–Hilaire et y reçut des artistes illustres.

PIGEOT (N.), BODU (P.), KARLIN (C.) et PLOUX (S.), *A la recherche des individus dans les habitations magdaléniennes du Bassin Parisien.* Paris, La Recherche, 1991, in–8°.

PITET (Jean–François), *Aspects de l'occupation allemande à Corbeil, septembre 1870 – mars 1871.* Mémoire de maîtrise, Paris Université I, 1990, in–4°, 119 + 23 p.

Etude bien faite qui privilégie les rapports humains entre occupants et occupés. Donne en annexe un choix de lettres inédites des archives de la famille Darblay.

Premiers (les) banlieusards. Aux origines des banlieues de Paris (1860–1940) sous la direction d'Alain FAURE. Paris, Créaphis, 1991, in–8°, 288 p.

PRINTANIER (Michel), *Petit lexique des rues de Villemoisson ou l'origine du nom de nos rues, places et avenues.* S.l.n.d. [1991], in–8°, 56 p.

Quand la carte postale racontait Igny. Igny, comité d'animation, 1987, in–8°, 102 p., ill.

Quatre siècles de ballets à Paris sous la direction de Paul BOURCIER, Paris, délégation à l'action artistique, 1991, in–8°, 72 p., 59 ill.

On y évoque l'œuvre de Cicéri.

QUILLIET (B.), *Le paysage retrouvé.* Paris, Fayard, 1991.

Très beau livre sur Paris et ses environs.

Recensement général de la population du département de l'Essonne, 1990, logements, emploi, évolutions 1975, 1982, 1990. Paris, I.N.S.E.E., in–4°, 1991, 170 p.

Une carte et des tableaux.

Révolution (la) au village [Issy–les–Moulineaux]. Issy, la ville, 1989, in–8°, 48 p. ill.

RIVIERE (Simonne), *L'église de Saint–Sulpice–de–Favières. Un harmonieux témoignage du XIII^ème siècle.* Paris, impr. Haneuse et fils, 1991, in–8°, 88 p., ill.

Excellente monographie agréablement illustrée.

ROYER Pierre. *Draveil, un ancien raconte.* Draveil, impr. Ateliers 37 b., 1991, in–8°, 282 p.

Réunion d'articles parus dans divers journaux et revues depuis une vingtaine d'années. Evocation très précise des gens et des choses.

SABRIE (Marie–Lise), *Le quartier Bercy – gare de Lyon.* Paris, Albin Michel, 1989, 175 p., ill.

Travail intéressant mais non exhaustif. Les sources historiques imprimées n'ont pas toujours été controlées. Belles illustrations.

Seine (la) aux temps des chasseurs de la préhistoire sous la direction de F. LECOLLE. Dossier d'archéologie.

A noter : le gisement d'Etiolles par Y. TABORIN.

SEYDOUX (Philippe), *Châteaux et manoirs de la Brie*. Paris, Editions de la Morange (15 rue Poussin), 1991, 112 p., ill.

Il s'agit, en fait, du sud-est de l'Ile-de-France puisqu'on y trouve Fontainebleau, Fleury-en-Bière, Courances, La Grange-le-Roi...

SPIRE (Juliette), *Les cahiers de la Révolution à Fresnes, 1789-1794*. Fresnes, Eco musée, 1989, in-8°, 95 p., ill.

Temps (le) de la préhistoire sous la direction de J.-P. MOHEN, t. I. Editions d'Archeologia, 1989, in-4°.

Articles sur le site d'Etiolles par M. JULIEN et N. PIGEOT.

Théâtre (le), naissance et vie au XIX^ème^ siècle. Ville d'Etampes, 1991, in-8°, 22 p., ill.

Plaquette éditée à l'occasion de l'exposition "Le petit théâtre" réalisée en mai 1991, par Etampes-Histoire, les Archives municipales et la direction de la communication.

Tour de l'Ile-de-France... Topo-guide des sentiers. Paris, Fédération française de randonnée pédestre, 1991, in-8°, 144 p.

Sentiers de grande randonnée de la région.

Tourisme d'affaires. Evry, Comité départemental du tourisme, 1991, in-4°, 86 p.

Guide pratique destiné à une clientèle d'affaires. Il présente l'Essonne sous ses aspects économique, commercial, scientifique, touristique et fournit tous renseignements utiles sur les communications, l'accueil, les loisirs, etc...

TUCKER (Paul HAYES), *Monet, le triomphe de la lumière*. Paris, Flammarion, 1990, 328 p., 98 pl. couleurs, 105 fig. noir.

Un siècle d'images [à Draveil], par MM. PASDELOUP, BIANCHI, LE TEXIER et M^me^ FORT. Draveil, O.T.S.I., 1991.

Photos et documents divers depuis le début du siècle.

VARNEDOE (Kirk), *Gustave Caillebotte*. Yale University Press, New–Haven, London, 1987.

L'auteur, professeur d'histoire de l'art à l'Institute of Fine Arts de New–York jusqu'en 1988, maintenant directeur des peintures et des sculptures du Museum of art de New–York fut le commissaire de l'exposition "Gustave Caillebotte a retrospective exhibition" présentée en 1976–1977 au museum of fine arts d'Houston et au Brooklyn museum de Brooklyn. Il en rédigea le catalogue avec plusieurs collaborateurs. Peter GALASSI a participé à cet ouvrage pour douze œuvres réalisées à Yerres, reproduites en couleurs.

VARNEDOE (Kirk), *Gustave Caillebotte*, Paris, Adam Biro, 1988.

Edition française de l'ouvrage précédent.

Vauhallan, village en Hurepoix. Vauhallan, S.I., 1991, dépliant, 6 p. in–8°.

Petit plan précis, liste des principales curiosités, bref historique.

VERNAY (Jacques), *chroniques de la Compagnie IBM France, 1914–1987*. IBM, 1988, in–4°, 298 p., ill.

Voir tout ce qui concerne l'usine d'Essonnes créée en 1941.

Vingt–cinq ans d'études technologiques : bilan et perspectives. XI^èmes^ rencontres d'archéologie et d'histoire d'Antibes, octobre 1990. Ed. C.N.R.S., 1991.

P. 169–185 : PIGEOT (N.), PHILIPPE (M.), LE LICON (G.), et MORGENSTERN (M.), systèmes techniques et essai de technologie culturelle à Etiolles : nouvelles perspectives. P. 187–200 : COUDRET (P.) et LARRIERE-CABIRAN (N.). Reconnaissance des comportements techniques dans une nouvelle occupation du gisement d'Etiolles : l'unité A 17.

Vivre l'Essonne en Ile–de–France – demain. Union départementale des offices de tourisme et Editions EDIGEO, 1991, in–8°, 398 p., ill.

Après une première édition en 1989, l'UDOTSI en présente une nouvelle axée sur l'eau et les vallées. Mise au point sur la vie économique du département et présentation de nombreux villages dont les notices sont très inégales.

Votre verte... vallée de la Bièvre, dépliant édité par le syndicat intercommunal d'étude, d'aménagement et de protection de la vallée, s.d. [1991], in–8°.

WITTMER (Pierre), *Caillebotte and his garden at Yerres.* New-York, Harry N. Abrams inc. publishers, 1991.

Version américaine de l'ouvrage suivant.

WITTMER (Pierre), *Caillebotte au jardin. La période d'Yerres (1860-1879).* Editions d'art Monelle Hayot (Saint-Rémy-en-l'Eau 60130), 1990, in-f°, 344 p., nombr. ill. couleurs.

Très beau livre, très bien illustré concernant la période où l'artiste vécut à Yerres et y peignit jardins et paysages.

PERIODIQUES

BANDIERA (John D.), *Form and meaning in Hubert Robert's ruin caprices : from paintings of fictive ruins for the château de Méréville* dans *The Art institute of Chicago museum studies,* 1989, vol. 15 , n° 1, p. 21-36 et 82-85.

BEMONT (Colette) et BECK (Françoise), *La lanterne en bronze de Calvus* dans *Bulletin de la Société Nationale des Antiquaires de France,* 1989 (1991), p. 153-161.

Voir bibliographie 1990.

BENKO (G.-B.), *La cité scientifique d'Ile-de-France sud* dans *Annales de géographie,* n° 556, nov.-déc. 1990.

BOUQUET (Brigitte), *Le travail social et l'idéal républicain : l'école de Montrouge* dans *Foi et Vie* (diocèse de Paris), 1989, vol. 88, n° 3-4, p. 39-53.

BURIAN (Richard M.) et GAYON (Jean), *Genetics after World War II : the laboratories at Gif* dans *Cahiers pour l'histoire du C.N.R.S.* (Paris), 1990, n° 7, p. 25-48.

Cahiers des ingénieurs agronomes INA - P.G. Ingénieurs de la vie (publiés par l'Association amicale des anciens élèves de l'INA Paris-Grignon), n° 414, déc.-janv. 1991 "spécial Essonne".

Comprend un article de X. DUGOIN sur le projet d'institut des sciences et technologie du vivant et un autre de R. TRIMBACH sur le plateau de Saclay.

Carrières et constructions en France et dans les pays limitrophes. Actes du 115ème congrès national des sociétés savantes (sciences, histoire des sciences et techniques). Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques, 1991, in–8°, 468 p.

Ensemble d'études fort intéressantes non seulement pour les géologues mais aussi pour les archéologues. A noter : *Le liais de Paris et son utilisation dans les monuments* par Annie BLANC, Claude LORENZ et Marc VIRE ; *Les fournitures de pierre à bâtir sur les chantiers de la ville de Paris (fin XVème – début XVIème siècle)* par Brigitte GUINDOLLET et *Les grès de Fontainebleau et de l'Oise : l'approvisionnement de la ville de Paris en pavés à la fin du Moyen Age* par Paul BENOIT (cite un marchand de grès de Saintry).

CASSEDANNE (Laurence), *Oberkampf, deux générations pour réussir* dans *Gé–Magazine,* janv. 1991, p. 12–14.

CAVAILLER (Paulette), *L'église de Gometz–le–Châtel* dans *La Sauvegarde de l'Art français,* Cahier 5, 1991, p. 117–122, ill.

La S.A.F. a participé à la première tranche des travaux de restauration pour 210 000 F.

CAVAILLER (Paulette), [Notices sur les églises de] *Blandy, Bouville, Cerny* [et sur la chapelle Saint–Blaise de] *Milly* dans *La Sauvegarde de l'Art français,* cahier 5, 1991, p. 156–157, 162–163, 172–173, 261, ill.

Edifices dont la restauration a été subventionnée par la S.A.F. au cours des années 1983, 1984, 1985.

CAVARD (Jean–Claude), *Les départements de la Grande Couronne parisienne et la révision du schéma directeur* dans *Bulletin de l'Association des géographes français,* n° 5, 1990.

CHATELAIN (André), *Recherche sur les châteaux de Philippe–Auguste* dans *Archéologie médiévale,* XXI, 1991, p. 115–161.

Intéresse, entre autres, Corbeil, Dourdan, Montlhéry.

CHAUVAUD (Frédéric), *Le garde–chasse et la société rurale dans les forêts de l'Yveline et du Hurepoix : les manifestations d'une révolte dans Révolution et Société. Actes du 4ème colloque d'histoire au présent, Paris, mai 1988,* dans *Sources, Travaux historiques* (Paris), 1989, n° 17–18, p. 80–88.

Chronique des fouilles médiévales dans *Archéologie médiévale*, t. XXI, 1991, p. 271–421.

P. 323 : ancienne église d'Ormoy–la–Rivière (voir ci–dessus : Notes archéologiques) ; p. 343 : site de Villiers–le–Bâcle (compte–rendu dans notre bulletin 1990) ; p. 405 : Artisanat sidérurgique et habitat agricole (voir ci–dessus : Notes archéologiques – Saint–Maurice–Montcouronne.

CIRIO (Fabienne), *Louis XVI architecte : le pavillon Triveau à Meudon* dans *Revue de l'Art*, 1989, n° 85, p. 84–85.

Colloque Madeleine Delbrêl à Ivry–sur–Seine – Paris, 7 octobre 1988 dans *Le supplément, revue d'éthique et de théologie morale* (Paris), 1990, n° 173, p. 5–145.

Parmi les communications, nous avons remarqué : *Economie, société et politique. Ivry–sur–Seine, 1930–1960, commune ouvrière de la banlieue parisienne* par Claude PENNETIER, Michèle RAULT et Nathalie VIET-DEPAULE (p. 11–30) ; *Les catholiques à Ivry–sur–Seine, 1930–1980* par Roger DAILLE (p. 31–38) ; *Arnold Brimond "pasteur ouvrier" à Ivry–sur–Seine, 1925–1926* par Jean BAUBEROT (p. 39–54) et *Communistes et chrétiens à Ivry–sur–Seine entre les deux guerres* par Martine LANGIGNON (p. 55–66).

CORNET (Michel), *Histoire du Centre d'études de chimie métallurgique* [à Vitry–Sur–Seine] dans *cahiers pour l'histoire du C.N.R.S.*, 1989, n° 5, p. 59–109.

COSTE (Michel), *Des lotissements aux quartiers : les problèmes des unités constitutives de la ville à partir du cas d'Issy–les–Moulineaux* dans *Villes en Parallèle* (Nanterre), 1989, n° 14, p. 59–69.

COTTARD (R.–L.), *La Révolution (1787–1795) aux deux Montrouge* dans *Revue historique du XIV^{ème} arrondissement de Paris*, n° 33, 1989, p. 27–34 et n° 34, 1990, p. 5–36.

DELAMARE (Jacques), *La folle vie de Bicêtre* dans *Gé–Magazine*, 1990, n° 88, p. 23–25.

DELHUMEAU (Gwenaël), *La maison en ciment armé de François Hennebique à Bourg–la–Reine* dans *Histoire de l'Art*, 1990, n° 9–10, p. 75–87.

Maison construite de 1901 à 1903.

DE WEVER (Patrick et Marie-José) et DUCLOS (Jean-Louis), *Guettard, un savant du XVIIIème siècle, un jardin et un collège* dans *Cahier du Lions Club d'Etampes*, n° 1, 1991, 24 p., ill.

Très bon article, bien documenté

Florian. Actes du colloque de Sceaux (4 avril 1987) dans *Cahiers Roucher-André Chénier*, 1988, n° 8, p. 1-142.

FOUBERT (Bernard), *Le marronage sur les habitations Laborde à Saint-Domingue dans la seconde moitié du XVIIIème siècle* dans *Annales de Bretagne et des pays de l'ouest*, 1988.

FRITSCH (Julia), *Trois peintures conservées dans les églises de Craches, Sonchamp et Bonnelles* [du XVIIème siècle] dans *Bulletin Monumental*, t. 148, 1990, p. 96-98.

GALLET (Danielle), *Madame de Pompadour et l'appartement d'en bas au château de Versailles* dans *Gazette des Beaux Arts*, oct. 1991, p. 129-138.

GALLET (Michel), *Les inédits de Claude-Nicolas Ledoux : un versant ignoré de son utopie* dans *Gazette des Beaux Arts*, juillet-août 1990, p. 9-28.

Parmi les œuvres de Ledoux est citée la ferme de la rue Saint-Lazare dont Hubert Robert a tiré deux tableaux. Cette ferme, à cause d'une légende erronée, a été prise pour le projet de la maison de Bernardin de Saint-Pierre à Essonnes. Nous avons répété cette erreur dans notre article paru dans le n° 12 de "89 en Essonne".

GOURRIER (Just), *Aviateurs et ingénieurs de l'aéronautique du cimetière de Montrouge* dans *Revue historique du XIVème arrondissement de Paris*, 1990, n° 34, p.85-92.

HAMON (Françoise), *Charentonneau à Maisons-Alfort, 1897-1950 : un lotissement de longue durée* dans *Villes en Parallèle*, 1989, n° 14, p. 77-87.

HOVANESSIAN (Martine), *La "remontée" d'Arthur K. de l'Arménie à Issy-les-Moulineaux en passant par la vallée du Rhône* dans *Le monde alpin et rhodanien* (Nyons), 1989, n° 3-4, p. 75-90.

HOVANESSIAN (Martine), *Soixante ans de présence arménienne en région parisienne (le cas d'Issy-les-moulineaux)* dans *Revue européenne des migrations internationales* (Poitiers), 1988, vol. 4, n° 3, p. 73-95.

HUNT (John Dixon), *Caillebotte and the gardens of French Impressionism* dans *Apollo, the international magazine of the arts* (3 S[t] James Place, London SW 1A, 1 N P) août 1991, n° 354, p. 138-139.

JULIEN (Pierre), *Documents publicitaires des établissements Byla* [de Gentilly] *autour de 1914* dans *Revue d'histoire de la pharmacie,* 1990, t. 37, n° 286, p. 279-290.

KADIRI (H.), ROBLIN-JOUVE (A.) et BADALIAN (L.), *Caractérisation granulométrique de milieux fluviatiles tardiglaciaires. Sites magdaléniens de Pincevent et d'Etiolles de la vallée de la Seine* dans *Laboratoire de géographie physique,* n° 19, 1990-1991 (Université Paris VII).

KARLIN (C.) et PIGEOT (N.), *Chasseurs-cueilleurs magdaléniens. L'apprentissage de la taille du silex* dans *Le courrier du C.N.R.S.,* 73, septembre 1989, dossiers scientifiques, p. 10-12.

LANGLOIS (Gilles-Antoine), *Renaissance de La Folie-Des mares à Châtillon* (Hauts-de-Seine) dans *Sites et Monuments,* 1988, n° 121, p. 31-35.

LAPORTE (L.) et COTTIAUX (R.), *Quelques réflexions sur les hypothèses culturelles pour la fin du troisième millénaire dans le Bassin Parisien et le Centre-Ouest de la France* dans *Bulletin de la société préhistorique française,* t. 88, 1991, p. 83-85.

LECOMTE (Catherine), *L'administration départementale, acteur du renouveau en Seine-et-Oise : 1800-1815* dans *Revue historique,* 1990, p. 305-332.

LE GALL (Emile), *Le moulin de la Tour à Ivry* dans *Bulletin de la Société historique et archéologique du XIII[ème] arrondissement de Paris,* 1989, p. 36-41.

LEMOINE (Bertrand), *Les préfectures contemporaines* dans *Monuments historiques*, n° 178, déc. 1991, p. 32–37.

LILLEY (Edward), *Manet's "modernity" and "Effet de neige à Petit–Montrouge"* dans *Gazette des Beaux–Arts*, sept. 91, p. 107–110.

Ce tableau peint pendant la guerre de 1870 a pour motif central l'église Saint–Pierre dont la construction s'inscrivit dans les améliorations du Paris du Second Empire.

Maison (la) de Théophraste Renaudot à Villeneuve–le–Roi dans *Conférences. Bulletin des Amis de Théophraste Renaudot* (Loudun), 1982, n° 2, p. 9–13.

MARQUIS (Philippe), *Le site néolithique de Bercy* (Paris, XII) dans *Bulletin de la société préhistorique française*, t. 88, 1991, p. 238.

MAUREL (Christiane), *Construction généalogique et développement de l'état moderne : la généalogie des Bailleul* dans *Annales, économies, sociétés, civilisations*, juillet–août, 1991, p. 807–825.

La généalogie de cette illustre maison fut composée vers 1640 par Pierre d'Hozier pour Nicolas de Bailleul, seigneur d'Etiolles et de Soisy.

MOUY (Michel), *En Hurepoix, restauration et agrandissement semi–contemporain* dans *Maisons paysannes de France*, n° 100, 1991, p. 45–48, ill.

Transformation d'une grange en habitation et création d'une galerie de liaison, à Bouray–sur–Juine.

PETIT (Joseph), *Les prêtres de Conflans–Charenton dans la tourmente revolutionnaire, 1789–1799* dans *Cap 94* (diocèse de Créteil), 1989, p. 13–16.

PONS (Bruno), *Le décor de l'appartement du Grand dauphin au château neuf de Meudon, 1709* dans *La gazette des Beaux Arts*, fév. 1991, p. 59–76.

PORTET (Pierre), *Les Adequaciones mensurarum de la chambre des comptes de Paris au XIV^ème^ siècle, problèmes de critique* dans *Cahiers de métrologie*, t. 9, 1991, p. 29–46.

Donne toute une série d'équivalences métriques des mesures de blé parisiennes.

Premiers (les) chasseurs de la vallée de la Seine dans *Les Dossiers d'archéologie*, n° 164, octobre 1991.

Quatorze articles de géologie, zoologie, préhistoire (du Paléolitique inférieur au Paléo supérieur), étude de quatre sites dont Etiolles par Yvette TABORIN, p. 68–71.

RENOUX (Dominique), *Raoul Larche, statuaire (1860–1912)* dans *Bulletin de la société de l'histoire de l'art français*, 1989–1990, p. 243–276.

R. Larche est l'auteur du bassin "la Seine et ses affluents" (l'Essonne, le Loing, l'Aube) situé devant la façade nord du Grand Palais à Paris. Il collabora, à partir de 1880 avec le fondeur Siot–Decauville.

RIMBAULT (S.), PROST (D.) et HADJOUIS (D.), *Les occupations néolithiques et protohistoriques des Antes à Rungis* dans *Bulletin de la Société préhistorique française*, t. 88, 1991, p. 196–198.

RODRIGUEZ (P.), ROBLIN–JOUVE (A.), SCHMIDER (B.), *Nouveaux éléments chronostatigraphiques aux Tarterêts I* dans *Ibidem.*

Trouvailles faites dès 1952 dans les limons de la carrière d'argile de la briqueterie à Corbeil–Essonnes. La fouille de 1969–1970 a permis de dater le site du Magdalénien final. Trois coupes réalisées en 1989 par l'équipe d'Etiolles et des prélévements malacologiques confirment qu'il s'agit bien du Magdalénien final du Bassin Parisien.

ROZOY (dr J.–G.), *Chronologie de l'Epipaléolithique (mésolithique) du Bassin Parisien* dans *Ibidem*, p. 76.79.

Seine (la) au temps des chasseurs de la Préhistoire sous la direction de F. LECOLLE dans *Archeologia, dossiers d'archéologie*, octobre 1991.

A noter un article d'Y. TABORIN sur le gisement d'Etiolles.

YAPO–YAPI (Honorine), *Les lotissements à Antony de 1919 à 1939* dans *Villes en Parallèle*, 1989, n° 14, p. 203–211.

La Fédération des sociétés historiques et archéologiques d'Ile–de–France a distribué, en 1991, le tome 42 de ses *Mémoires*. Nous avons remarqué, p. 7–60 : *Leucothéa et sainte Geneviève protectrice de Paris, mythe et hagiographie* par Anne LOMBARD–

JOURDAN, passionnant article montrant comment la première biographie de Geneviève rédigée au début du VI^ème^ siècle s'est efforcée de transférer la vénération que portaient les Parisiens à la déesse de l'Aurore, Leucothéa sur la sainte qui avait sauvé la ville des hordes d'Attila ; p. 61–218 : *Les magistrats du Grand Conseil au XVI^ème^ siècle* par Camille TRANI où l'on trouve divers personnages interessant notre région et p. 287–326 : "*Demain, on part en colo*"... *Les premières colonies de vacances de l'actuel Val-de-Marne sous la 3^ème^ République* par Corinne HUBERT.

La société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France a fait paraître en 1990 son *bulletin* 1989, 116^ème^ année, dans lequel nous avons relevé, p. 309–329 : *Bicêtre dans la tourmente révolutionnaire* par L. BOULLE, étude réalisée d'après les "Souvenirs historiques" d'André RICHARD, entré à l'hospice-prison de Bicêtre comme commis aux écritures en 1786 qui y vécut toute sa vie.

L'Institut d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France a diffusé, en 1991, ses *Cahiers* n° 95, 96 et 97–98. Le premier a pour thème : *Gérer la nature* (milieux naturels, carrières, eau, réseau "Idéal" télématique). Le deuxième s'intéresse à la démographie à partir du dernier recensement et le troisième est consacré à la *Charte de l'Ile-de-France* (projet présenté par l'exécutif régional). Cet organisme a également publié les numéros 85–86 et 87 *d'Informations d'Ile-de-France* (les personnes âgées, les P.M.I.)

Le *Bulletin folklorique d'Ile-de-France* qui avait cessé de paraître depuis de longues années est arrivé au n° 5 de sa cinquième série. Dans ce fascicule 1989–1990 sorti en 1991, nous avons remarqué, p. 46–50 : *De quelques coutumes de Buno-Bonnevaux* par Bernard QUINET.

Le Conseil général de l'Essonne a édité une nouvelle publication : *Essonne Magazine*. Nous avons noté, dans le n° 6 de novembre : *la charte de l'Essonne*.

Une revue départementale d'histoire intitulée *Mémoires d'Essonne* et éditée par la direction des Archives a été lancée le 15 mars 1991, à l'Hôtel du département. Quatre numéros sont sortis au cours de l'année. En voici le contenu :

- Numéro 1 de janvier :
  p. 3–4, *Brève histoire administrative de l'Essonne,*

p. 5–9, *Les hôpitaux d'antan,*
p. 10–12, *Alphonse Daudet à Draveil (1867–97),*
p. 14–17, *La colonie de Petit–Bourg à Evry au milieu du XIX*ème *siècle* par Alain LEREBOUR,
p. 19–30, *Histoire des chemins de fer dans l'Essonne* par Roger BAILLY,
p. 31–32, *Patois du sud–Essonne* (enquête de collège),
p. 37–39, *Ont vécu parmi nous...*
p. 40–41, *Histoires de postes,*
p. 42–47, *Les saints de nos clochers.*

– Numéro 2 d'avril :
p. 2–3, *Vous avez dit : Hurepoix ?*
p. 4–7, *Les seigneurs et les principales familles de Villeconin au XVIII*ème *siècle,*
p. 8–11, *Mireille Frichet, actrice à Saint–Cheron,*
p. 12–17, *Associations historiques et archéologiques de l'Essonne,*
p. 20–30,*Histoire des chemins de fer* (suite),
p. 31–36, *Bouray–sur–Juine : les moulins,*
p. 37–38, *Histoires d'eau,*
p. 39–40, *Ont vécu parmi nous...*
p. 43–47, *De chaire en chaire.*

– Numéro 3 de juillet :
p. 2–3, *Vous avez dit : Archives ?*
p. 4–9, *Camille Flammarion à Juvisy,*
p. 10–15, *Halles et marchés* par Paulette CAVAILLER
p. 16–17, *Registres paroissiaux et d'état civil racontent l'histoire d'Athis* (enquête de collège),
p. 18–30, *Il y a 15 siècles, apparition de l'habitat* [médiéval] *en Essonne* par A.–C. BARATAULT,
P. 32–34, *Evry, ville nouvelle,*
p. 35, *Histoires de fêtes,*
p. 37–39, *Ont vécu parmi nous...*
p. 42–47, *Retables* par M. CIBOULET.

– Numéro 4 d'octobre :
p. 1–2, *De l'histoire locale* par J. MERMINOD,
p. 3–4, *Vous avez dit : Cadastre ?*
p. 5–8, *Corbinien, de Châtres à la Bavière* par M.–M. THIBIERGE,
p. 9–12, *Essonnes, le 4 avril 1814 la fin de la bataille de France* par J. GAUCHET où nous relevons encore l'assertion selon laquelle

Schwarzenberg aurait occupé le château de Petit-Bourg. En fait, il était au château de Chevilly près de Bourg-Chevilly (Val-de-Marne),

p. 15-18, *La marmotte de Milly,* récit d'Adrien SEE,

p. 19-30, *Les mairies en 1900,*

p. 31-35, *Le château de Belesbat* par R. BAILLY,

p. 36-37, *Histoires de Rosières,*

p. 38, *Ont vécu parmi nous...*

p. 41-47, *Le reliquaire de Longpont-sur-Orge* par M.-A. CHABIN.

Le C.A.U.E. (conseil d'architecture et d'urbanisme de l'Essonne) a commencé la publication d'un bulletin intitulé *Lieux-dits* (n° 1, novembre 1991). On y trouve des informations nombreuses et diverses, des comptes-rendus, des interviews et une revue de presse.

Le Comité départemental du Bicentenaire de la Révolution a achevé la diffusion de sa revue *89 en Essonne* par les numéros 10, 11 et 12. Le numéro 10 intitulé "Terres, propriété et forêt" est consacré aux ventes de biens nationaux. Les articles sont dus à Jean-Pierre DURAND (éditorial - législation - expertises et ventes dans le district d'Etampes) ; Philippe CURTAT (Vavin et Oudinot experts du district de Corbeil) ; Jean-Marc MORICEAU (ventes de fermes) ; Michelle PLUQUET (Saint-Eutrope d'Arpajon et Saint-Germain-lès-Arpajon) ; Raymonde AUTIER (ferme du prieuré de Méréville) ; Jacques BROCHOT (Ris-Orangis) ; Michel CHANCELIER et Serge BIANCHI (Draveil, Montgeron, forêt de Sénart) ; Gérard BECU (Val de Bièvre) ; Philip DAWSON (district de Versailles) et Liliane PRISCA-JOUHAUD (forêt de Dourdan).

Le n° 11 "Ecole, science et culture" est divisé en cinq chapitres : *l'école en question,* p. 4-17 ; *les écoles de villages,* p. 18-33 ; *œuvres et formation des savants,* p. 34-42 ; *la science sur le terrain,* p. 43-54 ; *destruction et conservation du patrimoine,* p. 55-61. Les articles ainsi réunis intéressent quarante-six communes et sont signés par R. AUTIER, G. BECU, Bruno BELHOSTE, S. BIANCHI, Pierre BLANCHOT, Jeannie BUISSON, Christian CARENTON, Jacques CATILLON, M. CHANCELIER, Marianne CHARDINE, P. CURTAT, Sophie DI FOLCO, N. DUCHON, Julia FRITSCH, Annie JACQUET, Eric LUDWIG, Michel MARTIN, Jacques MEDARD, M. PLUQUET, L. PRISCA et Monique VOLLANT.

Le n° 12 "Hommes et communes en Révolution" est composé de cinq parties : *Intellectuels et scientifiques,* (Geoffroy Saint-Hilaire, Nicolas Appert, Bernardin de Saint-Pierre), p. 4-13 ; *Des aristocrates aux destins contrastés* (le prince de Condé, Bathilde de Bourbon, M^me^ de La Briche, M^me^ de La Borde, M^me^ Tallien, les Noailles ; L'escoffier à Ris), p. 14-30 ; *Un personnel politique renouvelé* (Venteclef à Brunoy, Denis Reymond à Montgeron, des sans-culottes ruraux à Draveil, Méréville et Ris), p. 31-42 ; *Des carrières dans le sens de l'histoire* (Canclaux à Ballancourt, Oberkampf, Tronchet à Palaiseau, Lambert à Dourdan), p. 43-54 ; *Femmes du peuple* (à Dourdan et à Etampes), p. 55-61. Les articles sont signés par R. AUTIER, G. BECU, S. BIANCHI, J. BROCHOT, P. CAVAILLER, M. CHANCELIER, M. CHARDINE, P. CURTAT, S. DI FOLCO, Denys KLEIN, Jacques LONGUET, M. MARTIN, A. MELLINA, M. PLUQUET et M.-M. THIBIERGE.

Le Groupe d'études, de recherche et de sauvegarde de l'Art rupestre (GERSAR) a fait paraître son bulletin n° 34. On y trouve : *In mémoriam : Georges NELH ; chronique des abris ornés* et *Etude de grottes* (de Malesherbes, la forêt de Fontainebleau et d'ailleurs en France).

Dans le bulletin du centre généologique de l'Essonne, nous avons remarqué : *Mariages de Champenois dans l'Essonne (XVII-XVIII^ème^ siècles) ; dépouillements de minutiers* (Plessis-Pâté, Corbreuse, Saint-Vrain, Corbeil, Angerville), *des insinuations du châtelet de Paris, de terriers* (n° 46-47 à 52 de 1990-1991).

La Société d'art et d'histoire du pays de Châtres a publié son bulletin n° 16 de 1991. A noter, p. 3-34 : *A la découverte du Hurepoix, le moulin de Boisselle le château de Chanteloup et le monastère Saint-Eutrope* par M. PLUQUET et Annick LALUCQ ; p. 35-37 : *La place de l'église de Saint-Germain-lès-Arpajon* par M. PLUQUET ; p. 38-40 : *La porte de Paris à Arpajon* par Alain PABIOT ; p. 41-48 : *L'école des garçons d'Arpajon* par Armande MAURY ; p. 49-53 : *Felix Potin* par M.-M. THIBIERGE ; p. 54-55 : *Quand la justice d'Avrainville se rendait au "Singe Verd"* par A. PABIOT et p. 56-57 : *Quelques noms de rues d'Arpajon.*

Le n° 11 de *Bouray et son histoire* est consacré à l'église de Bouray.

"Les Amis du musée de Brunoy" a diffusé son bulletin n° 1 en décembre 1990. On y trouve un éditorial par la présidente Sylvie DANNAUD ; *l'avenir du musée* par Mireille KLEIN ; *l'Enterrement d'une jeune fille à la campagne de Maurice Eliot* par Jean GAUTIER et le programme des expositions 1990–1991.

Le n° 2 sorti en octobre 1991 comporte, outre l'éditorial : *le portrait de Jean Pâris de Monmartel, à propos d'une acquisition* par M. KLEIN ; *Protection du patrimoine historique et esthétique de Brunoy* par Pierre WITTMER ; le programme des expositions 1991–1992 et une note sur la bibliothèque du musée par Christine BERNATH.

L'association historique et archéologique du Vieux Bruyères a distribué son bulletin n° 7 (décembre 1991). Nous y avons noté, p. 3–4 : *Quelques souvenirs de la Libération de Bruyères-le-Châtel le 21 août 1944 ;* p. 7–14 : *Le centre médico-chirurgical de Bligny à Briis-sous-Forges* par Monique BERHUY ; p. 19–55 : *De Bruyères-le-Châtel à Puivert, la croisade des Albigeois* (à laquelle participa Pons de Bruyères) *et la famille de Bruyères, en Languedoc, jusqu'à nos jours* par Christiane BALUFIN.

Le Comité du Bicentenaire de la Révolution de Corbeil a transmis au Comité d'histoire locale le soin de poursuivre l'édition du journal *Corbeil la Montagne*. Le n° 11–12 (1er trimestre 1991) nous donne une chronologie de l'An III à Corbeil et Essonnes et une deuxième publication de la Fête de la Raison. Dans le n° 12–13 (2ème et 3ème trimestres 1991), on trouve la chronologie de l'an IV, *le traité de Corbeil (1258)* par Jacques VARIN et *les statuts des pêcheurs de Corbeil.*

Le numéro 22 de *Cahiers des Pélerins de Hurepoix, de l'Yveline et de Normandie* a paru en juin 1991. Nous avons remarqué, p. 2–19, la reproduction de la monographie de Richarville de 1889 ; p. 20–36, *Les Seigneurs de Richarville et du Bréau-Saint-Lubin* par J.-L. PRETER, M. PINTHON et B. DURAND ; p. 37–54, *La population de Richarville sous l'Ancien Régime* par B. DURAND et p. 55–93 : *Connaître Dourdan : la gare et son quartier* par A. GARRIOT.

La société historique et archéologique d'Evry et du Val de Seine a fait paraitre deux bulletins. Dans le n° 3 (janvier 1991), nous avons noté : *A propos d'un certificat de civisme* par Jean-Christophe GIACOPELLI et *Etude du mouvement saisonnier des mariages à Evry* par Marc ESTRADE et dans le n° 4 (juin 1991) : *Chateaubriand à Savigny-sur-Orge* par Jacques LONGUET et *Brèves biographies de personnages évryens.*

"Mennecy et son histoire" a diffusé quatre bulletins. Nous avons remarqué dans le n° 27 (mars), p. 7-17 : *Le cimetière de Mennecy* par Nicole DUCHON et p. 19-21 : *l'histoire des noms de rues... l'avenue de Villeroy* par Pierre BLANCHOT ; dans le n° 28 (juin), p. 6-12 : *Histoire romancée de la léproserie de Corbeil* par Gérard JUSSEAUME, p. 13-21 : *La cheminée du château de Villeroy* par J. LEBERT, p. 22 : *l'histoire des noms de rues... l'avenue du Buisson - Houdard* par P. BLANCHOT ; dans le n° 29 (septembre) p. 6-20 : *la rue de la Croix-Boissée* par P. BLANCHOT et dans le n° 30 (décembre), p. 6-15 : *Histoire de la manufacture de cuivre du Moulin-Galant* [à Villabé] par André FOUCHER, p. 16-17 : *Patrimoine communal, le puits de l'instituteur* par P. BLANCHOT et du même, p. 18-19, la suite de *l'histoire des rues.*

La Société d'histoire locale de Montgeron vient de commencer la publication d'un bulletin qui rappelle les activités de l'association et donne les résumés de conférences données à ses membres. Dans le fascicule 1989-1990 diffusé en 1991, nous signalons, p. 8 : *Madame de Pompadour, graveur en taille douce et en pierres fines, élève de l'illustre lithoglyphe Jacques Guay* par Josèphe JACQUIOT ; p. 9 : *Villages et petites villes de l'Essonne, un reportage photographique* [promenades de la S.H.A.C.E.H. de 1970 à 1986] par Michel CHANCELIER ; p. 17-18 : *Jean Cocteau, notre voisin* par Maurice BOURG et p. 29-38 : *Les mémoires inédits de Jean-Charles Gatinot,* par M. CHANCELIER.

"L'Historique de Verrières-le-Buisson" a distribué trois bulletins de *Connaissance de Verrières.* Dans le n° 7 (avril 1990), nous avons relevé, p. 3-18 : *Le moulin de Grais* (fin) par Christian GAUTIER ; p. 19-26 : *Le prince Jérôme ;* p. 27-31 : *La ligne de Sceaux au fil du temps.* Dans le n° 8 (octobre 1990), p. 3-6 : *Bureau de charité de Verrières ;* p. 7-18 : *Procès verriérois* par C. GAUTIER ;

p. 19–25 : *Les médailles de Saint–Hélène* et dans le n° 9 (mai 1991), p. 1–3 : *La ferme Saint–Fiacre ;* p. 4–18 : *Procès verriérois* (suite) ; p. 19–20 : *Dictons de Verrières* par Henriette COLIN ; p. 21–23 : *Constant–André Say* par C. GAUTIER.

En septembre 1991 est sorti le n° 13 de *Plaines et Vallons, Yvelines, Beauce, pays chartrain.* On y trouve, p. 4–8 : *Au sujet des cartes postales anciennes de Craches* par R. DELAVIGNE.

Le n° 38 (1989) de *Chronique de Port–Royal* nous donne, p. 9–33 : *Madame de Sévigné et Port–Royal, le milieu familial (1619–1644)* par Mireille GERARD ; p. 33–52 : *Mademoiselle de Montpensier et Port–Royal* par Denise MAYER et, p. 53–100 : *Familles amies de Port–Royal : Les Lombert* par Jean MESNARD.

L'association pour la promotion du patrimoine d'Antony publie un bulletin intitulé *Antony d'hier et d'aujourd'hui. Dans le n° 1 (1989),* nous avons noté, p. 3–10 : *Cahiers de doléances d'Antony ;* p. 11–34 *Antony pendant la Révolution* par René PERRACHON ; p. 35–52 : *Dictionnaire des rues d'Antony* par Yvonne FIRINO ; p. 53–57 : *La manufacture royale de cire d'Antony* par R. PERRACHON. Dans le n° 2 (1990), p. 1–27, on trouve la suite d'*Antony pendant la Révolution ;* p. 28–59 : *Un certain 24 août 1944 vécu par un Antonien "libérateur"* par René DEVAUX ; p. 60–68 : *Le pont d'Antony du XVI^ème^ au XVIII^ème^ siècle* par Jean–Pierre SYREN et p. 69–75 : la suite du *dictionnaire des rues.*

La Société des Amis de Meudon a fait paraître ses quatre bulletins annuels (188 à 191). Nous avons remarqué, p. 1191–1207 : *Armand–Gaston Camus, Fleury et la chapelle Saint–Claude* par M.–T. HERLEDAN ; p. 1209–1212 : *Un ami nous a quittés* [souvenirs de Francis Roux–Devillas] ; p. 1219–24 suite de l'article de M.–T. HERLEDAN ; p. 1225–1229 : *Souvenirs de Fleury* par Henri BLANDEAU ; p. 1230–1232 : *Wagner l'enchanteur* [son séjour à Meudon] ; p. 1243–1256 : *Histoire de l'hôtel de Bellon* par M.–T. HERLEDAN ; p. 1259–1267 : *L'orangerie basse* par B. CORNILLAUT ; p. 1268–1274 : *Prospection archéologique 84 avenue de la République* par Eliane PITON ; p. 1283–1291 : *Marie–Rose Beuret, compagne de Rodin à Meudon* par Marie PELLETIER ; p. 1292–1297 : *Le séjour à Meudon, auprés de Rodin, du poète Rainer Maria Rilke* par J.–M. PIOT.

Nous avons relevé dans le n° 5 (1988) du *Bulletin des Amis de Sceaux*, p. 3–17 : *Histoire des jardins ouvriers et des maisons ouvrières de Maître Renaudin ou les débuts de l'habitat social à Sceaux* par Jacqueline COMBARNOUS ; p. 19–35 *Florian à Sceaux* par Thérèse PILA et dans le n° 6 (1989), p. 3–26 : *Contribution à l'histoire de Sceaux à travers ses vieux arbres* par J. COMBARNOUS et, p. 27–33 : *Voltaire et Sceaux* par René POMEAU.

Les sociétés savantes du Val-de-Marne publient depuis 1983, un bulletin collectif, sous la direction de Michel BALARD, intitulé *Clio 94*. Nous notons ici divers articles que nous avons omis de signaler dans nos publications précédentes. Dans le n° 1 (1983), p. 26–29 : *Vendanges à Crosne au XVII*ème *siècle* par Madeleine JURGENS ; dans le n° 3 (1985), p. 23–27 : *La vente des biens nationaux en Val-de-Marne, 1791–1795* par Christian CHAUDRE ; p. 49 : *Fêtes et cérémonies pendant la Révolution dans le district de Bourg-la-Reine dans les 24 communes qui font actuellement partie du Val-de-Marne* par Maurice LANGUMIER ; dans le n° 4 (1986), p. 19–21 : *14 juillet 1790 : la fête de la Fédération à Rungis* par Patrick DELEPAUT ; dans le n° 5 (1987), p. 15–19 : *Le débit des eaux de Rungis au XVIII*ème *siècle : essai d'analyse* par P. DELEPAUT ; p. 20–28 : *Jean-André Saget et la Verrerie d'Ivry-sur-Seine* par C. CHAUDRE ; p. 29–38 : *Le dernier maître de poste aux chevaux d'Alfort* par M. JURGENS enfin dans le n° 9 (1991). *Capaul de Colembert* [auteur de petites aquarelles de tous les villages de la banlieue parisienne] par Gérard BLANC-CESAN.

Dans le *bulletin de la société historique et archéologique de Rungis*, n° 3 (1988), nous signalons, p. 32–35 : *Les Rungissois et la guerre de 1870* par Serge MENAGER.

L'Association pour la célébration de la Révolution française de Villejuif a diffusé dix bulletins. Nous avons remarqué dans le n° 7 (1989), p. 18–20 : *Portrait de deux éminents citoyens de Villejuif : Charles-Nicolas Radot, Claude-André Lesage, maires* et dans le n° 10 (1990), p. 4–24 : *Le 200*ème *anniversaire de la municipalité de Villejuif*, deux articles de Carlos ESCODA.

Les trois numéros du *Bulletin intérieur du cercle d'études savantes... de Villeneuve-le-Roi* (CESAF) parus en 1991 nous donnent des articles variés. Dans le n° 1 (mars) : *Un apôtre de la*

charité [Saint-Vincent-de-Paul] *à Villeneuve-le-Roi, au XVII*ème *siècle, Janvier 1910, une crue de la Seine, La guerre de 1870 dans le sud de la capitale assiégé* (fin) par P.-A. VINCENT ; dans le n° 2 (juin) : *Un aspect de la vie agricole au XIX*ème *siècle à Villeneuve-le-Roi,* par P.-A. VINCENT et *Dépôt des archives de la société aux Archives départementales du Val-de-Marne ;* dans le n° 3 (octobre) : *Hommage à Paul Cséry* et quelques notes sur *l'aéroport d'Orly* et sur *l'électrification à Villeneuve.*

Parmi les articles historiques parus dans les bulletins municipaux, nous avons relevé ceux qui ne sont pas de simples compilations : *Les cloches d'Angerville* dans *B.I.M. Angerville* (mars) ; *La fête de la Saint-Jean* par Bernard LOTTE dans *La Gazette de Boissy*[-la-Rivière] (juillet) ; *Vers la dévolution des biens* [entre Bures, Orsay, Les Ulis), *La gare de Bures a cent ans* par Michel DEVERGNE dans *Bures 91* (n° 17, 21, 22 de janvier, mai et juin) ; *Le château de Chamarande* par M. MAHAUX dans *La Plume chamarandaise* (janvier) ; *A la découverte des rues et des squares* dans *B.M. Courcouronnes* (n° 46-47 de juin et octobre) ; *Un ancien raconte* [le cèdre et la goutte] par Pierre ROYER dans *Draveil B.M.O.* (n° 60, janvier) ; *Louis-Nicolas de Boisguyon* par Raymond JOSSE dans *Etréchy notre ville* (février) ; *Dates et anecdotes du temps passé "de 1789 à 1839"* dans *Contact Fontenay-le-Vicomte* (n° 2 et 3 de 1990 et 1991) ; *Retour de la Vierge assise* dans *Forges-les-Bains, J.I.M.* (n° 30, 1er trim. 1991) ; *Le château de Belleville en 1930* dans *Gif Informations* (n° 168, septembre) ; *La question religieuse dans les paroisses du plateau de Gometz pendant la Révolution* par Pierre ROUSSEAU dans *L'information de Gometz-la-Ville* (juillet) ; *Gometz et la Révolution* par Serge CORRE dans *Gometz-le-Châtel, B.M.* (n° 105 à 110 de février à décembre) ; *L'histoire des collèges, des lycées et de la gare* par Jean FOUREST dans *Juvisy Informations* (n° 81 à 84, janvier à octobre) ; *Biographie d'Ernest Pillon maire de 1888 à 1927* (suite et fin) par Roger BERTEL dans *Le progrès de Linas* (n° 43 à 45, mars à décembre) ; *L'agonie du clocher (1821-1901)* et *Les cloches* par J.-Cl. DEROSIN dans *Vivre à Lisses* (février et mai) ; *Restauration de l'église Sainte-Marie-Madeleine* dans *Le Bulletin des Molières* (n° 43 de juin) ; *La bande à Bonnot à Montgeron* par Cyrille MARTIN, *Un grand mariage à Montgeron* et *Le monument aux morts* par Michel CHANCELIER dans *Montgeron Magazine* (n° 41 à 48 de février à août) ; *Poterie mérovingienne trouvée à Ormoy-la-Rivière vers*

1950 [décrite par Michel PETIT en 1976] dans *Ormoy-la-Rivière, B.M.* (décembre 1989) ; *L'église au XX^ème siècle* [d'après cartes postales] et *Restauration de l'église en 1990* dans *Pecqueuse, B.M.* (1989 et janvier 1991) ; *La guerre de 1870 à Saint-Cyr* d'après les notes de Jules PILTANT (1887) dans *B.M. Saint-Cyr-sous-Dourdan* (n° 8, septembre) ; *Amédée de La Patellière, peintre Valgrinien* [inhumé dans le village en 1932] dans *B.M. Vaugrigneuse* (n° 25, janvier) ; *Vayres de 1891 à nos jours* par Roger BAILLY dans *B.M. de Vayres-sur-Essonne* (n° 22) ; *Enigmatiques souterrains* (suite), *C'était il y a 250 ans* [ouverture du grand portail de l'église et création d'une avenue bordée d'arbres] et *C'était il y a 140 ans : l'assassinat du garde champêtre* par Guy LECLERC dans *Vert-le-Petit, J.I.C.* (n° 50-53, février à octobre) ; *L'Yvette, notre amie* et *Sur les chemins du passé* [histoire des noms de rues] par C. HANCART dans *Vivre à Villebon* (n° 41 à 43, mai à décembre) ; *Le général Barrois et la famille Reding* par Guy LECOMTE dans *Villiers-sur-Orge, informations* (n° 63-64, juillet-novembre) ; *L'histoire de nos rues* par M. JOY et F. BEDEÏ et *Le château des Marches du XV^ème au XX^ème siècle* par V. COLIN et L. DUBOIS dans *Viry info* (n° 63 à 65, février à mai).

Dans les bulletins paroissiaux, nous avons noté : *C'était il y a cent ans, l'ouverture de la halle, Du côté du Bois-Marie* et *Histoire des cimetières de Bures* par Michel DEVERGNE dans *Le Messager de Bures-sur-Yvette* (n° 329-332, mai à novembre) ; *Histoire de la paroisse de Saint-Michel* (suite) par Marius CIBOULET dans *La voix de Saint-Michel* (janvier à décembre) ; *Les Saviniens dans la Révolution* (suite) par Noël LAURENCEAU dans *Grain d'orge de Savigny-sur-Orge* (n° 119, mars).

Pour terminer, nous avons remarqué dans deux autres publications : *Une histoire de plaque* [donation à l'église d'Etréchy en 1892] par R. JOSSE dans *Le Pli de l'Essonne* (n° 817 du 26 septembre) ; *Chronique des lieux-dits, Bièvres et l'histoire de la photo, La "filasse" en vallée de l'Yvette* par Robert LIGONNIERE dans *Chevry contact* (n° 188-194, mai-décembre).

TRAVAUX EN COURS

CHEINEY (Pascale), *Le marquisat de Grosbois, seigneurie de Marolles,* Mémoire de maîtrise, Créteil.

CONSIGNY (S.), *Origine des silex d'Etiolles au moyen d'AGLAE,* Mémoire de maîtrise, Paris I.

DOR (Pierre), *Les reliques et reliquaires de la Passion,* Thèse de l'Ecole du Louvre.

DURAND (Sylvie), *L'église Saint–Denis de Viry–Châtillon : origine, architecture,* mémoire de Maîtrise, Créteil.

DUVIVIER (Isabelle), *Les personnels politiques sous la 3ème République dans la région de Corbeil,* Mémoire de maîtrise, Paris IV.

FERGANT (Aline), *Les écoles primaires à Savigny–sur–Orge sous la 3ème République,* Mémoire de maîtrise, Paris I.

JABOIN (Yveline), *Etude historique et sociologique de l'enseignement à Montgeron et Vigneux,* Mémoire de maîtrise, Paris V.

GOUSTARD (Vincent), *Recherches sur la métallurgie dans l'ouest de l'Essonne (vallée de l'Orge, de la Remarde et des plateaux environnants,* Mémoire de maîtrise, Paris I.

LAVIGNE–ROUMESTAN (Christine), *L'église de Vauhallan,* Mémoire de maîtrise, Paris I.

LAZARI (Laure), *Monographie de l'école de Vert-le-Petit,* Mémoire de maîtrise, Paris XIII.

LESOBRE (Claire), *Gif-sur-Yvette pendant la Révolution française,* Mémoire de maîtrise, Paris I.

RODRIGUEZ (P.), *Mollusques de fond de vallée : chronologie et paysages du Tardiglaciaire et du Post-glaciaire. Etudes de sites archéologiques du centre du Bassin parisien,* Thèse de doctorat de 3ème cycle, Paris I.

SALF (Eric), *Les Geoffroy-Saint-Hilaire,* Doctorat d'état, Paris IV.

Chronique

Archéologie

Les 16 et 17 mars 1991 se sont déroulées, à Meaux, les "Journées d'archéologie préhistorique et historique d'Ile-de-France". Le samedi 16 fut consacré au thème du paléo-environnement à partir des opérations de Noyen-sur-Seine pour la préhistoire et du Louvre, pour l'histoire. Le dimanche 17, les communications ont fait le point de l'actualité des fouilles. Pour l'Essonne, Michel Petit a parlé de Souzy-la-Briche.

Les 5 et 6 avril ont eu lieu les "Rencontres archéologiques de Guiry-en-Vexin" consacrées aux sites ayant produit des pièces de cuir.

Le 5 octobre, s'est tenu à Grigny à l'initiative du GERAME une journée archéologique consacrée aux fouilles récentes faites en Essonne. Ont présenté leurs travaux : Vincent Goustard à Saint-Maurice-Montcouronne ; Christian Wagneur dans le massif de Fontainebleau ; Daniel Giganon à Villiers-le-Bâcle, Alain Senée à Brunoy, Philippe Bonnin dans l'Yerres, Jean-Claude Leblay à Saint-Spire de Corbeil, Louis Girard à Buno-Bonnevaux et Jean-Christophe Bats à Saint-Pierre-du-Perray. Les communications seront publiées par les soins du GERAME, avec l'aide du département, en 1992.

L'exposition "8000 ans d'art rupestre en Essonne" réalisée par le GERSAR et présentée en 1990 à Milly-la-Forêt et Marolles-en-Hurepoix a continué son périple par Etampes, Yerres, Dourdan, Maisse, Les Ulis et enfin le musée régional de préhistoire de Nemours.

Le 17 novembre, M. Daniel Simonin a présenté, à l'occasion de l'assemblée générale du Groupement archéologique de Seine-et-Marne au musée de Nemours, le résultat des recherches récentes sur le thème "Du Néolithique au premier Age du Fer dans le Gâtinais et le nord-est de la Beauce".

Le Groupe d'anthropologie et d'archéologie funéraire en Ile-de-France, né en 1991, a pour domaine de recherche les sépultures isolées, collectives ou réunies en nécropoles. Responsable : Hervé GUY, abbaye de Maubuisson, 95310 Saint-Ouen-l'Aumône.

Archives départementales

Les collections se sont accrues de 623 m.l. dont 248 par versements administratifs, 373 par transfert des Archives des Yvelines (documents financiers, révolutionnaires et judiciaires – toute la série B), 1 par dépôt de commune (Authon-la-Plaine) et 1 par dons, achats et dépôts (36 lettres d'un huissier de Savigny-sur-Orge, 1819-1820 ; archives d'un procureur de la prévôté d'Orsay, 1785-1790 ; 2 registres de la fabrique de Saclay ; 3 terriers de Courances, XVIII^{ème} siècle ; registres de catholicité de Vert-le-Grand, 1813-1899 ; un obituaire de Saint-Michel-sur-Orge, XVI^{ème} siècle).

De nombreux inventaires et répertoires ont été mis à la disposition du public mais la décision du Conseil général de repousser d'au moins deux ans la construction du nouveau dépôt à Evry, en prolongeant des conditions de travail peu satisfaisantes, freine l'enthousiasme du personnel et ne facilite pas les recherches des lecteurs.

Bicentenaire de la Révolution

Le Comité départemental a achevé la publication de "89 en Essonne" (voir *supra* : Bibliographie).

En outre les actes du colloque tenu à Mennecy les 1er et 2 décembre 1990 sont sortis en décembre 1991. A cette occasion et aussi pour fêter les six années d'activité du comité, une réception a été organisée le 20 décembre au château de Paris-Jardins à Draveil.

Colloque

Le septième colloque d'histoire régionale organisé par la Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Ile-de-France se tiendra les 5 et 6 décembre 1992 à Conflans-Sainte-Honorine.

Le thème en sera : le fleuve et les voies d'eau en Ile-de-France. Un texte de cinq pages "orientation de recherches" a été diffusé dans les services d'archives et les sociétés savantes.

Environnement

Un important colloque sur le thème : environnement et cadre de vie en Ile-de-France à l'horizon 2015, s'est tenu le 6 juin au CNIT à la Défense. Il était organisé par la préfecture de la région d'Ile-de-France et par le Conseil régional et avait pour but de présenter et de discuter les grandes orientations du nouveau schéma directeur de la région afin d'intégrer l'environnement et le cadre de vie dans son élaboration.

Cinq tables rondes de chacune une heure et demie, temps évidemment trop court, ont abordé les points suivants : la région comme eco-système, la qualité de la vie en milieu urbain, les infrastructures de communication, les déchets et l'eau.

Le public très nombreux et très passionné est intervenu après chaque table ronde ; les associations de défense de la nature y tenaient une part importante.

Monuments historiques

Ont été classés monuments historiques : le pont Perronet à Brunoy (arrêté ministériel du 1er juillet 1991) et le pont aqueduc Médicis qui domine les villes d'Arcueil et de Cachan (Val-de-Marne) construit de 1615 à 1623 sur les plans de Thomas Francine ; il acheminait les eaux de Rungis vers Paris. A la fin du XIXème siècle, Belgrand a fait construire par-dessus l'aqueduc de la Vanne (arrêté du 26 février 1991).

Ont été inscrits à l'inventaire supplémentaire à la liste des monuments historiques : les vestiges de l'ancien domaine de Brunehaut à Morigny-Champigny comportant façades et toitures de la ferme de la basse-cour, pavillon du garde, colonne de la Concorde civile, fontaine, autel antique, pont rouge et temple de l'Amitié (arrêté du 4 novembre 1991) – le château de Saint-Jean de Beauregard avec les communs, l'orangerie, la chapelle, le parc et ses bâtiments et l'allée perspective (arrêté du 12 décembre 1991) – l'école nationale de céramique, 6 Grande Rue à Sèvres ainsi que la manufacture nationale de porcelaine, 4 Grande Rue et la maison des Jardies, 14 avenue Gambetta avec son jardin et le mémorial à Gambetta (arrêté du 3 juin 1991).

A été classé le site de la moyenne vallée de l'Essonne intéressant les communes de Boutigny, Vayres, Courdimanche, Gironville, Pussay, Maisse, Buno-Bonnevaux et Boigneville par décret du 28 novembre 1991.

Ont été inscrits à l'inventaire supplémentaire à la liste des monuments historiques, par arrêtés préfectoraux du 30 juillet 1991, 43 objets d'art (tableaux, statues, chaires, meubles) des églises suivantes : Bièvres, Boissy-la-Rivière, Bondoufle, Boullay-les-Troux, Boutervilliers, Breux, Chalo-Saint-Mars, Corbreuse, Etréchy, Fontenay-lès-Briis, Forges-les-Bains, Gif-sur-Yvette, Grigny, Leudeville, Leuville, Linas, Milly-la-Forêt, Morsang-sur-Orge, La Norville, Oncy-sur-Ecole, Roinville-sous-Dourdan, Saint-Escobille, Saint-Sulpice de Favières, Saint-Vrain, Varennes-Jarcy, Viry-Châtillon, Wissous et Yerres.

Notes d'histoire littéraire et artistique

Une œuvre du peintre Louise Abbéma "Roses trémières" vient d'être achetée par le musée d'Etampes.

Quatre-vingt dix modèles de meubles de style "Art nouveau" (1897-1908) dessinés par Eugène Belville (né à Bellevue-Meudon en 1863, mort à Paris en 1931) ont été acquis par le musée d'Orsay à Paris.

Le musée d'Etampes s'est enrichi de nouvelles aquarelles de Narcisse Berchère.

Une toile de Gustave Caillebotte "Yerres, la pelouse dans le parc, d'une allée" (24 x 36 cm – G. Caillebotte en bas à gauche), n° 7 du catalogue de l'exposition présentée à la galerie Brame et Lorenceau à Paris en mars 1989 a été proposée à la vente le 28 juillet 1990 à l'hôtel des ventes de Calais sous l'appellation "Dans le parc, Yerre" vers 1870-1872.

Un pastel du même artiste "Vallée de l'Yerres" (47 x 63 cm – G. Caillebotte en bas à droite), n° 99 de l'ouvrage de Marie Berhaut ; n° 28 de la 4ème exposition impressionniste de Paris en 1879 et n° 2743 du salon d'automne de 1921 a été proposé à la vente le 15 avril 1991 à l'hôtel Drouot sous l'appellation "La vallée de l'Yerres" (52 x 72 cm, daté 77).

Une émission télévisée sur ce peintre a été réalisée par Patrice Anquetil : les prises de vues ont eu lieu le 17 avril 1991 à Yerres et la projection faite par FR3 Caen le 16 mai vers 18 h.

Un portrait dessiné au crayon de Théodore-Charles Mozard, rédacteur de la Gazette américaine, consul de France à Boston en l'an III par Elisa Champin morte à Sceaux en 1871 a été offert au Musée national de la coopération franco-américaine de Blérancourt.

Trois lettres de Jean Cocteau ont été mises en vente par la Maison de l'autographe (printemps 1991) ; elles sont adressées à la direction des relations culturelles du Ministère des Affaires étrangères : par la première, d'avril 1950, il fait savoir qu'il n'ira pas en Allemagne car "les deux films l'ont tué" ; dans la deuxième écrite de Milly, le 8 octobre 1950, il refuse une invitation au Brésil ; la troisième du 5 novembre 1953 concerne des œuvres originales qu'il ne possède plus.

Jean Anouilh, dans une lettre non datée à des amis, déclare "qu'il ne peut venir au dîner Cocteau... L'amitié est un peu plus profonde, là où il y a moins de monde" (Hôtel Drouot, 23 mai).

Un manuscrit du poéte sur Marcel Proust a été proposé à la vente (*ibid.*, 23 mai). Enfin, un dessin représentant Picasso "l'oiseau du Bénin à Rome" dédié par Cocteau à Guillaume Apollinaire en 1917 a été acheté par le musée Picasso en 1990.

Une lettre non datée d'Eugène Delacroix à son ami Feuillet pour le prévenir qu'il ira à Passy et l'inviter à l'accompagner a été proposée par la Maison de l'autographe (printemps, 1991).

Le musée national Eugène Delacroix, 6 place de Fürstenberg à Paris, fermé depuis juin 1990 a été réouvert en 1991. L'appartement a été renové, l'atelier et le jardin restaurés. On y voit exposé un tableau important acquis en vente publique le 25 novembre 1990 "La Madeleine dans le désert" qui fut exposé pour la première fois au salon de 1845. *La Revue du Louvre* de mars 1991 reproduit le visage de la Madeleine, p. 136. En outre, six lithographies et une eau–forte y sont entrées, par don et achat, récemment.

Une étude à la mine de plomb pour "L'entrée des Croisés à Constantinople" du même artiste, datée de 1840 a été acheté par le Musée du Louvre et une huile sur toile "Les Natchez" de 1835 est entrée au Metropolitan Museum of Art de New–York en 1990.

Enfin une exposition "Eugène Delacroix, ses collaborateurs et ses élèves toulousains" (peintures, dessins) a été présentée cette année au musée Paul Dupuy de Toulouse.

Un pastel de Maurice Eliot d'Epinay–sous–Sénart (1864–1945) "Champ de blé en été" (32 x 45 cm) a été vendu à l'hôtel de ventes d'Autun, fin 1991.

"L'encrier", huile sur papier marouflé sur toile, 1948, de Jean Fautrier (mort à Châtenay–Malabry en 1968) a été donné au Musée d'art moderne de la ville de Paris.

La Maison de l'autographe (printemps 1991) a proposé une dédicace de Paul Fort à Felix Pernet rédigée sur les deux premières pages de son livre "Mes Mémoires" paru en 1944 avec un poème de six vers, le tout daté du 30 mars 1945.

Le 4 décembre 1924, Paul Léautaud écrivait à Montherlant qui venait d'être "démoli par un taxi" (*ibid.*). Un petit poème érotique inédit du même a été vendu à l'Hotel Drouot le 23 mai 1991.

Deux œuvres de Fernand Léger (mort à Gif-sur-Yvette en 1955) ont été offertes au musée d'art moderne du centre Pompidou : projets pour la salle à manger de Kahnweiler à Saint-Hilaire, 1954 et projets de décoration murale, 1936-1939.

Un tableau de Leroy-Dionnet "Bords de l'Yerres" (33 x 46 cm), XIX^{ème} siècle a été proposé par maître Dufreche à l'hôtel des ventes d'Autun, le 29 novembre.

Un manuscrit de Jacques Maritain intitulé "Discours sur l'art" avec une lettre d'envoi datée de Meudon le 11 octobre 1924 a été mis en vente à l'Hotel Drouot, le 23 mai.

De novembre 1990 à février 1991, ont été présentées à la maison de Balzac, pour l'exposition "Nadar – caricatures et photographies", les deux versions du "Panthéon Nadar" (1854-1858) accompagnées des caricatures de 250 personnages et des photos utilisées comme modèles par Nadar et aussi des documents extraits de sa correspondance. 160 de ces portraits et 44 caricatures ont été acquises en 1991 par le Musée d'Orsay.

A l'exposition "Dessins français du XVI^{ème} au XIX^{ème} siècle" tenue au cours de l'été 1991 à l'Institut Courtauld à Londres, on pouvait remarquer un dessin de J. Oudry représentant les jardins de la princesse de Guise à Arcueil 1745 (cat. n° 40) et une esquisse du même pour "L'adoration des mages", tableau exécuté pour Saint-Martin des Champs de Paris et aujourd'hui, selon le catalogue, dans l'église de Villeneuve-Saint-Georges.

Une aquarelle de Charles Pensée (1799-1871) "Ancien prieuré de Longpont" (51 x 73 cm) a été proposée par maître Savot à la galerie des ventes d'Orléans le 12 octobre 1991.

Des bronzes du sculpteur brunoyen, M. Prost dont deux exemplaires de sa "panthère noire" ont été mis en vente publique les 24 et 28 novembre et 8 décembre à Montluçon, Lyon et Poitiers.

Une exposition "Rops et la modernité" a été présentée au centre d'exposition Wallonie-Bruxelles de Paris fin 1991 – début 1992.

Le manuscrit d'un opéra comique intitulé "Migraine", musique de Pierre Petit, livret de Louise de Vilmorin, daté de 1958 est passé en vente à l'Hotel Drouot le 23 mai.

A l'exposition "Dessins français..." tenue à Londres (citée ci-dessus), un dessin de J.-G. Wille, daté de 1767, représentait "une partie de l'auberge où il a dîné entre Etampes et Arpajeon (*sic*)" (cat. n° 50).

Patrimoine

Mademoiselle Sophie Cueille, conservateur à la Conservation régionale de l'Inventaire a été nommée directeur du Comité du patrimoine de l'Essonne.

Le prix du patrimoine départemental a, cette année, récompensé des réalisations architecturales des années 80. Ces prix ont été remis au cours de la "Nuit de l'architecture et du patrimoine" le 16 novembre à Brétigny-sur-Orge. A cette occasion, a été présentée une nouvelle publication du comité : "Mémoire d'Essonne, patrimoine contemporain 1900-1980" (voir *supra* : bibliographie) et a été projeté un spectacle multi-images "Le jardin des inventeurs" dont la cassette est disponible.

La fête annuelle de la peinture avait pour thème, cette année, le patrimoine. Les œuvres ont été exposées le 29 juin au gymnase du parc de Villeroy à Mennecy.

L'association "Ateliers de techniques anciennes du groupement REMPART Ile-de-France (ATAGRIF) a organisé les 28 et 29 septembre un week-end du livre sur le thème "Patrimoine et histoire en Ile-de-France" à la commanderie des Templiers de Coulommiers.

Tourisme

Un bateau dénommé "Essonne" a été inauguré le 25 janvier, au ponton de Soisy-sur-Seine. Il est destiné à faire des croisières sur la Seine pour des groupes et des particuliers.

La deuxième semaine du Tourisme et des Loisirs de l'Essonne organisée par le Comité départemental du tourisme s'est tenue au centre commercial "Les Ulis 2" du 18 au 24 mars.

Le jeu-concours "Devenez ambassadeur de l'Essonne" proposé par le Comité départemental du Tourisme, pour la seconde fois, a remporté un très grand succès. La finale a eu lieu le 25 mai au château de Savigny-sur-Orge.

Vitrail religieux - enquête en cours

Le vitrail est regardé comme un art "mineur", surtout lorsqu'on le compare à ces arts "majeurs" que sont l'architecture, la peinture non-translucide, la sculpture. Il appartient à ces "arts décoratifs" dont l'objet, comme leur nom l'indique, est d'apporter un décor, un fini, un faire-valoir à une œuvre qui existe déjà. Au même titre que l'enluminure rehausse la valeur d'un texte préexistant, ou que le cadre doré donne de la profondeur à un tableau achevé.

Les vitraux sont souvent admirés "en bloc", comme un ensemble bien construit, sans qu'on se préoccupe des parties qui le composent. A Chartres ou Reims, nous sommes d'autant plus séduits par l'harmonie des couleurs que nous sommes dans l'incapacité d'apprécier immédiatement le détail de la composition. Mais si le vitrail médiéval ne se laisse pas lire aisément, ce n'est pas seulement parce qu'il comporte un grand nombre de scènes traitées sur de petits espaces, c'est qu'il renvoie aussi à toute une culture du Livre, à un enseignement des Evangiles, de la Tradition d'Eglise, auxquels beaucoup sont aujourd'hui devenus étrangers.

Un patrimoine mal connu

Peu de vitraux du Moyen Age subsistent dans le département (citons : Saint-Sulpice-de-Favières ou Saint-Germain-lès-Corbeil, par exemple). Guerres et déprédations diverses les ont fait disparaître des églises. Ceux du XVI^{ème} siècle sont plus communs, mais ils ne figurent souvent plus dans leur intégralité, quand ils ne sont pas réduits à l'état d'épaves. Quant aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles qui n'appréciaient guère le vitrail, ils ne nous ont rien laissé de significatif. Pour l'essentiel, c'est à la renaissance de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle que la plupart de nos églises doivent leurs verrières. Avec en arrière-plan, le culte des saints et la dévotion mariale en plein épanouissement.

Dans un tel contexte, le vitrail du XIX^{ème} siècle apparaît répétitif, violemment coloré, laborieux dans son trait ; il pouvait être considéré il y a cinquante ans comme le dernier soubresaut

d'un art, en voie de perdition... Jusqu'au renouveau contemporain de l'art du vitrail auquel Chagall ou Matisse par exemple contribuèrent tant.

Le vitrail du XIX^{ème} siècle ne mérite pourtant pas le mépris avec lequel on le traite. Sans doute y a–t–il dans cette immense production une part assez considérable de stéréotypes qui correspondent aux stéréotypes de la statuaire "saint–sulpicienne" de l'époque. L'industrialisation des procédés de fabrication, les directives de l'Eglise à propos des thèmes choisis et la manière de les traiter ne sont pas étrangères à ce conformisme artistique. Ce serait pourtant une erreur que de penser que toute cette production est négligeable. Mais, de fait, elle a été trop longtemps négligée.

Le vitrail et l'histoire des mentalités

L'objectif ici n'est pas celui de l'historien d'art. Il ne s'agit pas de comparer les vitraux du XIX^{ème} siècle des églises de l'Essonne avec ceux, médiévaux, des cathédrales de Bourges ou de Chartres : le résultat est connu d'avance... Le but est d'étudier le vitrail pour lui–même, comme un objet d'histoire, à travers ses thèmes, ses constructions, ses récits, pour comprendre ce qu'ont voulu exprimer ceux qui l'ont commandé et ceux qui l'ont conçu et exécuté. Le vitrail constitue en effet pour l'historien un témoin privilégié de l'évolution des sensibilités religieuses et des arrière–plans socio–politiques.

Mais ne nous y trompons pas ; si nous ne prêtons plus tellement attention aujourd'hui au vitrail du siècle dernier, c'est aussi parce que nous n'adhérons plus à cette pastorale de l'Eglise du XIX^{ème} siècle qui cherchait désespérément à endiguer l'inéluctable laïcisation de la société, en proposant des modèles de vie qui sont tellement éloignés de nous.

Cette recherche veut donc montrer qu'il existe dans le vitrail du XIX^{ème} siècle une matière dont l'historien peut faire usage, pour mieux appréhender les mentalités et les comportements religieux. Elle veut aussi attirer l'attention sur le fait que ce patrimoine est aujourd'hui gravement menacé et que son principal ennemi est l'indifférence. Le vitrail est un support fragile qui doit être surveillé, entretenu, sous peine de perte inéluctable.

Créer un instrument de travail

L'enquête entreprise par des membres d'"Etampes–Histoire" en 1991 a concerné, dans un premier temps, la région d'Etampes ;

elle s'est étendue, courant 1992, à tout le sud-Essonne. Un relevé photographique des vitraux est systématiquement effectué : vitraux historiés, à personnages, avec prise en considération de détails significatifs. Datation, références d'ateliers, thématiques, mentions des donateurs sont également notés. Ainsi chaque sanctuaire aura-t-il à la fin de l'enquête sa fiche signalétique et descriptive permettant de replacer à chaque fois que cela sera possible l'histoire des verrières dans le contexte de l'époque.

Lorsqu'il sera achevé, dans l'ensemble du département, un tel relevé constituera un instrument de travail de premier ordre pour tous ceux qui s'intéressent aux mentalités religieuses et aux systèmes de représentation de l'époque contemporaine.

Jacques GELIS

Angerville

Le département de l'Essonne a acquis la ferme de Bassonville pour y installer partie d'un "éco-musée éclaté". Une pré-inauguration a eu lieu au début de décembre.

Bondoufle

L'association historique de Bondoufle, présidée par Nicole Marcille, a organisé une exposition ayant pour thème "les années 40" qui a été inaugurée le 18 octobre.

Brunoy

Le musée a présenté du 1er juin au 27 octobre une remarquable exposition "Les Monmartel et Brunoy, fastes du XVIIIème siècle" dont le but était d'évoquer le fameux banquier de Louis XV (dont un portrait est entré récemment au musée) ainsi que sa famille et les traces qu'elle a laissées dans la ville. Voir *supra* : Bibliographie.

Châtenay-Malabry

De septembre à décembre 1990, s'est tenue à La vallée aux Loups, l'exposition "Madame de Chateaubriand, 1774-1847". Une centaine d'œuvres rappelaient la vie mal connue de Céleste dont les *Cahiers* ont été récemment réédités.

Choisy-le-Roi

Un plat en faïence fine à décor japonais dû au talent d'Amédée de Caranza, président de la manufacture (vers 1875-1880) est entré au Musée des Arts décoratifs en 1990.

Dourdan

M^me^ Isabelle Mittom a pris la succession de M^me^ Ceccalci-Borroméi à la tête du musée.

Etampes

Pour la quatrième fois, le service municipal du tourisme a proposé un cycle de conférences assurées par "Etampes-Histoire". Il était consacré au XIX^ème^ siècle. On a pu entendre Jacques Gélis (le vitrail religieux dans la région), Claude Robinot (les débuts du tourisme en Etampois), Jean-Pierre Durand (le quartier Saint-Martin), Bernard Vilfrite (Les Etampois et la "Revanche" 1870-1914), Romuald Féret (Rose Chéri et Berthe Fayolle, deux femmes de théâtre), Marie-José Magot (Foires et marchés), Christian Carenton (écoles et instituteurs), Françoise Hébert-Roux (Délinquance et criminalité), Jocelyne Douchin (le Monde Paysan) et Laurent Goux (le Premier Empire).

Fresnes

A l'eco-musée de la ferme de Cottinville, 41 rue M. Terine, a été présentée une exposition consacrée aux années 60 à Fresnes.

Guillerval

Le 25 mai, a été inaugurée l'exposition "Traditions locales de 1830 à 1950" organisée par l'association Patrimoine et Traditions "Les cheveux d'argent de la Marette".

Jouy-en-Josas

Le musée de la toile de Jouy vient d'être installé dans le château de l'Eglantine. Parmi les diverses salles, on remarque le cabinet particulier de Christophe-Philippe Oberkampf, fondateur des manufactures d'Essonnes et de Jouy.

Magny-les-Hameaux

Au musée des Granges de Port-Royal s'est tenue une exposition consacrée à Mère Angélique Arnauld.

Marcoussis

L'association historique de Marcoussis vient de naître. Son but est de faire revivre l'histoire de la ville, en restaurant le château de Montaigu ; reconstituant les poteries qui ont été trouvées ; en remettant en valeur les caves du couvent des Célestins ; en préparant une exposition sur les routes et les chemins ; en recherchant l'ancien matériel agricole.

Constituée d'anciens membres des Amis du château féodal de Montlhéry et de responsables locaux des Orphelins-Apprentis d'Auteuil, propriétaires des ruines de Montaigu, elle reprend, en fait, l'œuvre que M. Payen a poursuivie avec acharnement pendant vingt ans.

"Mennecy et son Histoire" a montré encore beaucoup d'activité cette année. Outre diverses communications : "la lèpre à Corbeil et à Mennecy" par G. Jusseaume ; "le jour où la "Miss" vint à Mennecy" par J.L. Gandion ; "Histoire de la maison du Bel Air" par M. Vollant, l'association a organisé une journée consacrée au grand savant et remarquable pédagogue Auguste Behal mort à Mennecy en 1941 (exposition, conférences, publication d'une biographie).

Le 20 avril a été inaugurée, à Villeroy, dans les communs du château disparu, la salle de la cheminée, ornée d'une réplique de celle que sculpta Mathieu Jacquet.

Montgeron

Parmi les conférences proposées par la Société d'histoire, nous avons été plus particulièrement intéressés par celle de Josèphe Jacquiot consacrée au sculpteur Henri-Michel-Antoine Chapu (1833-1891) né au Mée-sur-Seine (Seine-et-Marne) et auteur de la statue des frères Galignani qui jouxte l'hôtel-de-ville de Corbeil.

Montlhéry

Le millénaire de la tour a été commémoré les 25 et 26 mai. A cette occasion, on a pu voir : une exposition de photographies, dessins et documents évoquant les différents aspects du château au cours des âges montée par les Amis du château féodal grâce aux prêts de François Fort, de J.-G. Goueffon et de N. Payen ; un grand spectacle son, lumière et pyrotechnique rappelant les grandes heures de la tour organisé par le syndicat d'initiative avec le concours des sociétés locales ; enfin un grand tournoi de chevalerie.

Nozay

L'association "Nozay et son Histoire" a présenté à la mairie une exposition sur "la vie rurale de 1800 à nos jours".

Palaiseau

La société historique a créé un "musée palaisien" où sont présentés des meubles, des outils, des costumes du pays ainsi qu'un atelier de fourreur.

Du 15 au 22 juin s'est tenue à la médiathèque une exposition sur le patrimoine architectural de la ville à l'occasion de la préparation d'une zone de protection du patrimoine architectural urbain (ZPPAU).

L'Ecole polytechnique a accueilli du 22 mai au 4 juin une exposition consacrée à Jean Delpech (1916–1988), premier grand prix de Rome en gravure en 1948 et auteur de nombreux timbres. Il enseigna la gravure de 1974 à 1981 aux élèves de l'X.

Saint-Maurice-Montcouronne

Le n° 40 du *Journal de Paris* du 9 février 1784 a rendu compte de l'atterrissage du ballon du marquis de Bullion parti de l'hôtel du duc de Luynes, faubourg Saint-Germain, le 3 février 1784 dans une vigne de ce village.

Sceaux

Du 2 octobre au 15 décembre s'est tenue à l'orangerie du château, une très belle exposition consacrée à "La rivière de Seine et ses peintres, de Hubert Robert à Monet". Elle a permis d'évoquer non seulement les aspects changeants du fleuve mais aussi la batellerie, les ports, les lavandières, l'industrie, les baignades et les canotiers... vus par les plus grands peintres : Signac, Marquet, Luce, Monet, Renoir, et bien d'autres.

Villeconin

"Les Amis du château", association créée pour animer et sauvegarder le château a organisé le 14 septembre une soirée médiévale costumée qui s'est tenue dans la cour d'honneur et dans la grande salle Jean de Montagu. Après un accueil en musique par l'ensemble des instruments anciens d'Ile-de-France, un repas fut servi "comme au Moyen Age" accompagné de musique, chansons et poèmes. La soirée fut consacrée au concert et aux danses anciennes.

Nécrologie

Monsieur Jean-Jacques AUBERT est décédé le 14 mai 1991. Corbeillois d'adoption, il avait gardé un grand attachement pour cette ville bien qu'il l'ait quittée depuis longtemps mais où il gardait des attaches familiales et amicales.

*
* *

Monsieur l'abbé Vincent de COURCEL s'est éteint le 4 mai 1991 à l'hôpital du Val de Grâce. Membre fondateur de notre société depuis 1945 c'était le plus jeune fils de notre ancien président Robert de Courcel. Nous renouvelons nos condoléances à ses frères et sœurs tous membres fondateurs : Guillaume et Michel Sixte de Courcel, Mesdames Jean et Xavier de Courcel, Madame la marquise de Lasteyrie, Mesdames André et Jean Panhard.

*
* *

Le comte François DES GARETS est décédé au mois de mars. Il avait adhéré à notre société dès 1944. Propriétaire du château des Tourelles à Marolles-en-Hurepoix, il fut longtemps maire de cette ville. A Madame Des Garets qui reste des nôtres et à ses enfants nous redisons notre sympathie.

*
* *

Nous avons appris tardivement le décès de Monsieur André JOUANEN qui nous a quittés le 17 décembre 1990 à l'âge de 78 ans. Originaire du Gard, il a fait toute sa carrière d'instituteur dans notre région : Brunoy, Brévannes puis, après la guerre, Nozay où il fut directeur et également secrétaire de mairie. Retraité en 1967, il devint aussitôt secrétaire général de la mairie de Montlhéry.

Dans tous ses postes il s'intéressa à l'histoire et en donna le goût à grand nombre de ses élèves. On lui doit une brochure résumant l'*Histoire de Montlhéry de 1768 à nos jours* (vers 1969), de nombreux articles sur cette ville parus dans *l'Essor du canton de Montlhéry, l'histoire de Nozay* parue en 1982, *Montlhéry et son histoire* en 1983, *Montlhéry, douze siècles d'histoire* vers 1986.

Il participa activement au pré–inventaire des richesses artistiques du canton de Montlhéry.

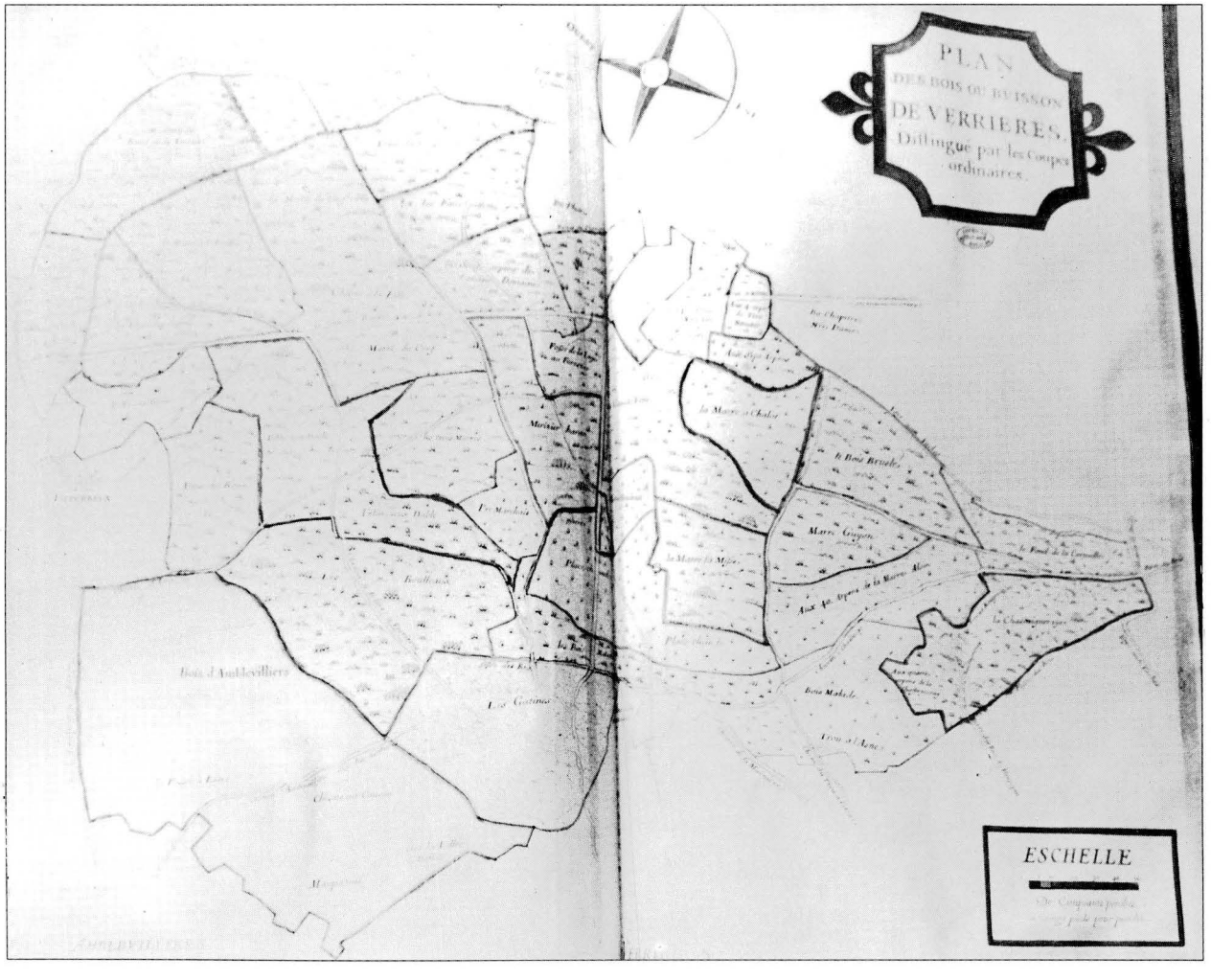
Il avait adhéré à notre société, ainsi que son épouse, en 1970, et tous deux manquaient rarement nos sorties. Madame Jouanen reste des nôtres et sait la part que nous prenons à sa peine.

*
* *

Madame Germaine LAURENT, de Quincy–sous–Sénart, dont nous annoncions la mort du mari l'an dernier, nous a quittés à son tour cette année.

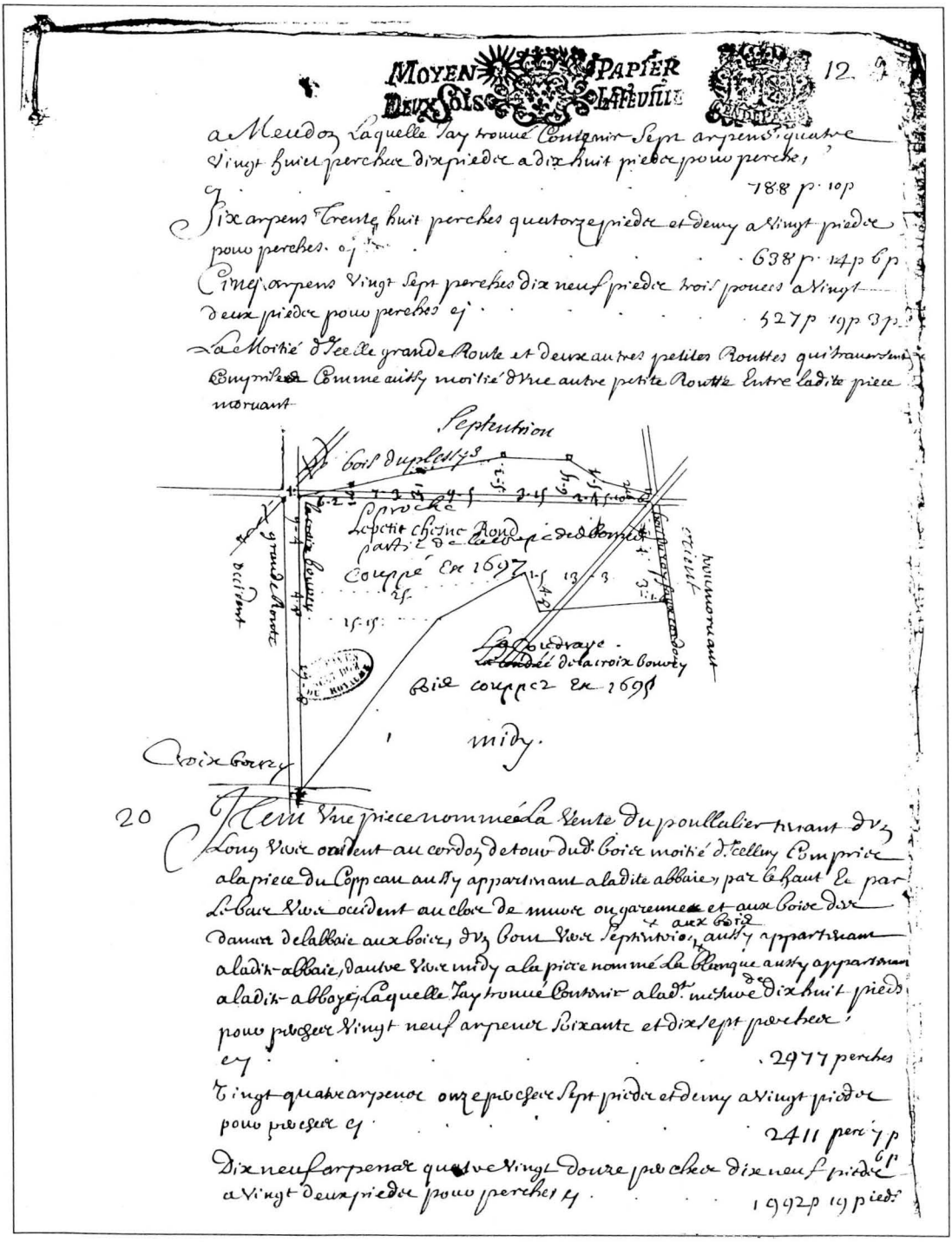
*
* *

Monsieur René NOUELLE, de Gif–sur–Yvette, qui était des nôtres depuis 1978, est décédé au début de l'année 1991.

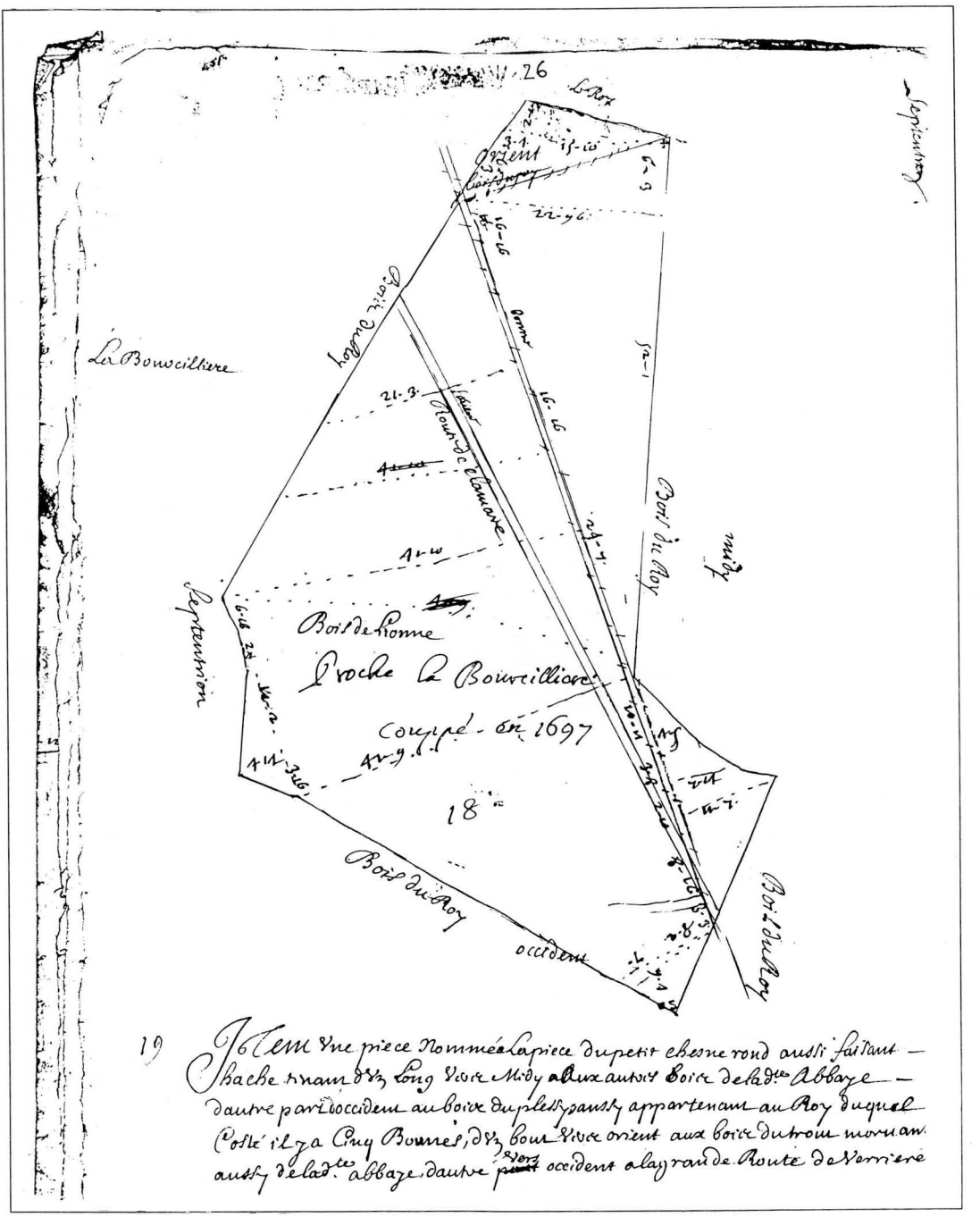


Le bois de Verrières en 1660. *(Arch. Nat.,* N IV Seine 29).

Pl. I



Plan d'arpentage. (*Arch. Nat.*, S 2893).

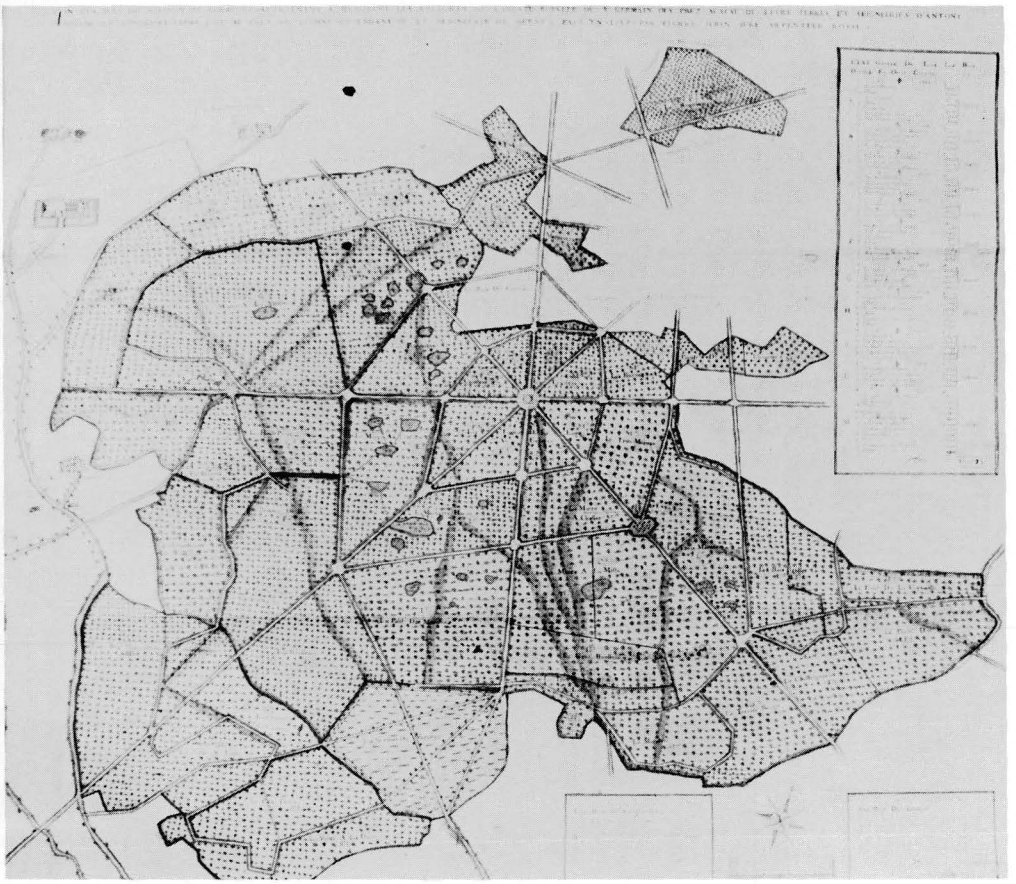


19 Item Une piece Nommée La piece du petit chesne rond aussi faisant — Chache vn arp. 88 Long Vers Midy aux autres Bois de lad.te Abbaye — dautre part Occident au Bois du plessy aussy appartenant au Roy duquel Costé il y a Cinq Bournes, 88 bout Vers orient aux bois du trou morian aussy de lad.te abbaye dautre part occident a la grande Route de Verriere

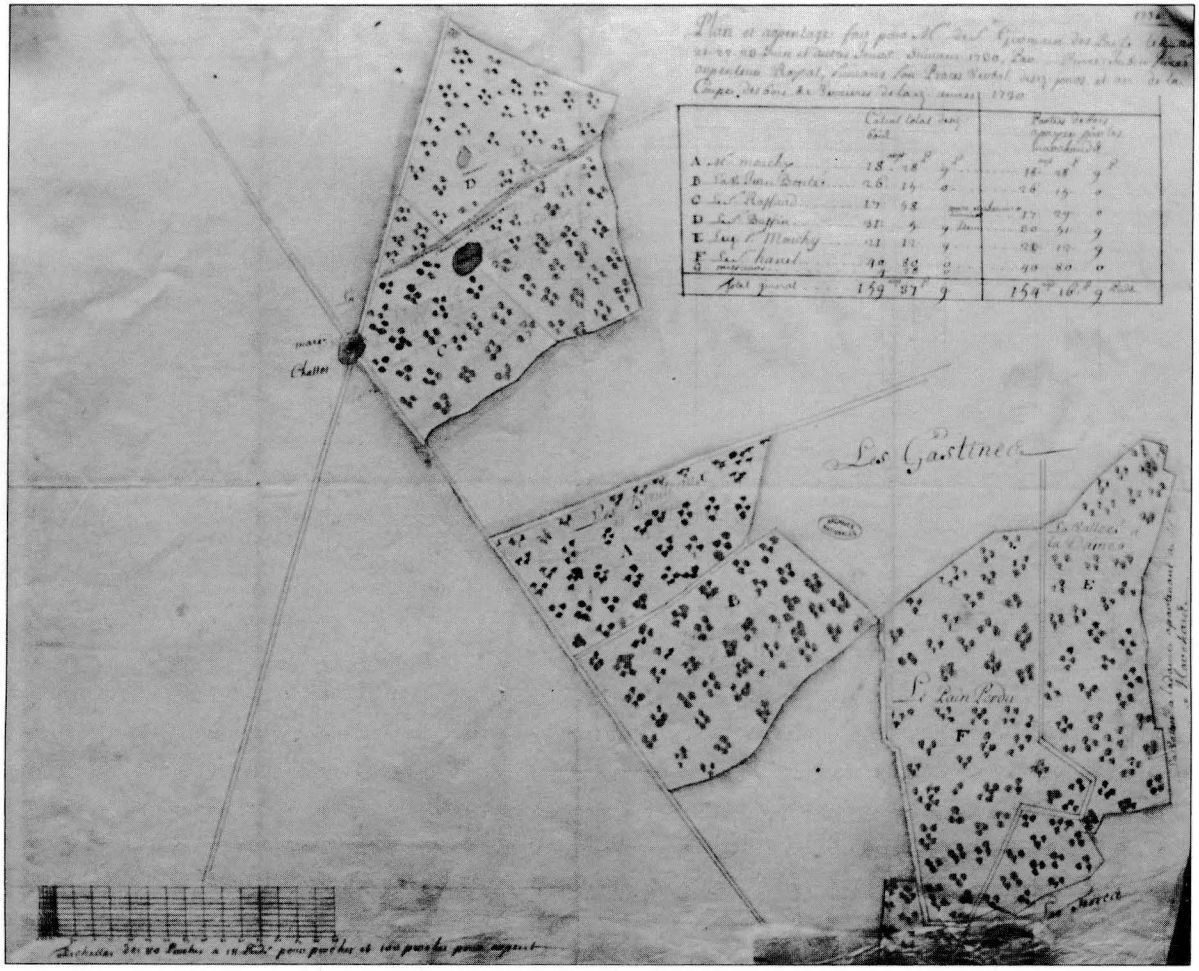
Plan d'arpentage. (*Arch. Nat.*, S 2893).



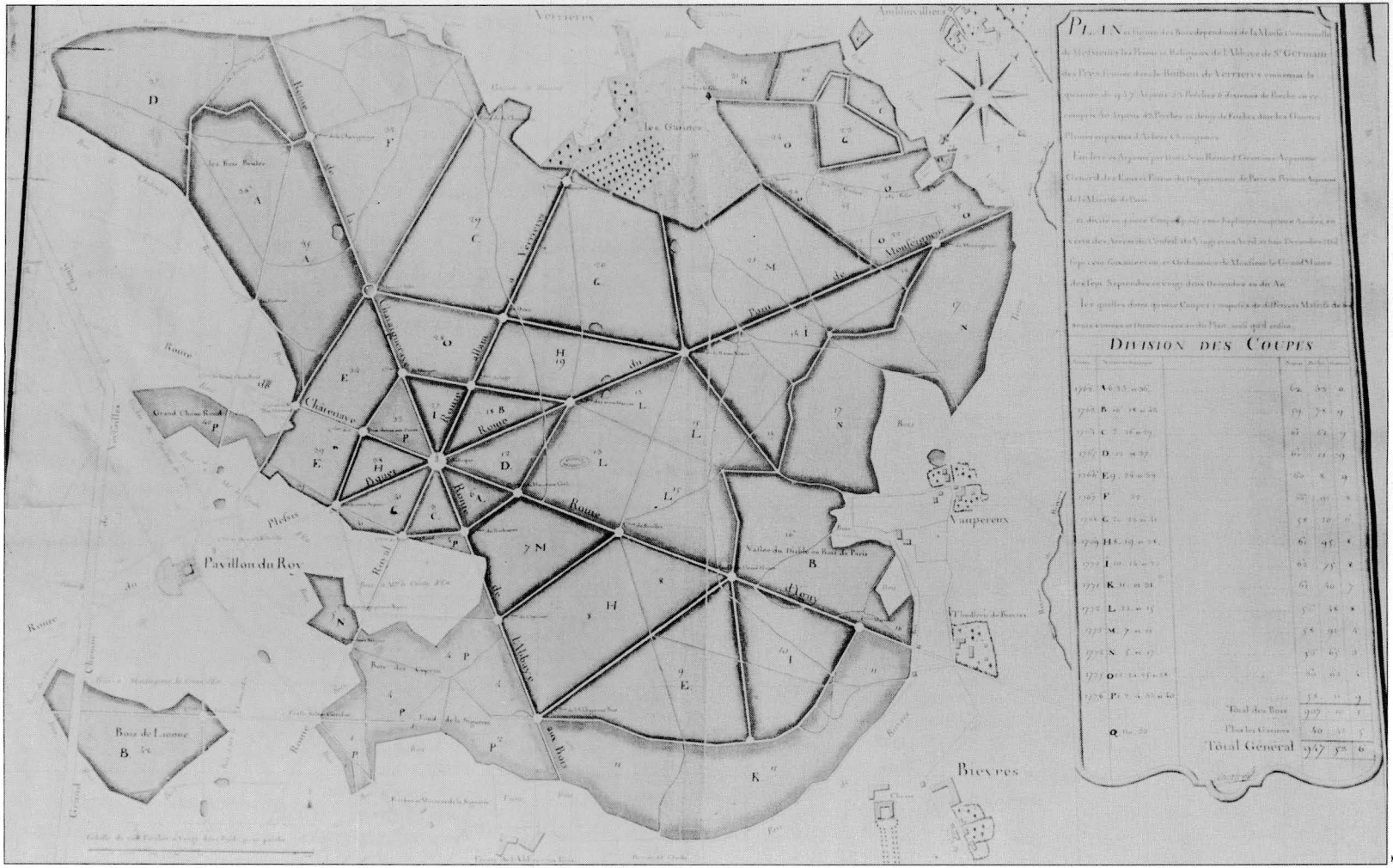
Le buisson de Verrières en 1755. *(Arch. Nat.,* S 2893).



Le buisson de Verrières 1717–1727. *(Arch. Nat.,* N II S & O 54).



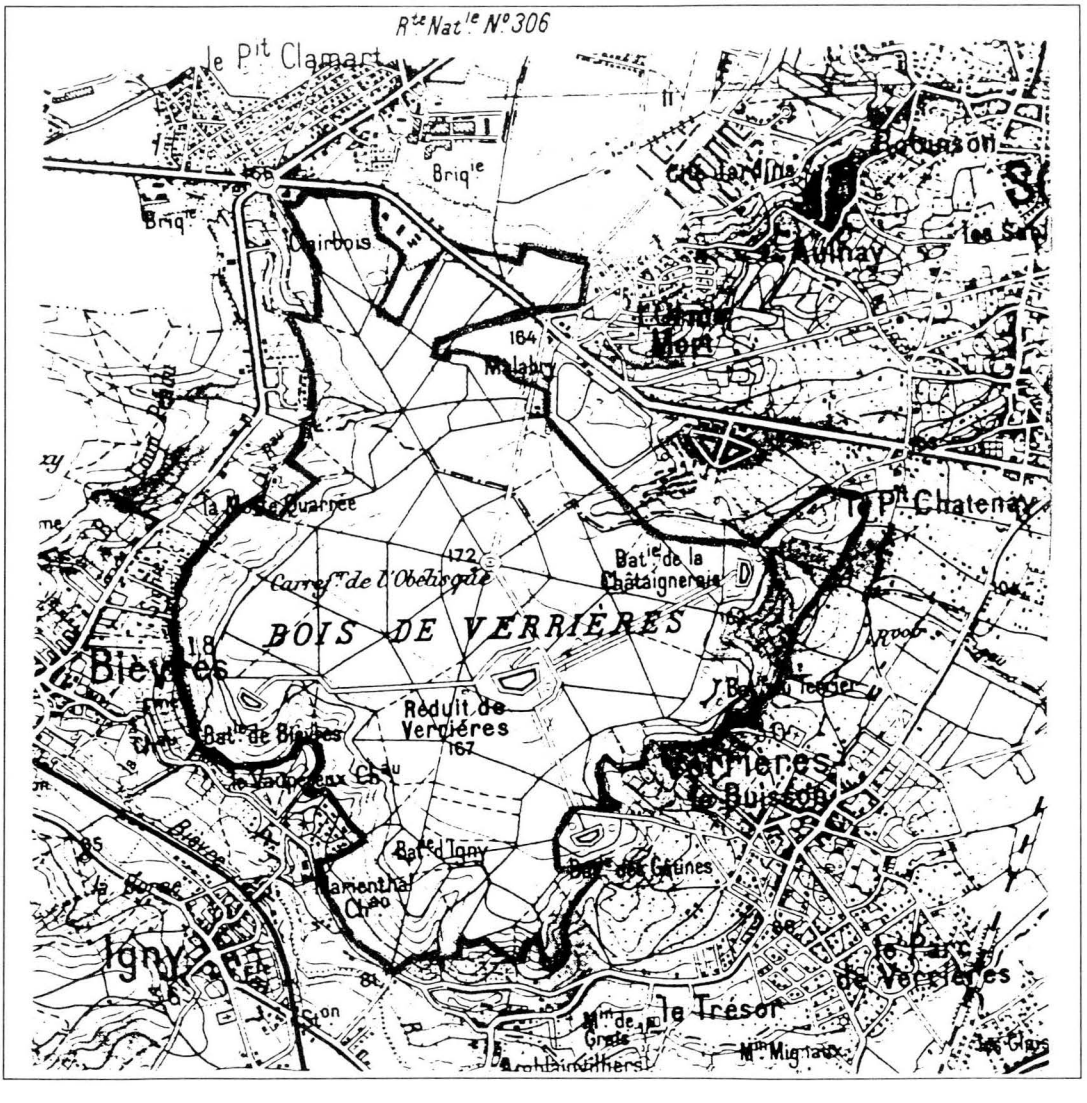
Plan de différentes parties du bois de Verrières
relatif aux coupes annuelles. – coupe 1730 par Cordier–Jubin – Desquinemarre
(Arch. Nat., N III S & O 216).



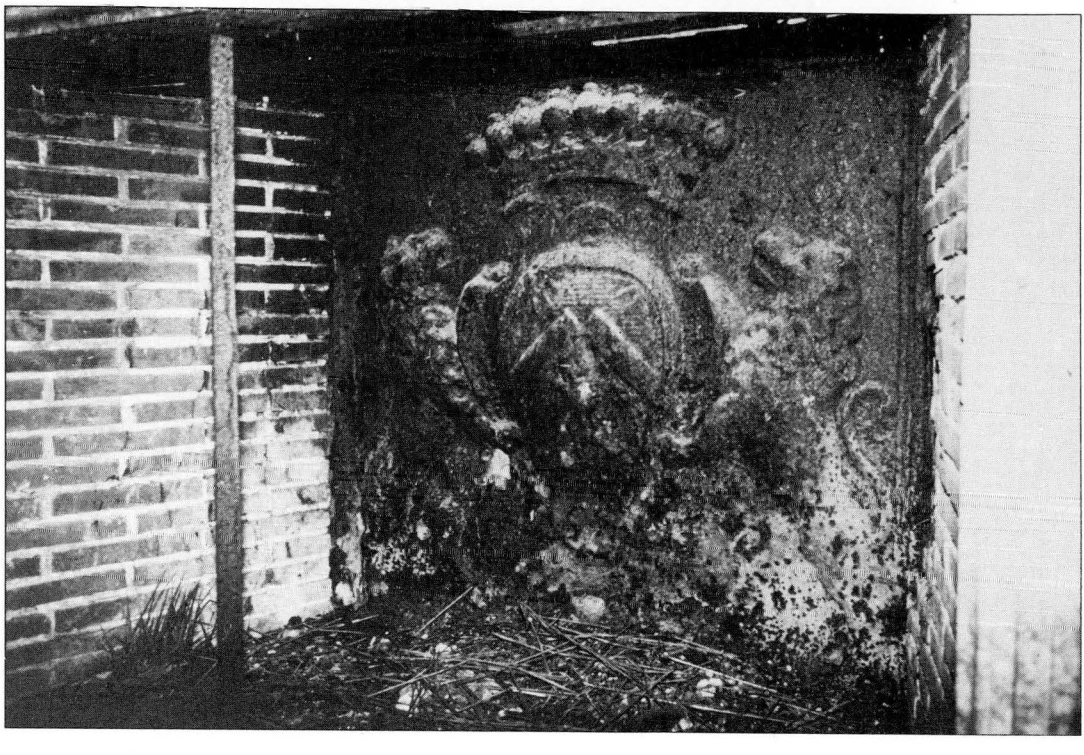
Le buisson de Verrières en 1761. – Plan de J. Renard. *(Arch. Nat.,* N II S & O 230).

Pl. VII

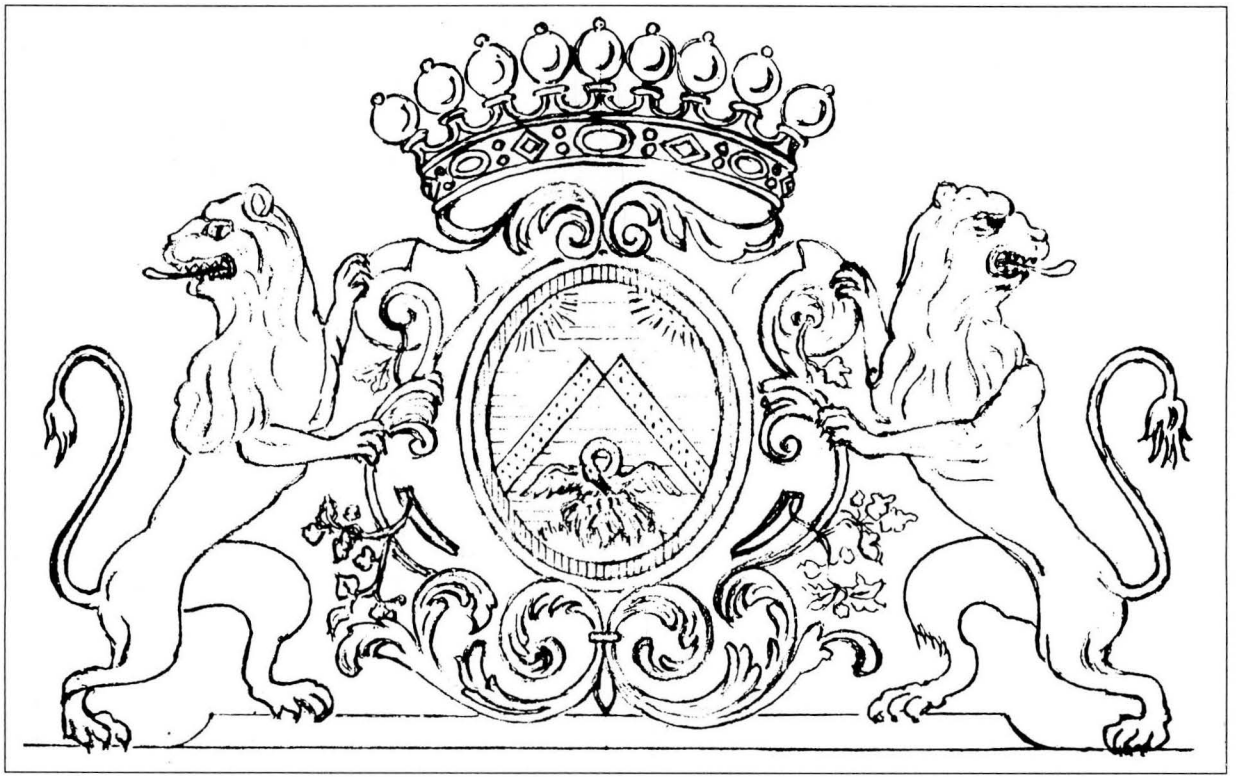
Pl. VIII



Le bois de Verrières en 1934 d'après la carte IGN au 1/ 50 000^e (Corbeil).



Méréville. – cheminée du petit salon, 1989.



Dessin des armoiries de Jean Delpech
exécuté par M^me^ Andrée Sainsard, d'après une photo prise
à l'intérieur du château de Méréville en 1896.



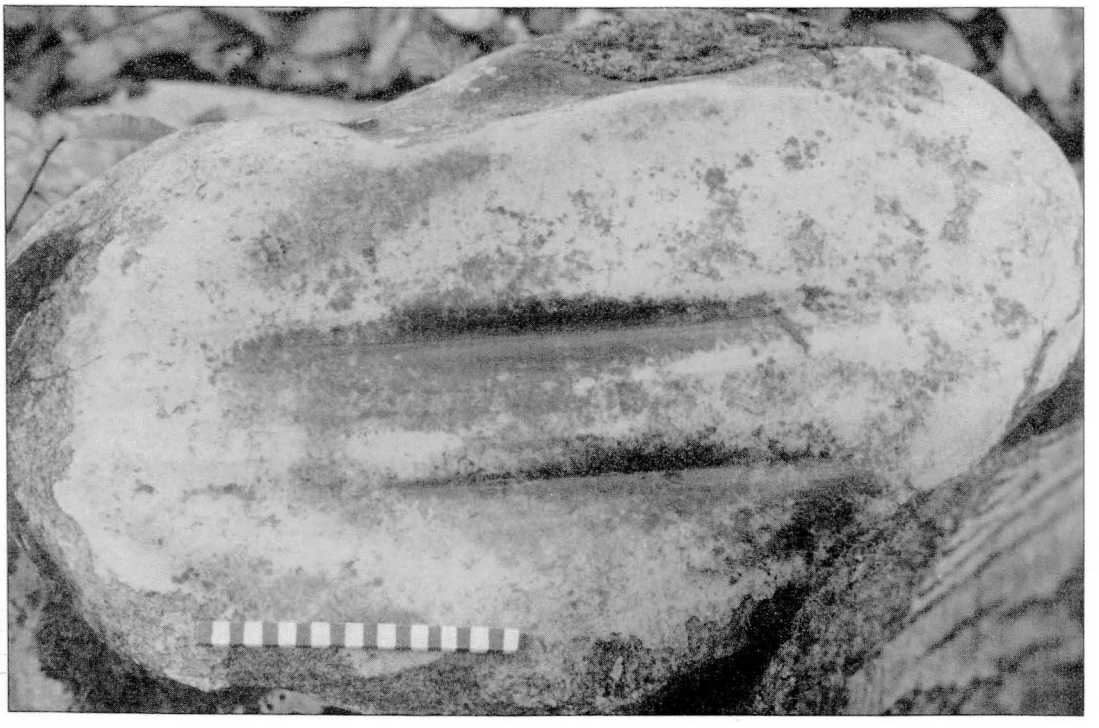
Ballancourt–sur–Essonne. – Roche à glissade du Mont.



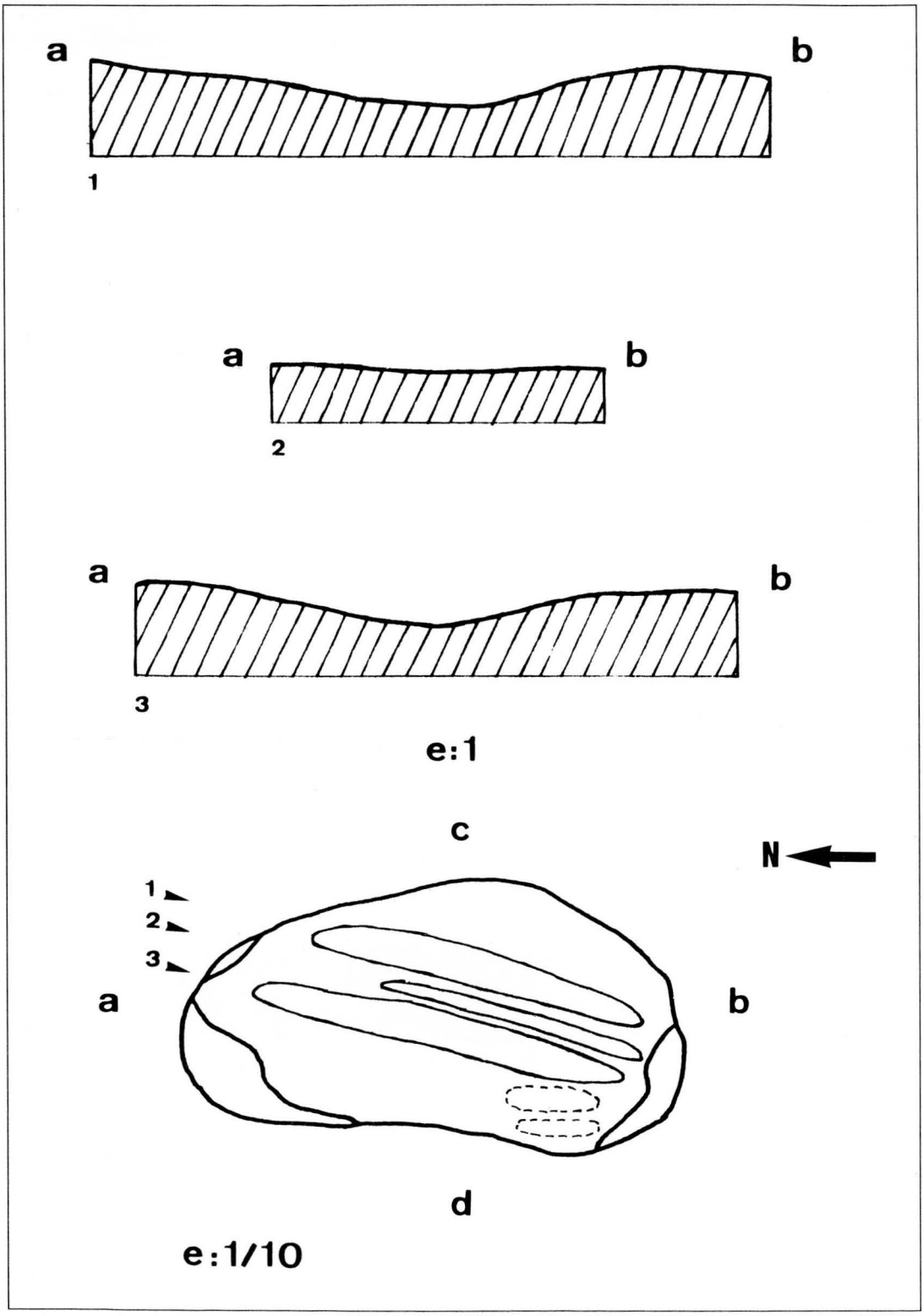
Moigny–sur–Ecole. – Roche à glissade de la Roche au Violon.



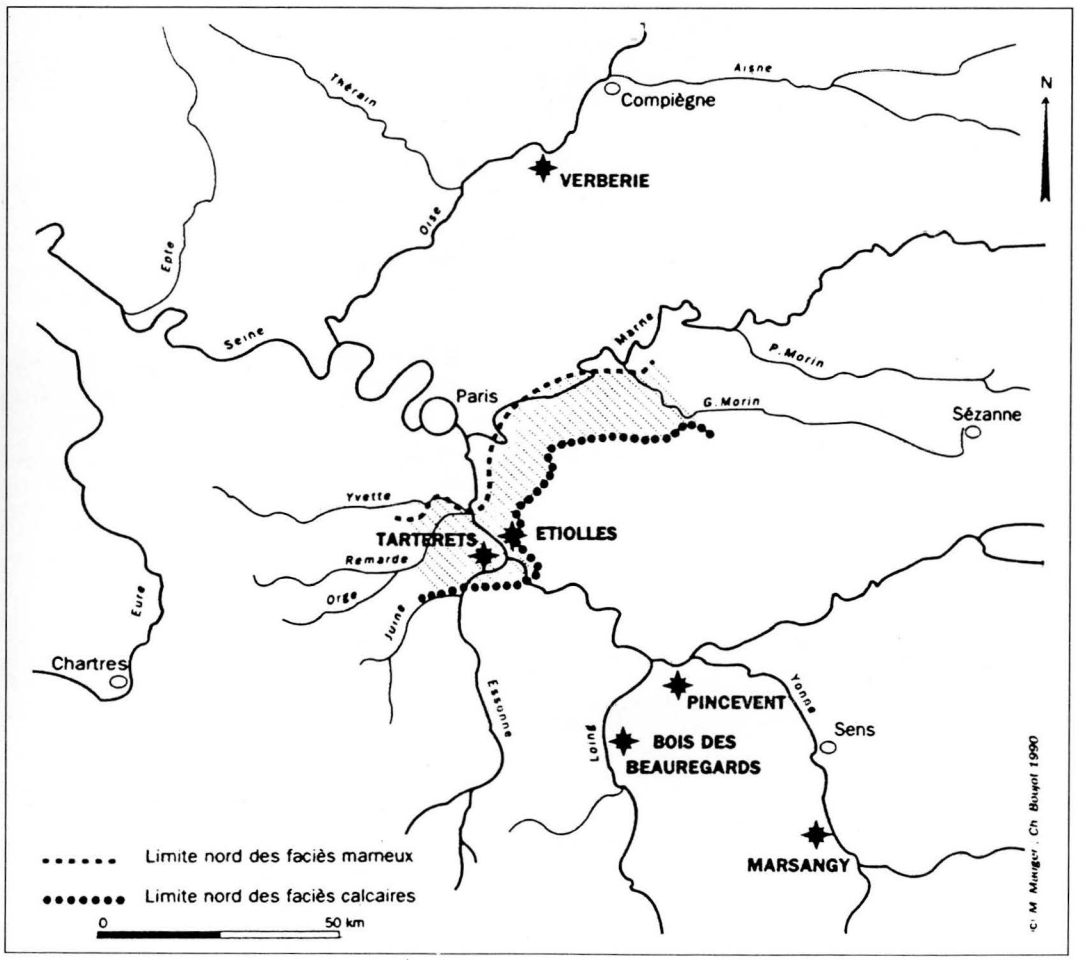
Janville–sur–Juine. – polissoir des Plaquières – vue générale.



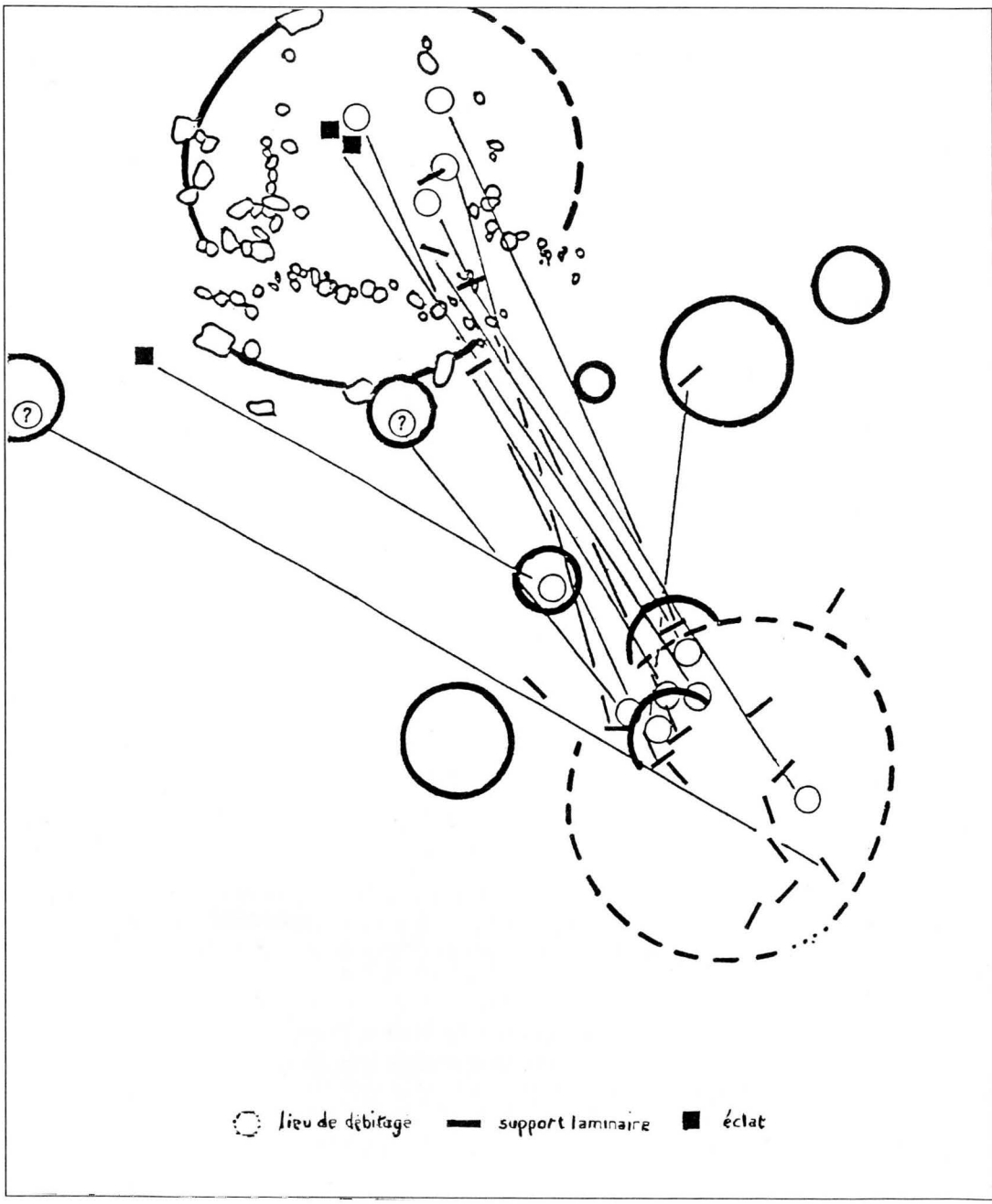
Janville–sur–Juine. – polissoir des Plaquières – vue verticale
de la surface polie avec ses trois sillons.



Janville–sur–Juine. – polissoir des Plaquières – schéma général et coupes des trois sillons.



Les sites magdaléniens du Bassin parisien
(au centre, les limites du silex tertiaire).



Etiolles. – la circulation des supports entre les habitations U5 et P15.

Toutes demandes de renseignements peuvent être adressées à :

M^me^ P. CAVAILLER
Secrétaire générale
Archives départementales
de l'Essonne
9, rue La Fayette
91100 Corbeil–Essonnes

M. Jean JACQUART
Professeur émérite de l'Université
de Paris I
Vice–Président
13, rue Ferdinand Duval
75004 Paris

Cotisation annuelle pour 1993 { membre ordinaire : 70 F
membre bienfaiteur : 110 F minimum

Tous les chèques doivent être libellés à l'ordre de la Société

C.C.P. de la Société : Paris 1508–40 M

Réalisation : IMPRIMEURS SERVICES SARL 07200 AUBENAS
Impression : IMPRIMERIE CHALVET SARL 07200 UCEL
Dépôt légal : 4^ème^ trimestre 1993

LISTE DES PUBLICATIONS DISPONIBLES DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE CORBEIL

BULLETINS :

Année 1944	Année 1970	Année 1982
Année 1947	Année 1971	Année 1983
Année 1948	Année 1972	Année 1984
Année 1954	Année 1973	Année 1985
Année 1955	Année 1975	Année 1986
Année 1961	Année 1976	Année 1987
Année 1963	Année 1977	Année 1988
Année 1964	Année 1978	Année 1989
Année 1965	Année 1979	Année 1990
Année 1966	Année 1980	Année 1991
Année 1969	Année 1981	

Prix : 65 Francs.

♦

MEMOIRES ET DOCUMENTS :

XI – Louis BRUNEL, *Juvisy au XVIII^ème siècle. – Le détournement du Pavé royal de Lyon. Ses conséquences économiques et humaines.*
Prix : 75 Francs

XII – J.-M. MORICEAU, *La population du Sud de Paris aux XVI^ème et XVII^ème siècles,* et P. DUMONTIER, *L'oppidum de Champlan.*
Prix : 35 Francs

XIII – J. GAUCHET, *Un notable à Brunoy au début du XIX^ème siècle : le général–ambassadeur Antoine Dupont–Chaumont,* 1759–1838.
Prix : 35 Francs

XIV – J. DELIVRE, *L'immigration dans le doyenné d'Etampes après la Guerre de Cent Ans* et J.-P. CROCY, *L'Hôtel–Dieu d'Etampes de 1695 à 1789.*
Prix : 75 Francs

XV – S. BIANCHI, *La déchristianisation dans le district de Corbeil, 1793–1799.*
Prix : 75 Francs

TABLE GENERALE 1895–1984. *Prix :* 20 Francs

♦

Nous disposons d'un important stock de bulletins de la Société d'études historiques et géographiques d'Athis–Mons et de la plaine de Longboyau :

N° 1, octobre 1947,	Prix	5 Francs
N° 2, janvier 1948,	Prix	5 Francs
N° 3, avril 1948,	Prix	5 Francs
N° 4, juillet 1948,	Prix	5 Francs
N° 5, décembre 1948,	Prix	5 Francs
N° 6, année 1949,	Prix	30 Francs
N° 7, année 1950,	Prix	30 Francs
Collection complète,	Prix	80 Francs

♦

C.C.P. de la Société : Paris 1508–40 M